



Courrier international

N° 1663 du 15 au 27 septembre 2022
courrierinternational.com
France : 4,50 €

Algérie 530 DA, Allemagne 5,70 €,
Andorre 5,30 €, Canada 7,95 \$CAN,
DOM 5,10 €, Espagne 5,40 €,
Grande-Bretagne 4,70 €, Grèce 5,40 €,
Italie 5,40 €, Japon 850 ¥,
Maroc 43 DH, Pays-Bas 5,40 €,
Portugal cont. 5,40 €, Sénégal
3400 F CFA, Suisse 6,80 CHF,
TOM 850 XPF, Tunisie 770 DT,
Afrique CFA autres 3500 F CFA.

La dernière Reine



La mort d'Élisabeth II
vue par la presse étrangère.

M 03183 - 1663 - F: 4,50 €





Devenons l'énergie qui change tout.

CHEZ EDF, UN CONSEILLER AU BOUT DU FIL N'EST PAS UN CONSEILLER AU BOUT DU MONDE.

100% de nos conseillers sont basés en France.

RCS PARIS 532 081 317



AFNOR Cert. 94264 AFNOR Cert. 94263

L'énergie est notre avenir, économisons-la!



LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

La dernière Reine

Elle était le dernier lien des Britanniques avec la Seconde Guerre mondiale – “acte fondateur de la Grande-Bretagne moderne”, écrivait l’an dernier **The Observer** –, le trait d’union de tout un royaume. La disparition d’Élisabeth II, qui s’est éteinte le jeudi 8 septembre à l’âge de 96 ans au château de Balmoral, en Écosse, après soixante-dix ans de règne, laisse un immense vide dans le pays. Et visiblement partout dans le monde. Pour les médias outre-Manche, c’est la fin d’une époque, la fin d’une ère. Il y a ceux, comme **The Sun**, qui se montrent particulièrement laudateurs : “Une lumière s’est éteinte dans nos vies”, écrit le tabloïd dans une longue hagiographie.

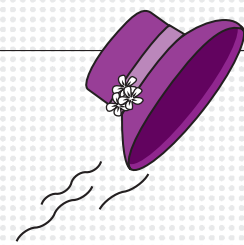
Le jour que le Royaume-Uni et tant d’autres pays redoutaient est arrivé : la reine n’est plus. Elle était la mère de notre nation. La femme la plus célèbre, la plus aimée, la plus respectée du monde. La souveraine au plus long règne de notre histoire. Le pilier du Royaume-Uni.” Plus fin sans doute, l’hommage de **The Economist** à celle qui aura su tenir la “Firme” : “L’idée même que la monarchie fonctionnait comme une entreprise familiale, dont il fallait calculer les pertes et les profits et cultiver l’image de marque, aurait été impensable en d’autres temps. Mais pas pour Élisabeth II.” Pour l’hebdomadaire, la souveraine disparue a su adapter la monarchie à la société moderne, tout en restant jusqu’au bout fidèle à la “mission sacrée de maintenir uni le royaume”. Et ce ne fut pas une mince affaire. On pourrait continuer à l’infini, mais ces deux articles que nous avons choisi de publier en ouverture de ce dossier traduisent bien

la tonalité de l’ensemble de la presse britannique ces derniers jours. Beaucoup de respect, voire de déférence. Il y a un temps pour tout. Dans ce concert de louanges, quelques voix singulières pourtant ont émergé. Comme celle de Kenan Malik, dans **The Observer**. C’est le moment ou jamais, dit le chroniqueur, de remettre en cause la monarchie au Royaume-Uni. “S’accrocher à la nécessité d’un monarque héréditaire surplombant la société, incarnant la continuité et les principes moraux de la nation, revient à contenir ce processus d’évolution démocratique”, explique-t-il. En Inde, au Kenya, d’autres voix discordantes sont également venues rappeler que la monarchie britannique avait été l’instigatrice de la colonisation et dénoncer les hommages unanimes à la souveraine. La question qui se pose désormais est celle de l’après. Élisabeth II incarnait la stabilité de l’institution monarchique. Quid de son fils,

qui lui succède? “Charles III sauvera-t-il l’Union ou sera-t-il le dernier roi d’Écosse?” titrait ainsi **The Herald**, journal anti-indépendantiste écossais, au lendemain de la proclamation du nouveau roi. Même tonalité dans la presse américaine : les Britanniques “ne savent plus quoi penser ni de l’identité de leur nation ni de son bien-être économique et social” après la dernière révérence de celle “qui incarnait le Royaume-Uni”, assène ainsi **The New York Times**. Va-t-on vers la fragilisation d’un pays déjà plongé dans une crise politique, économique et sociale majeure? Le Commonwealth a-t-il encore une raison d’être? Parmi les 14 États qui conservent le monarque britannique comme chef d’État, beaucoup sont tentés de rompre les liens. Antigua-et-Barbuda pourrait ainsi imiter prochainement la Barbade, devenue une république l’an dernier. Avant peut-être la Nouvelle-Zélande, l’Australie, la Jamaïque... Alors, après Élisabeth II,

le déluge? À la lecture des hommages qui lui ont été rendus dans le monde entier, on mesure mieux l’importance et l’influence d’une souveraine qu’on aura finalement peu entendue. Mais c’est peut-être en définitive ce qui fit sa force. **The Irish Times** écrit : “Le fait de ne pas beaucoup parler confère au moindre mot, voire au moindre geste, un sens d’une rare importance.” Diplomate, icône de la pop culture, immensément populaire (on se souvient des milliers de personnes dansant sur *Dancing Queen* devant Buckingham lors de son jubilé de platine, en juin dernier), Élisabeth II aura marqué le siècle de son empreinte. À ce titre, sa disparition est un événement planétaire que nous ne pouvions pas éluder, et ses obsèques, le 19 septembre à Westminster, le seront tout autant. Un symbole s’efface, et bien d’autres avec lui.

En couverture :
illustration de **Michelle Thompson**, Royaume-Uni.



Sommaire

7 JOURS DANS LE MONDE p.6

Ukraine. Jusqu’où ira l’armée de Kiev?

L’Ukraine dit avoir repris 6 000 km² jusqu’alors occupés par les Russes. Assiste-t-on à un véritable tournant dans cette guerre?

CINÉMA p.8

Godard, la révolution par l’image

La presse étrangère rend hommage au cinéaste suisse disparu le 13 septembre, aussi provocateur qu’innovant et avide de repousser les limites.



COLOMBIE p.28

La guerre pour la coca ravage l’Amazonie

Six ans après l’accord de paix conclu avec les Farc, la violence a muté, et certains guérilleros entament une seconde carrière dans des groupes armés qui se disputent le contrôle de la drogue. Reportage du **New York Times** dans la région du Putumayo, auprès d’une bande baptisée les Comandos de la Frontera.

ÉCONOMIE p.36

Seuls au bureau

Avec la pandémie, les jeunes de moins de 25 ans sont entrés sur un marché du travail hors norme, où le télétravail et les visioconférences étaient la règle. Une enquête du **Christian Science Monitor**.

LES SOURCES



Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

- The Christian Science Monitor** Boston, hebdomadaire. **Dawn** Karachi, Lahore, Islamabad, quotidien. **Le Desk** Casablanca, quotidien. **The Economist** Londres, hebdomadaire. **Frankfurter Allgemeine Zeitung** Francfort, quotidien.
- The Guardian** Londres, quotidien.
- I Kathimerini** Athènes, quotidien. **Mainichi Shimbun** Tokyo, quotidien. **MIT Technology Review** Cambridge (Massachusetts), bimestriel. **Nature** Londres, hebdomadaire.
- The New York Times** New York, quotidien.
- The Observer** Londres, hebdomadaire.
- L’Orient-Le Jour** Beyrouth, quotidien.
- El País Semanal** Madrid, hebdomadaire.
- La Presse** Tunis, quotidien. **Shargh** Téhéran, quotidien. **South China Morning Post** Hong Kong, quotidien. **The Sun** Londres, quotidien. **Le Temps** Genève, quotidien. **Vreme** Belgrade, hebdomadaire.
- Die Zeit** Hambourg, hebdomadaire.



SOMMAIRE

7 jours dans le monde

6. **Contre-offensive.** Jusqu'où ira l'armée ukrainienne ?

8. **Cinéma.** Jean-Luc Godard, la révolution par l'image

À la une

10. La dernière reine

D'un continent à l'autre

22. **France.** Un parc nucléaire en bout de course

24. **Maroc.** Le Sahara occidental, plaie ouverte

26. **Asie.** Ce qui se joue à Samarcande

28. **Colombie.** La guerre pour la coca fait des ravages en Amazonie

32. **Bosnie-Herzégovine.** Faux pas dans le tango nationaliste

34. **Iran.** Les travailleurs afghans privés de pain

35. **Turquie.** "Nous sommes un peuple en colère"

Transversales

36. **Économie.** Seuls au bureau

37. **Sciences.** Covid : deux nouveaux vaccins autorisés

38. **Nucléaire.** Radioactivité : "Il faut fournir des données en temps réel"

40. **Biologie.** Toute la mesure des protéines

41. **Signaux.** Bienvenue dans l'ère des renouvelables

360°

42. **Portrait.** Ainsi crée Barceló

46. **Sport.** Ils ne joueront plus ensemble

47. **Plein écran.** Jake et les yakuzas

48. **Voyage.** Rendez-vous au pub du bout du monde

50. **Histoire.** La stratégie du Djurdjura



SUR NOTRE SITE

Guerre en Ukraine. Les Russes face à la contre-offensive

L'armée ukrainienne revendique la reconquête d'une large zone dans l'est du pays, provoquant une onde de choc en Russie, où des voix s'élèvent pour critiquer la direction des opérations. Suivez toute l'actualité du conflit sur notre site avec les analyses, reportages et enquêtes de la presse étrangère.

La Lettre de l'éduc. Révisez le bac avec Courrier international

C'est la rentrée pour notre newsletter destinée aux futurs bacheliers. Une formule renouvelée, centrée sur un seul article qui fait écho aux programmes de la spécialité histoire-géographie, géopolitique et sciences politiques (HGGSP), pour permettre aux élèves d'enrichir leurs copies.

Voyage. Du Yorkshire à la Terre du Milieu : promenade dans les pas de Tolkien

À l'occasion de la nouvelle série d'Amazon *Le Seigneur des anneaux. Les Anneaux de pouvoir*, le **Guardian** est allé se promener dans le comté anglais où l'écrivain a puisé une partie de son inspiration.

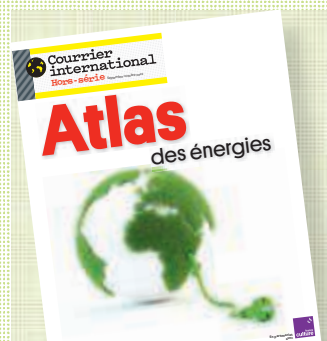
L'horoscope de Rob Breznsy Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

Comment sortir des énergies fossiles ?
Peut-on se passer du nucléaire ?
À quand la transition énergétique ?
Réponses en cartes et en infographies.



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour :

1 AN (52 numéros) au prix de 129 € au lieu de 218,80 €*

1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de 159 € au lieu de 269,80 €*

Monsieur Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/ours2022>
ou téléphonez au 03 21 13 04 31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

* Prix de vente au numéro. Pour l'étranger, nous consulter. Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet : boutique.courrierinternational.com/cgv-co

En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi informatique et libertés du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Pour toute réclamation : www.cnil.fr.



Avantages abonnés :

Rendez-vous sur courrierinternational.com

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site Internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Android
- Réveil Courrier 📧

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique :

(32) 2 744 44 33 - abonnements@saipm.com

États-Unis/Canada :

(1) 800 363 1310 - expressmag@expressmag.com

Suisse :

(41) 022 860 84 01 - abonne@edigroup.ch



Édité par Courrier international SA, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €
Actionnaire : La Société éditrice du Monde
Président du directoire, directeur de la publication :

François-Xavier Devaux

Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard

Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président

Dépot légal Septembre 2022. Commission paritaire n° 0727 c 82101.

ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com Courriel lecteurs@courrierinternational.com
Directrice de la rédaction Claire Carrard (16 58) Rédactrice en chef Virginie Lepetit (16 12) Rédacteurs en chef adjoints Raymond Clarinard (16 77), Claire Pomarès (web), Matthieu Recarte Responsable du numérique Joffrey Ricome Direction artistique Sophie-Anne Delhomme (16 31), Conception graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delpont (16 98), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (17 30) 7 JOURS DANS LE MONDE François Gerles (chef de rubrique, 17 48) EUROPE Gerry Feehly (chef de service, 16 95), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36), Catherine Guichard (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 16 04), Carole Lyon (Belgique, 17 36), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 19 74), Beniamino Morante (Italie, 19 72), Hélène Bienvenu (Pologne), Antoine Moutreau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) FRANCE Carolin Lohrenz (chef de rubrique, 16 93) AMÉRIQUES Bérangère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16 57), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16 39), Christine Chamaud (Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Carole Dieterich (Asie du Sud), Elisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corée) MOYEN-ORIENT Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abiramia (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechar (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Bousson (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16 15), Annick Rivoire (Économie) MAGAZINE 360° Marie Béleil (chef des informations, 17 32), Hugo Florent (16 74) HISTOIRE Mélanie Liffschitz (16 96)

SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondel (éditeur web), Antoine Cuny-Le Callet, Gabriel Hassan (éditeur web, 16 32), Carole Lyon (éditrice web, 17 36), Hoda Saliby (éditrice web, 16 35), Mélanie Chenouard (vidéo, podcasts, 16 65), Louise Dujour (développement web) COURRIER EXPAT Ingrid Therwath (16 51), Jean-Luc Majeure (16 42)

TRADUCTION Raymond Clarinard (rédacteur en chef adjoint), Mélanie Liffschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan), Leslie Talaga (anglais, espagnol) RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Françoise Hérodol, Julie Martin, Anne Romefort

PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable), WEB DESIGN ET ANIMATION Alexandre Errichiello (chef de service, 16 17), Benjamin Fernandez, Jonhathan Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé ICONOGRAPHIE Luc Briand (chef de service, 16 41), Lidwine Kervella (16 10), Stéphanie Saindon (16 53), Céline Merrien (colorisation) MAQUETTE Alice Andersen (chef de service, 16 37), Denis Scudeller, Gilles de Obaldia CARTOGRAPHIE Thierry Gauthé (16 70) INFOGRAPHIE Catherine Doutey (16 66)

AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 17 37), Jessica Robineau (16 08), Alizée Marchal (17 38)

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45 35) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE : Maury, 45330 Malesherbes ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Jean-Baptiste Bor, Emmanuelle Bour, François Burkard, Enzo Cailleton, Anne-Françoise Cochet, Marie Daoudal, Myriam Dartois-Ako, Geneviève Deschamps, Mona Guichard, Emmanuel Hergot, Lucie Hoarau, Zineb El Mountassir, Servan Le Janne, Valentine Morizot, Isabelle Taudière, Maddalena de Vito, Yuta Yagishita, Chenxi Zhang

PUBLICITÉ Mpublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11 469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 Présidente Laurence Bonicalzi Bridier, Directrice générale adjointe, Marketing & Études Elisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68), Directeur délégué, directeur de Marque Courrier international Stevee Dablin (01 57 28 38 84) Directeur délégué Activités programmatiques, AD Tech & Monétisation Sébastien Noel (sebastien.noel@mpublicite.fr, 37 00) Directeur délégué, pôle Agences François de Ren (francois.deren@mpublicite.fr, 30 21) Directeur délégué, pôle Opérations spéciales Stevee Dablin (stevee.dablin@mpublicite.fr, 38 84)

RESPONSABLE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellan (16 06) Lucie Madalena (gestion) Droits Blandine Mosnat (16 52) Comptabilité 01 48 88 45 51 Directeur de la diffusion et de la production Xavier Loth Directrice des ventes Sabine Gude Responsable commerciale international Saveria Colosimo Morin (01 57 28 32 20) Chef de produits Valentin Moreau (01 57 28 33 99) Communication et promotion Brigitte Billiard, Christiane Montillet MARKETING Sophie Gerbaud (directrice, 16 18), Véronique Lallemand (16 91), Véronique Saudemont (17 39), Kevin Jolivet (16 89), Martine Prévot (16 49), Mynn-May Vang, Anthony Pittavino

Modifications de services ventes au numéro, réassortis 08 05 05 01 47 Service clients Abonnements Courrier international, Service abonnements, A2100 - 62066 Arras Cedex 9 Tél. 03 21 13 04 31 Fax 01 57 67 44 96 (du lundi au samedi de 9h à 18h) Courriel abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 129 €. Autres destinations : <https://boutique.courrierinternational.com> Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cv>

Courrier international,

USPS number 013-465,

is published weekly

48 times per year (triple

issue in Aug and in Dec),

by Courrier International SA

c/o Distribution Grid, at

900 Castle Rd Secaucus,

NJ 07094, USA. Periodicals

Postage paid at Secaucus,

NJ, and at additional mar-

ketting offices. POSTMASTER:

Send address changes to

Courrier International c/o

ExpressMag, 8275, avenue

Marco-Polo, Montréal, QC

H1E 7K1, Canada.



Origine du papier :

UK, Allemagne,

100 % de fibres

recyclées. Ce maga-

zine est imprimé

chez MAURY

certifié PEFC.

Eutrophations :

Print - 0,0083 kg /

tonne de papier.

Papier issu de forêts

gérées durablement

et de sources

contrôlées. Ouvrage

imprimé à 100 %

avec des encres

conformes à la

norme Blue Angel.

ACPM

FR

Ce numéro comporte un encart La Croix posé en aléatoire

sur certains abonnés France métropolitaine.

Tous d'accord,
pour dire que le bureau de poste
est un lieu de vie utile à tous.

Tous d'accord,
pour que les postières et les postiers
puissent faire leur travail au mieux,
orienter et faciliter les démarches de chacun.

Tous d'accord,
pour que le bureau de poste
reste un espace efficace et apaisé pour tous.

Tous d'accord,
pour refuser
les agressions et les menaces
dans les bureaux de poste
et qu'elles soient sanctionnées.

Tous d'accord,
pour dire que vivre ensemble,
c'est savoir s'écouter et se respecter.

Tous d'accord.



↳ Dessin de Ramsés, Cuba.

7 jours dans le monde

Contre-offensive. Jusqu'où ira l'armée ukrainienne ?

Kiev dit avoir repris 6 000 km² jusqu'alors occupés par les Russes. Assiste-t-on à un véritable tournant dans cette guerre ? Les médias ukrainiens et occidentaux veulent y croire.



“la ligne de front russe s’est presque effondrée et a reculé de 70 kilomètres”.

CNN reconnaît que “la guerre semble être entrée dans une nouvelle phase”. Cela ne veut pas dire pour autant qu’elle est terminée. “La Russie est en train de perdre, mais elle n’a pas encore perdu”, concède le **Kyiv Post**. Après tout, rappelle la **BBC**, les Russes contrôlent toujours un cinquième du pays environ. Des deux côtés de l’Atlantique, **The Wall Street Journal (WSJ)** et la **Frankfurter Allgemeine Zeitung** arrivent à la même conclusion : les Occidentaux doivent plus que jamais renforcer leur soutien à Kiev. Pour le **WSJ**, la contre-offensive ukrainienne valide l’idée que l’armée locale peut regagner du terrain, aidée par “une quantité suffisante d’armements avancés de l’Occident”.

Probablement galvanisé par les dernières avancées, l’état-major ukrainien affiche désormais des objectifs ambitieux. Selon un document adressé par les autorités ukrainiennes aux membres du Congrès américain, que le **Wall Street Journal** a pu consulter, Kiev a établi une longue liste d’armements dont son armée aurait besoin pour “poursuivre son offensive jusqu’en 2023”. Dont des missiles tactiques, ou ATACMS, d’une portée de 300 kilomètres. Jusqu’à présent, note le **WSJ**, “l’administration Biden avait refusé de fournir ce système, craignant que l’Ukraine ne l’utilise pour frapper le territoire russe et ne déclenche un conflit plus large avec l’Occident”.

— **Courrier international**

le journaliste Vadym Denyssenko estime que “le régime [russe] n’est pas encore coulé. Mais il commence à prendre l’eau.”

Objectifs ambitieux. En Occident, un grand nombre de médias abondent en ce sens. “La Russie est-elle en fuite ?” se demande **The Economist**. **El Mundo** annonce une “défaite totale de la Russie sur le front nord”. Dans son éditorial du 12 septembre, le **Times** britannique rapporte que

Déclenchée le 4 septembre, la contre-offensive ukrainienne en direction des territoires à l’est de Kharkiv aura donc pris des allures de blitzkrieg. Une véritable guerre éclair qui semble avoir surpris le commandement russe, alors focalisé sur l’autre contre-offensive, annoncée depuis longtemps, et qui avait officiellement pour objectif la ville de Kherson. “Les envahisseurs fuient dans la panique”, se réjouissait ainsi le 11 septembre le site ukrainien **Gazeta**. Le lendemain, le président Zelensky annonçait 6 000 km² repris aux forces russes. Cité par le journal en ligne **Oukraïnska Pravda**, Oleh Syniehoubov, chef de l’administration militaire de la région de Kharkiv, a même affirmé que les “combattants [ukrainiens] avaient atteint la frontière avec la Fédération de Russie”.

Tandis que ses troupes se repliaient effectivement, dans le cadre de ce que l’état-major russe présente comme un “regroupement”, Moscou a procédé à plusieurs tirs de missiles. La Russie a frappé les infrastructures électriques ukrainiennes, centrales et transformateurs, en particulier à Kharkiv, mais aussi ailleurs, privant tout l’est du pays d’électricité pendant de longues heures – une situation qui a d’ailleurs mené à la décision des autorités ukrainiennes de mettre à l’arrêt le sixième et dernier réacteur de la centrale nucléaire de Zaporijjia (lire p. 38). Pour le journaliste Iouri Boutousov, spécialiste des questions militaires pour le quotidien de Lviv **Vissoki Zamok**, ces tirs visent “à masquer le choc provoqué dans le monde entier par l’envergure de la défaite de l’armée russe dans la région de Kharkiv”. Toujours sur **Vissoki Zamok**,



Vu de Russie

“Des erreurs ont été commises”

● Face à l’avancée fulgurante de l’armée ukrainienne, Ramzan Kadyrov, le dirigeant de la République tchétchène, qui a envoyé des milliers d’hommes en Ukraine pour épauler l’armée russe, ne cache plus son mécontentement. À ses yeux, “l’opération spéciale” fait fausse route. “Je ne suis pas un stratège du niveau du ministère de la Défense. Mais des erreurs ont été commises. Je pense qu’ils en tireront les conclusions. Quand tu dis la vérité en face, cela peut déplaire. Mais, moi, j’aime dire la vérité”, a-t-il déclaré dans un message audio posté le 11 septembre sur sa chaîne Telegram et relayé par le quotidien moscovite **Kommersant**. Plus radical, les élus de 18 circonscriptions municipales de Saint-Petersbourg et de Moscou ont signé une pétition appelant à la démission de Vladimir Poutine, rapportait, le 12 septembre, le site russe d’opposition en exil **Meduza**. C’est la députée pétersbourgeoise Xénia Torstrem qui l’a mise en ligne sur Twitter. Elle justifie ainsi leur démarche : “Nous, députés municipaux de Russie, considérons que les agissements du président Poutine portent préjudice à l’avenir de la Russie et de ses citoyens.” De nombreux Russes étaient appelés aux urnes, du 9 au 11 septembre, pour des élections municipales et régionales partielles. Mais ces premiers scrutins depuis le début de la guerre en Ukraine étaient tellement verrouillés, déplore la **Nezavissimaïa Gazeta**, que les scores des candidats de Russie unie, le parti du Kremlin, ont rappelé “le passé électoral soviétique”. Mikhaïl Rostovski, éditorialiste du quotidien **Moskovski Komsomolets**, s’inquiète lui aussi. Selon lui, il ne faut pas s’y tromper, ces élections “tranquilles” n’augurent rien de “calme”. Il prédit même une “nouvelle ère” qui “sera déterminée en fonction du déroulement de la guerre”. Faudrait-il donc regarder du côté de Ramzan Kadyrov ? L’homme fort de la Tchétchénie a clamé être en mesure de reconquérir les villes perdues et de mener la Russie à la victoire. Mais, surtout, il a expliqué qu’il ne “s’éterniserait” pas à la tête de la République tchétchène. —

COURRIER INTERNATIONAL D'APRÈS INSTITUTE FOR THE STUDY OF WAR (ISW)

SUÈDE

L'extrême droite aux portes du pouvoir

Arrivés en deuxième position au scrutin du 11 septembre, les Démocrates de Suède vont peser dans la formation du prochain gouvernement.

Le Parti social-démocrate de la Première ministre sortante, Magdalena Andersson, a beau avoir conforté dans les urnes sa place de leader au Parlement (30,5 % des suffrages), il pourrait bien devoir céder le pouvoir après huit ans aux affaires. Une opposition unie réunissant (pour la première fois) la droite classique et l'extrême droite posédait en effet une avance d'un petit siège au lendemain du scrutin. S'il faut



Revue de presse

encore attendre le dépouillement des tout derniers bulletins, le bloc de droite a "de bonnes chances de conserver son avantage", estime le quotidien libéral **Dagens Nyheter**.

Dans ce cas, le leader du Parti du rassemblement modéré (conservateur), Ulf Kristersson, "tentera de former un gouvernement qui sera totalement dépendant de Jimmie Akesson", le chef du principal parti d'extrême droite, s'inquiète le quotidien **Aftonbladet**. De fait, cette formation, baptisée les Démocrates de Suède (SD), a devancé les Modérés (respectivement 20,6 % et 19,1 % des voix). "Ce n'est une situation rêvée ni pour la droite classique ni pour la Suède", ajoute le tabloïd qui, durant la campagne, a rappelé les "racines

néonazies des SD", groupuscule créé en 1988, qui a évolué en un parti plus respectable.

Pour **Expressen**, journal libéral, les sociaux-démocrates et leurs alliés n'ont qu'à s'en prendre à eux-mêmes si l'extrême droite a encore progressé (+ 3 points) : "Leur tactique consistait à transformer ce scrutin en référendum pour ou contre les Démocrates de Suède." Résultat,

les thèmes de cette formation ont occupé l'espace politique et elle est "devenue la deuxième parti de Suède".

Dagens Nyheter appelle conservateurs et sociaux-démocrates à faire preuve de "responsabilité pour le bien du pays" en s'alliant. Soulignant que ces deux partis ont "coopéré étroitement pour la candidature de la Suède à l'Otan" et que leurs chefs "comprendent tous deux que l'UE doit faire front commun contre Poutine".

De leur côté, les SD savent qu'ils ont de bons atouts en main. Jimmie Akesson "a proposé que son parti forme la base d'un gouvernement majoritaire", avec la droite, indique **Svenska Dagbladet**, précisant que "personne n'a encore mordu à l'hameçon". Ces appels du pied pourront-ils être ignorés?

— **Courrier international**



MILLION DE TORTUES DE MER ont été tuées illégalement au cours des trente dernières années, selon une étude conduite par des chercheurs de l'université d'État de l'Arizona et relayée par **The Guardian**. Malgré des lois protectrices, près de 44 000 tortues auraient été tuées chaque année durant la dernière décennie. Des chiffres "vraiment élevés", s'alarme Jesse Senko, l'un des auteurs de l'étude, et "certainement sous-estimés". Ces animaux sont utilisés dans "l'alimentation et la médecine traditionnelle ou comme pièces d'art ou bijoux".

Affrontements meurtriers

ARMÉNIE-AZERBAÏDJAN — Au moins 49 Arméniens ont été tués dans les violents combats qui ont éclaté, dans la nuit du 12 au 13 septembre, à la frontière entre les deux pays. Selon le Premier ministre arménien, Nikol Pachinian, cité par **News Armenia**, Bakou a attaqué son voisin "dans sept directions" à l'aide notamment d'artillerie et de drones. Les autorités azerbaïdjanaises accusent pour leur part Erevan "de provocation de grande envergure" et affirment avoir tué "entre 150 et 200 soldats arméniens", rapporte le site **Trend.az**. Il s'agit des affrontements les plus meurtriers depuis la guerre de 2020, la deuxième entre les deux pays pour le contrôle de la région du Haut-Karabakh, une enclave à majorité arménienne ayant fait sécession de l'Azerbaïdjan. Alors que le Kremlin revendique un rôle d'arbitre dans le Caucase, le journal russe **Vzgliad** estime que, par ces attaques, "Bakou, avide de renforcer ses positions régionales, a décidé de tester les réactions de Moscou et d'Erevan". Et même s'il prône une solution diplomatique, le journal rappelle que le différend entre les deux pays "demeure irrésolu depuis l'époque soviétique, si bien qu'à coup sûr de nouveaux incidents frontaliers se produiront".

Mort d'un révolutionnaire

PHOTOGRAPHIE — William Klein, qui avait "saisi l'esprit et l'énergie des grandes villes et fait la satire du monde de la mode avec ses photographies incroyablement originales", est mort le 10 septembre à Paris, à 96 ans, rapporte **The New York Times**. Photographe mais aussi peintre, documentariste et graphiste, William Klein est considéré comme l'un des artistes les plus influents du xx^e siècle. S'inspirant de l'esthétique brute du reportage et du style sensationnaliste des tabloïds, il a bousculé les codes de la photographie de rue mais aussi de mode, en ayant été l'un des premiers à faire sortir les mannequins des studios.



Chaque mois, découvrez les événements et avantages réservés aux abonnés de **Courrier international**.

EXPO FONDATION CARTIER "SALLY GABORI" Du 3 juillet au 6 novembre 2022, la Fondation Cartier pour l'art contemporain présente la première exposition personnelle de l'artiste aborigène Mirdidingkingathi Juwarnda Sally Gabori hors d'Australie. **À gagner : 100 invitations coupe-files pour deux personnes.**



BD "JOURNAL INQUIET D'ISTANBUL" L'histoire vraie d'Ersin Karabulut, célèbre auteur de bandes dessinées turc, qui dresse le portrait d'un pays tiraillé par des antagonismes politiques et sociétaux profonds. **À gagner : 80 exemplaires de la BD de Dargaud.**



JEU VIDÉO "SHADY PART OF ME" *Shady Part of Me* vous embarque dans une fable pleine d'émotion et de poésie à la direction artistique unique, sublimée par la voix d'Hannah Murray (*Game of Thrones*, *Skins*). **À gagner : 15 codes numériques pour le jeu de Focus Entertainment.**



DVD "HIT THE ROAD", DE PANAH PANAHI Le film met en scène une famille embarquée dans un périple automobile à travers l'Iran pour gagner la frontière. Si le but du voyage reste mystérieux au début, l'ambiance dans la voiture est saturée d'émotions, entre rires et larmes. **À gagner : 25 DVD du film Hit the Road.**

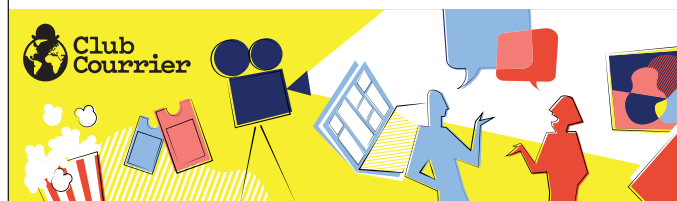


LIVRE DE CUISINE "PERSIANA EVERYDAY", DE SABRINA GHAYOUR Le nouvel ouvrage de Sabrina Ghayour rassemble plus de 100 recettes généreuses et délicieuses qui invitent le lecteur à cuisiner pour sa famille et ses amis. **À gagner : 15 exemplaires du livre.**



ET AUSSI : Abonnements numériques au journal *The Washington Post*. **À gagner : 200 abonnements de six mois.**

Chaque mois, des codes UniversCiné à gagner et un film mis à l'honneur. En septembre : *Le Poirier sauvage*.



CINÉMA

Jean-Luc Godard, la révolution par l'image

Figure de proue de la Nouvelle Vague, le cinéaste franco-suisse est mort le 13 septembre, en Suisse. La presse étrangère rend hommage à un réalisateur aussi provocateur qu'innovant, toujours avide de repousser les limites.

Jean-Luc Godard est mort, le septième art est en deuil!" s'exclame le quotidien suisse **Neue Zürcher Zeitung**. Le cinéaste s'est éteint le 13 septembre à Rolle (Suisse), à l'âge de 91 ans, et la presse étrangère est unanime pour évaluer l'empreinte qu'il laisse derrière lui : colossale. "L'astronomie a eu Galilée, la science Darwin et le cinéma Godard", affirme **Le Temps**, un autre quotidien suisse, francophone celui-là.

On l'avait sans doute oublié, tant les derniers films de Jean-Luc Godard ont souvent semblé "pompeux et lourds de leur propre importance", concède **Die Welt**. Mais, "dans les années 1960, Godard était vu comme un messie du cinéma, celui qui a ouvert les yeux de toute une génération d'artistes sur ce qu'il était possible de faire", rappelle le quotidien berlinois.

Son premier film, *À bout de souffle*, sorti en 1960, a d'emblée fait entrer le Franco-Suisse dans la légende. Il a "inventé une nouvelle façon de faire du cinéma", souligne le quotidien espagnol **La Vanguardia**. Avec Claude Chabrol (*Le Beau Serge*, 1958) et François Truffaut (*Les quatre cents coups*, 1959), Jean-Luc Godard a fait déferler ce qu'on a appelé la "Nouvelle Vague", "un genre de cinéma plus jeune, plus libre et plus irrévérencieux, aux antipodes de la plupart des films réalisés à l'époque en studio", écrit **The Hollywood Reporter**.

Le quotidien madrilène **El País** résume en ces termes le phénomène : "Un tourbillon d'air frais, une nouvelle façon de raconter,

des personnages et des attitudes qui, comme les Beatles, les Stones et *Mai 68*, allaient marquer la culture et les sociétés occidentales de la décennie." La Nouvelle Vague a essaimé aux quatre coins du monde, "du Brésil à la Tchécoslovaquie en passant par le Japon", rappelle encore **The Hollywood Reporter**. Et a aussi inspiré "des générations de cinéastes américains", parmi lesquels "Martin Scorsese, Brian De Palma, Paul Schrader, Peter Bogdanovich et Quentin Tarantino."

Mais égrener les films du Franco-Suisse (140 au total, tous formats et supports confondus), la liste de ses plus fervents admirateurs ou bien encore celle de ses muses (Brigitte Bardot, Anna Karina, Anne Wiazemsky...) ne suffit pas à saisir l'artiste et encore moins l'homme, souvent dissimulé derrière d'épaisses lunettes noires et les volutes de fumée de ses cigarettes.

"Mais qui est Jean-Luc Godard?" demande très sérieusement **Le Temps**. Le quotidien genevois a une partie de la réponse. "Un inventeur de formes. Un provocateur. Un moraliste. Un dialecticien. Un clown métaphysique. Un agitateur. Une star. Une ombre."

Un "sphinx", aussi, posant dans ses films d'"insolubles énigmes" : "Est-ce que je peux pisser dans le lavabo?" (*À bout de souffle*), "Est-il possible que l'image du passé soit fausse?"



(*Histoire(s) du cinéma*, 1989-1998), "Avez-vous déjà été piqué par une abeille morte?" (*Nouvelle Vague*, 1990), "À cause de quoi la lumière?" (*Film Socialisme*, 2010)...

Pour tenter de cerner le personnage, le critique cinéma du quotidien britannique **The Guardian** préfère recourir aux comparaisons. "Godard était le Robespierre du cinéma, son critique le plus implacable, ou alors son John Lennon – avec Paul McCartney en François Truffaut, ce complice de la Nouvelle Vague aux films plus conciliants et plus commerciaux, avec qui Godard a fini par se brouiller. Ou peut-être que Godard était le Socrate du septième art, lui qui pensait qu'un cinéma sans introspection ne valait pas la peine d'exister."

Critique et théoricien. Le parallèle avec Robespierre reflète l'intransigeance du maître de la Nouvelle Vague, ce "rebelle du cinéma", comme le qualifie le quotidien allemand **Süddeutsche Zeitung**. "Godard critiquait tout, tout haut : Charles de Gaulle, la guerre du Vietnam, Hollywood,

↓ Jean-Luc Godard en Pierrot le Fou, d'après l'affiche du "Redoutable" de Michel Hazanavicius. Dessin de Ramsés, Cuba.

le capitalisme. Et bien sûr ses confrères réalisateurs, qu'il mettait en pièces, aussi bien dans les critiques qu'il écrivait qu'en public", rappelle encore **The Hollywood Reporter**.

Derrière la critique (son premier métier) affleurerait toujours le théoricien. "La plus grande contribution de Godard à l'histoire du cinéma est peut-être d'avoir eu cette intuition qu'un film était à la fois une histoire en train d'être racontée et l'histoire du film en lui-même, comment il était tourné et comment le spectateur le recevait", diserte **The Hollywood Reporter**.

Ce goût pour le débat et la polémique était sans doute aussi une forme d'exigence envers lui-même. "La capacité de Godard à se réinventer au fil de six décennies n'a eu d'égale que son talent pour constamment relever les défis du temps présent, remarque la **Neue Zürcher Zeitung**. Cette capacité à capter l'esprit du temps lui assure une place dans l'histoire du cinéma moderne, même si ces dernières années son expression artistique était devenue plus abstraite."

Selon les informations du quotidien français **Libération**, Jean-Luc Godard aurait eu recours au suicide assisté, légal en Suisse. Sa mort, quoi qu'il en soit, "signe la fin d'une époque", poursuit **El País**. "Figure centrale de la culture européenne", il était l'un des derniers grands noms que l'on pouvait "associer à la modernité, à l'avant-garde", insiste le quotidien espagnol. Outre-Rhin, la **Süddeutsche Zeitung** est plus tranchante encore : "Le cinéma n'a vraiment commencé qu'avec Godard. Il est inimaginable sans lui."

— **Courrier international**



DIX FILMS EMBLÉMATIQUES

Fictions, documentaires, films-tracts, pour le cinéma ou la télévision, en vidéo ou sur pellicule, Jean-Luc Godard est l'auteur d'une filmographie foisonnante.

À bout de souffle (1960)
Premier long-métrage.
Jean-Luc Belmondo et Jean

Seberg deviennent l'incarnation de la Nouvelle Vague.

Le Mépris (1963)
Adaptant Moravia sous le ciel de Capri, Godard explore la fin de l'amour avec Brigitte Bardot et Michel Piccoli.

Pierrot le Fou (1965)
Une ode à la liberté, avec Jean-Luc Belmondo et Anna Karina.

La Chinoise (1967)
Godard anticipe *Mai 68* avec cette plongée dans un groupe maoïste.

One + One (1968)
À Londres, il capte la création de l'hymne des Rolling Stones *Sympathy for the Devil*.

Sauve qui peut (la vie) (1980)
Après ses films militants des années 1970, retour à un

cinéma plus grand public et aux stars (Isabelle Huppert et Jacques Dutronc).

Je vous salue, Marie (1985)
La transposition de la naissance de Jésus dans le monde moderne fait scandale jusqu'au Vatican.

Histoire(s) du cinéma (1989-1998)
En huit épisodes, une série documentaire érudite

et intime sur le septième art.

Film Socialisme (2010)
Godard mêle la critique sociale depuis le paquebot *Costa Concordia* et l'esprit de ses films des années 1960.

Le Livre d'image (2018)
Après son film en 3D, *Adieu au langage* (2014), un film testament d'une incroyable modernité plastique.



BETC Bouygues Telecom - Société anonyme au capital de 929 207 595,48 € - Siège social: 37-39, rue Boissière - 75116 PARIS - 397 480 930 RCS PARIS.

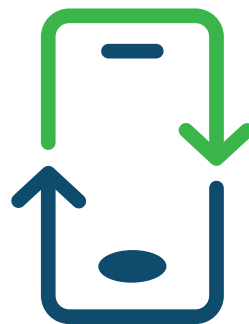


On n'arrêtera jamais de faire tomber nos smartphones.

Bouygues Telecom vous aide à faire réparer votre smartphone pour le faire durer plus longtemps.

Tous nos clients forfait Sensation bénéficient de **30 % de remise sur la réparation express de leur smartphone.**

Nos conseillers vous accueillent dans **nos 500 boutiques.**



solutions smartphone durable

RÉPARÉ · REPRIS · RECONDITIONNÉ · RECYCLÉ

Réparation sous 1 à 5 jours ouvrés avec remise de 30 % valable deux fois par an jusqu'au 04/02/23 pour les clients Sensation (engagement 12 ou 24 mois) auprès de notre partenaire WeFix. Conditions sur bouyguetelecom.fr. Kit mains-libres recommandé.

à la une



La dernière Reine

Elle était le dernier lien des Britanniques avec la Seconde Guerre mondiale, le trait d'union de tout un royaume. Élisabeth II s'est éteinte le 8 septembre à l'âge de 96 ans au château de Balmoral, en Écosse, après soixante-dix ans de règne. Depuis, les hommages se multiplient partout dans le monde. Pour les médias d'outre-Manche, "the Queen" restera comme celle qui a tenu "la Firme" mais aussi la "mère de la nation". Le roi Charles III lui succède. Faut-il réformer la monarchie ? Quid du Commonwealth ? À quel point le Royaume-Uni est-il fragilisé ? Les réactions et les analyses de la presse étrangère.

← Dessin de
Marian Kamensky,
Slovaquie.

Élisabeth II a tenu la Firme

Dans sa nécrologie, le magazine britannique *The Economist* souligne combien la souveraine disparue a su adapter la monarchie à la société moderne tout en restant jusqu'au bout fidèle à la "mission sacrée de maintenir uni le royaume".

— **The Economist** Londres

Pour les millions de spectateurs de la cérémonie du 2 juin 1953 – c'était la première fois que le couronnement d'un souverain britannique était retransmis à la télévision –, le moment le plus émouvant s'est produit à la fin. Lorsque la couronne impériale, un joyau serti de 2868 diamants et pesant plus d'un kilo, a été posée sur la fine tête brune de la fragile Élisabeth Windsor, la transformant d'un coup en reine Élisabeth II.

Pour elle toutefois, selon son cercle le plus intime, le moment le plus lourd de sens de cette journée s'était déroulé un peu plus tôt, et c'était le seul qui n'avait pas été retransmis. C'était celui où, à l'image des monarques du Moyen Âge, elle avait retiré ses vêtements derrière un paravent pour recevoir l'onction sacrée : preuve qu'elle ne devait pas sa désignation à la tête de l'empire à ses seuls aïeux de la maison de Hanovre, mais aussi à une volonté divine. Une façon de lui rappeler que la charge du royaume était une mission aussi sacrée qu'ininterrompue. Et elle ne l'a jamais oublié.

Inlassablement, la reine a parcouru le monde pour y montrer sa frêle silhouette légèrement ramassée, vêtue de manteaux pastel et toujours accompagnée d'un grand sac à main. On se moquait gentiment de son badinage ("Venez-vous de loin?"), de ses incontournables panoplies de gants et de chapeaux, ainsi que de sa diction claire et détachée – toutes ces choses venues d'une autre époque. Mais outre ces taquineries, la reine éveillait également en nous un instinct

protecteur – bien que son regard franc et ses traits d'humour cinglants indiquaient qu'elle pouvait très bien se défendre toute seule.

La presse britannique s'indignait lorsque des représentants étrangers étourdis la touchaient – Michelle Obama allant même jusqu'à poser sa main sur son dos –, mais la reine ignorait gracieusement ces maladresses. Au fil de milliers de petites interactions humaines – recevoir des bouquets de fleurs, regarder des danses tribales, inaugurer des bâtiments –, l'institution monarchique a fait son nid dans le cœur de l'opinion publique d'une manière étonnamment moderne.

La femme n'apparaissait que rarement derrière l'institution. Il avait probablement existé une Élisabeth plus détendue et insouciante avant l'accession inattendue de son père au trône impérial en 1938, et avant cette triste journée de février 1952 où elle avait appris qu'elle était désormais reine. Et pourtant à la réflexion, peut-être pas.

Même enfant, Élisabeth dégageait un air de sérieux et de responsabilité, c'était la grande sœur qui s'occupait de son jardin ou gardait un œil sur sa turbulente petite sœur. Pendant la guerre, elle est une toute jeune femme engagée dans l'ATS, un service de femmes volontaires de l'armée de terre, et conduit des camions. L'uniforme lui allait bien.

En 1947, lors de son mariage avec le prince Philippe de Grèce – une union aussi longue qu'heureuse –, elle porte une robe de mariée réalisée à partir de dons de tissus. Peu après son couronnement, elle répond à la demande du président Eisenhower en lui envoyant une recette de

scones, écrite de sa main. Et on l'imaginait très bien, vêtue d'un tablier, en train de les préparer.

Le franc-parler du prince Philippe en public laissait deviner que la reine ne mâchait pas non plus ses mots en privé et défendait certaines opinions politiques. Naturellement, elle se gardait bien de les exprimer publiquement. Une fois passés ses incontournables corgis, les 15 Premiers ministres qui se sont succédé durant son règne ont tous été aimablement accueillis. On dit qu'elle s'était bien entendue avec Harold Wilson, dirigeant travailliste à l'humour bourru, ainsi qu'avec Margaret Thatcher – contrairement à certaines affirmations. À vrai dire, personne en dehors de son cercle intime ne le savait vraiment.

Détachement. Ses déclarations les plus politiquement engagées remontent à 2014, à propos de l'indépendance de l'Écosse, qui menaçait de faire perdre à son royaume une des provinces qu'elle semblait apprécier le plus, à en juger par le nombre d'étés qu'elle a passés à Balmoral. Alors qu'elle se rendait à l'église, elle avait appelé ses sujets écossais à la prudence. Elle avait aussi clairement exprimé sa tristesse en 1992 lors de la séparation de Charles et Diana et de l'incendie du château de Windsor – son préféré : ce fut l'"*annus horribilis*".

L'année 2019 fut aussi éprouvante lorsque le prince Andrew [son deuxième fils] fut impliqué dans un scandale sexuel outre-Atlantique tandis qu'elle-même était entraînée dans l'interminable saga du Brexit et appelée à approuver la décision de Boris Johnson de proroger le Parlement – une décision par la suite jugée illégale.

Elle n'en fit rien savoir, mais la rumeur la disait furieuse de voir la Couronne ainsi contrainte de se mêler de politique. Pendant des décennies, elle s'était appliquée à maintenir tout le détachement nécessaire, ses contributions se limitant à lire – avec le moins de partialité possible – la liste des projets de loi à l'étude à chaque ouverture de "son" Parlement.

→ *Dessin de Luis Grañena, Espagne*

The Queen

ÉLISABETH EN ONZE DATES

21 avril 1926 | Naissance de la princesse Élisabeth, aînée du duc et de la duchesse d'York.

Décembre 1936 | À la suite de l'abdication de son frère Édouard VIII en 1936, le duc d'York devient le roi George VI, et Élisabeth l'héritière présomptive.

Juin 1953 | Couronnement d'Élisabeth II, seize mois après la mort du roi, en février 1952.

1977 | Élisabeth II fête son jubilé d'argent, soit vingt-cinq années de règne, lors d'une période de turbulences sociales immortalisée par la chanson anti-establishment *God Save the Queen* du groupe punk Sex Pistols.

Juillet 1981 | Mariage de son fils aîné, Charles, le prince de Galles, avec lady Diana Spencer.

1992 | La publication d'une biographie choc sur lady Diana, les révélations sur les infidélités du prince Charles, les divorces dans la famille royale, le grand incendie de l'une de ses résidences principales – le château de Windsor – font de 1992 une "*annus horribilis*", selon les propres termes de la reine.



Août 1997 | La princesse de Galles, divorcée du prince Charles, meurt dans un accident de voiture à Paris. En séjour dans sa résidence d'été à Balmoral, en Écosse, la reine est critiquée par les médias et un public en émoi





SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Elle a maîtrisé le pouvoir du silence

●●● *“Il serait somme toute juste d'affirmer que le grand talent d'Élisabeth était de ne presque rien faire, ou dire. Une vérité que les Beatles avaient bien comprise, comme le prouve cette strophe ironique, mais affectueuse : 'Sa Majesté est une fille plutôt gentille / Mais elle n'a pas grand-chose à dire.' Pourtant, ainsi que nous l'avons appris lors de sa*

visite historique, en 2011 – la première d'un monarque britannique régnant dans l'Irlande indépendante –, le fait de ne pas beaucoup parler confère au moindre mot, voire au moindre geste, un sens d'une rare importance.” Chez le plus proche voisin du Royaume-Uni, le quotidien de référence de Dublin, **The Irish Times**, rappelle l'influence décisive d'Élisabeth II en 2011, après un siècle de tumultes entre les deux pays. *“Elle a contribué à créer une atmosphère de bonne volonté dans les relations anglo-irlandaises, un capital en grande partie dilapidé depuis, preuve d'une crise plus générale de l'autorité au Royaume-Uni.”*

Un article à retrouver en intégralité sur notre site Internet.

Elle était loin de chercher à exercer du pouvoir, et son rôle consistait de plus en plus à donner du courage à son peuple. Quand la pandémie a éclaté, elle a redonné du cœur à la nation en citant Vera Lynn, une chanteuse de la Seconde Guerre mondiale ; et lorsque le prince Philippe, qui lui apportait *“force et soutien”*, est mort l'année suivante, Élisabeth II a continué d'accomplir son devoir sans fléchir. Pas question pour elle de s'exiler intérieurement dans le deuil, comme l'avait fait son aïeule, la reine Victoria. Dès le début, les courses hippiques ont été là pour la distraire. C'est là qu'elle exprimait le plus spontanément sa joie lorsque l'un de ses chevaux gagnait une course. Les chevaux ont été sa grande passion, et les livres d'équitation composaient l'essentiel de ses lectures. De nombreuses photos prises depuis ses résidences secondaires la montrent seule à cheval, en foulard et imperméable. Conserver aussi longtemps la couronne alors que le prince héritier lui-même vieillissait vite

semblait parfois relever d'une forme d'entêtement grincheux. Mais rétrospectivement, c'était peut-être une habile manœuvre. Charles, avec son tempérament étourdi et peu conventionnel, n'était peut-être pas taillé pour diriger la famille royale, surnommée *“la Firme”* au Royaume-Uni. La couronne était peut-être mieux protégée en d'autres mains. L'idée même que la monarchie fonctionnait comme une entreprise familiale, dont il fallait calculer les pertes et les profits et cultiver l'image de marque, aurait été impensable en d'autres temps. Mais pas pour Élisabeth II. Mais il n'y avait pas que ça. Ces dernières années surtout, le visage de la reine exprimait sa détermination à continuer d'accomplir son devoir pour la simple raison qu'elle en avait fait le serment devant Dieu. Avant son couronnement, elle avait dû s'habituer au poids de la couronne en la portant le matin au petit déjeuner. Et en un sens, elle ne l'a jamais ôtée. Un jour de 1953, elle a reçu la mission sacrée de maintenir uni un royaume qui, dans les décennies qui ont suivi, est devenu plus divers, plus fractionné, plus irrévérent et plus confus que jamais dans son histoire. Et elle a accompli son devoir. —
Publié le 8 septembre

pour sa décision première de ne pas rejoindre Londres et de ne pas prendre part au deuil public. Sous la pression du Premier ministre de l'époque, le travailliste Tony Blair, elle finit par céder.



JACQUES DEMARTHON/AFP

2002 | Dans une année marquée par la mort de la reine mère et de sa sœur, la princesse Margaret, Élisabeth II fête ses cinquante ans de règne.

2011 | Visite historique à Dublin, en république d'Irlande, saluée comme le *“début d'une nouvelle ère”* par la presse irlandaise après un siècle de turbulences entre les deux voisins. Aucun monarque britannique n'y avait fait le déplacement depuis 1911.



ANDREW PARSONS/AFP

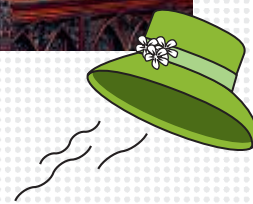
Septembre 2015 | Le règne d'Élisabeth II devient le plus long de l'histoire du Royaume-Uni, dépassant les soixante-trois ans et sept mois de la reine Victoria. En 2022, sa longévité dépassera même celle du roi Bhumibol de Thaïlande, mort en 2016 après soixante-dix ans de règne, talonnant celle de Louis XI (soixante-douze ans).

Avril 2021 | Mort du prince Philippe, mari de la reine. A cause de la crise sanitaire, elle

doit assister à ses funérailles assise seule dans l'abbaye de Westminster, à Londres.



JONATHAN BRADY/AFP



“The Sun” pleure la mère de la nation

Le tabloïd conservateur rend hommage à “la femme la plus célèbre, la plus aimée, la plus respectée du monde”. Et met en garde le nouveau roi et son fils William contre un style qu’il redoute “plus militant”.

CAGLE CARTOONS



Les Troubles d’Irlande du Nord s’invitaient tous les soirs au journal télévisé, avec leur lot de drames. Le cousin de la reine lui-même, lord Mountbatten, a trouvé la mort dans un attentat perpétré par l’IRA.

Son fils Charles a épousé Diana Spencer. Margaret Thatcher est restée au pouvoir pendant onze ans. Le deuxième fils de la reine, Andrew, est entré dans le corps expéditionnaire envoyé pour repousser les forces argentines qui avaient envahi les Malouines en 1982.

La reine a assisté à l’abolition de l’apartheid et à l’implosion du communisme. Elle a vu le château de Windsor en flammes, et trois de ses enfants ont divorcé.

Sous son règne, la Grande-Bretagne a contribué à chasser les soldats de Saddam Hussein du Koweït. Puis il y a eu la mort de Diana, le 11 Septembre, la guerre en Irak et en Afghanistan, le mariage de son petit-fils et héritier William, ainsi que son numéro hilarant (et assumé) avec James Bond pour l’ouverture des Jeux olympiques de 2012, qui a fait s’envoler sa popularité.

—The Sun Londres

Une lumière s’est éteinte dans nos vies. Le jour que la Grande-Bretagne et tant d’autres pays redoutaient est arrivé : la reine n’est plus. Elle était la mère de notre nation. La femme la plus célèbre, la plus aimée, la plus respectée du monde. Le monarque au plus long règne de notre histoire. Le pilier de la Grande-Bretagne. La seule et unique source de stabilité pour nous tous, tout au long de huit décennies de tumulte et de changements, inimaginable pour le monde de 1952, quand elle a accédé au trône.

Notre chef d’État. Notre reine. Élisabeth II.

Il est difficile d’imaginer la vie britannique sans sa présence, tout simplement. Parmi nos contemporains, peu ont vécu avant son règne. Son visage orne nos pièces de monnaie et nos billets de banque. Son portrait est affiché dans les bureaux, les usines, les maisons. À Noël, lors de son discours annuel, sa voix exprimait un calme mesuré. “God Save the Queen” est une formule inscrite dans la conscience des Britanniques de tous âges et de centaines de millions d’individus dans le monde entier.

Tournis. Le monde ne sera plus jamais comme avant. Nos condoléances vont à ses enfants, ses petits-enfants et ses arrière-petits-enfants qui l’aimaient. Et à son personnel qui l’aimait aussi. Nous avons une pensée pour les 14 royaumes du Commonwealth dont elle était aussi le monarque – et pour les autres pays du Commonwealth.

Et pour les innombrables associations caritatives auprès desquelles elle était engagée. Pour tous les gens – des milliards au fil des décennies – dont la vie a été affectée par elle, de près ou de loin.

Et enfin pour la légion de fans de notre famille royale, ici et à l’étranger, qui ont fait preuve d’un attachement sans faille à cette institution ancienne et parfois controversée. Un attachement qui n’est pas étranger au sens du devoir, au

stoïcisme dont la reine a fait preuve tout au long de sa vie. En dépit des épreuves qu’elle a dû traverser – et Dieu sait si elles ont été nombreuses...

Elle n’aura pas été seulement une personnalité d’une immense importance pour la Grande-Bretagne des soixante-dix dernières années, mais aussi pour l’histoire – en tant que monarque ayant servi son pays le plus longtemps depuis Alfred le Grand [roi de la fin du 19^e siècle].

Un si long règne donne le tournis. Quand Élisabeth est devenue reine, sept ans seulement après la Seconde Guerre mondiale, la Grande-Bretagne était encore un empire. Certains aliments étaient toujours rationnés, les conséquences de la guerre se faisant encore sentir.

Elvis Presley était encore à l’école, il n’avait pas encore enregistré la moindre chanson. La rencontre des Beatles n’aurait lieu que cinq ans plus tard. La télévision en était à ses débuts – la Grande-Bretagne n’avait qu’une seule chaîne, le BBC Television Service.

C’est seulement vingt ans plus tard que nous allions abandonner les shillings. Le tabloïd *The Sun* allait être lancé dix-sept ans plus tard, et tarderait encore longtemps à devenir le premier quotidien britannique. Il faudrait attendre quarante ans pour l’apparition d’Internet – et près de soixante ans pour celle des smartphones.

La reine a connu 15 Premiers ministres, depuis Winston Churchill jusqu’à Liz Truss, qu’elle a accueillie à Balmoral [le 6 septembre], sans parler de 14 présidents américains, depuis Harry Truman jusqu’à Joe Biden – qu’elle a tous rencontrés, sauf un.

Ces années ont été marquées par des événements extraordinaires. La fin de notre empire. L’assassinat de John Kennedy en 1963. Les Swinging Sixties, la victoire de l’Angleterre à la Coupe du monde de 1966, la mission Apollo 11, la guerre du Vietnam. La Grande-Bretagne est entrée dans le Marché commun. Nous avons traversé dix ans de conflits du travail, ponctués de coupures d’électricité.

↑ Dessin de Taylor Jones, États-Unis.

À la une



“NOTRE CHÈRE REINE EST MORTE”, souffle le tabloïd *Daily Express*, le 9 septembre.



“ÉLISABETH II, 1926-2022”

titre, tout en sobriété, le quotidien gratuit *Metro*, quelques heures après l’annonce de sa mort.

Corgis et chocolat. Elle a vu son pays en proie à d’amères divisions. D’abord en 2014 avec le référendum sur l’indépendance de l’Écosse, puis en 2016 avec le vote sur le Brexit et ses longues répercussions, et enfin, quoique brièvement, quand les Britanniques ont bien failli élire leur premier gouvernement marxiste [allusion à la période où les travaillistes étaient dirigés par Jeremy Corbyn].

Jusqu’au bout, son grand amour, Philip, le duc d’Édimbourg, est demeuré pour elle un roc, un recours, une présence rassurante. Puis, en avril 2021, il nous a quittés.

Jusqu’au bout, et c’est la marque de sa grandeur, elle n’aura pratiquement pas commis d’impair – tout au long des nombreuses cérémonies d’ouverture du Parlement, des centaines de tournées officielles, des milliers et des milliers de discours, des cérémonies publiques et des visites d’État.

Elle a fêté ses jubilés d’argent, d’or et de diamant avec une popularité inaltérable. En juin de cette année, pour son jubilé de platine, elle était trop fragile pour participer à de nombreuses festivités, mais la foule en liesse s’est massée dans les rues tout au long des quatre jours de réjouissances.

Quand Sa Majesté a fait une apparition surprise au balcon de Buckingham Palace, le dernier jour du jubilé, elle a électrisé la multitude rassemblée devant le palais et ravi les millions de téléspectateurs qui assistaient à l’événement depuis chez eux.

Son dévouement à la fonction et à son pays n’a jamais faibli. Et elle n’a jamais – enfin, presque jamais – révélé ses vrais sentiments. Elle avait l’image d’une femme imperturbable, avec une tendance à la froideur. C’est une idée fautive : son sens de l’humour l’empêchait d’être l’esclave de son rôle.



Contexte

L'humour avant tout

●●● “Un groupe de touristes américains s’est un jour approché de la reine alors qu’elle se promenait près de son domaine de Balmoral, raconte le quotidien de gauche **The Guardian**. Ne reconnaissant pas la femme modeste portant un foulard, ils ont demandé si elle habitait à proximité. ‘Oui, j’ai une maison près d’ici.’” Et lorsqu’ils lui ont demandé si elle avait déjà rencontré la reine, elle a répondu : “Non, mais lui, oui”, en montrant son garde de corps du doigt. Plus apte à se régaler des plaisanteries du défunt mari de la reine, Philip, la presse lève le voile sur l’humour pince-sans-rire d’Élisabeth II. Elle était aussi, explique **The Times**, “une imitatrice talentueuse” capable de “divertir les invités à Balmoral avec des parodies de personnalités et d’hommes politiques” et aussi, selon le tabloïd **The Sun**, “de reproduire l’accent populaire du sud de Londres”. Pour marquer son jubilé d’or en 2003, rapporte **The Times**, Tony Blair a organisé un dîner pour la reine et ses cinq Premiers ministres encore en vie. Alors qu’ils se rassemblaient, la reine a fait remarquer : “N’est-ce pas merveilleux de n’avoir à être présenté à personne?”

Une icône de la culture pop

●●● D’Andy Warhol aux Sex Pistols en passant par la série *The Crown*, la souveraine britannique a constitué une source intarissable d’inspiration pour les artistes, les cinéastes, les musiciens et les auteurs au fil des décennies. Le quotidien espagnol de référence, **El País**, s’est penché au mois de juin sur les raisons d’une telle fascination dans le milieu artistique. “D’un côté, elle fait partie de la vie de la plupart des gens depuis leur naissance. Ils l’ont toujours connue, elle a toujours été là, comme une sorte de présence maternelle qui les a accompagnés le long d’une période de grands changements et de bouleversements extraordinaires. C’est une vraie icône planétaire que tout le monde reconnaît tout de suite. De l’autre côté, elle apparaît comme une figure calme et réservée, presque un mystère. En comparaison de personnalités publiques plus extraverties, on ne sait pas vraiment qui elle est ni ce qu’elle aime, ce qui fait d’elle une toile vierge sur laquelle projeter tout ce qu’on pourra imaginer.”

→ Cérémonie de couronnement d’Élisabeth II, en 1953.
Photo Universal History Archive/Universal Images Group via Getty Images

À la une



“MERCİ”, lance le tabloïd **Daily Mirror**, le lendemain de sa mort.



“QUE DIEU SAUVE LE ROI”, s’enthousiasme **The Times**, le 10 septembre, jour de la proclamation officielle de Charles III.



“ADIEU, MADAME”, salue l’**Edinburgh Evening News**, le 12 septembre, pour le “dernier voyage” du monarque entre Balmoral et Londres.



“ Jamais un couronnement n’a suscité une telle euphorie ”

Le 2 juin 1953, Élisabeth était sacrée à l’abbaye de Westminster. Un journaliste du **Manchester Guardian**, ancêtre du **Guardian**, y était. Son récit, publié à l’époque.

— **The Manchester Guardian** *Manchester*

Quand s’ouvrit le rite millénaire du couronnement, l’archevêque de Canterbury présenta à la nation Élisabeth II, qu’il qualifia de “souveraine incontestable” en vertu de son droit héréditaire. Trois heures plus tard, elle quittait l’abbaye de Westminster en reine couronnée et consacrée, dans une atmosphère résolument joyeuse. Jamais le couronnement d’un souverain n’avait suscité telle euphorie. Difficile de résister à l’hyperbole dans ces moments d’effusion populaire, mais il n’y a ici aucune exagération. Élisabeth I^{re} et Victoria, par exemple, firent chavirer le cœur de leurs sujets quelque temps après leur accession au trône, mais Élisabeth II les conquit d’emblée.

Outre sa jeunesse et sa grâce, elle affichait l’immense sérieux qui est celui des Windsor. Elle incarnait aujourd’hui cette solennité, en parfaite harmonie avec l’occasion. Et pas une âme n’y resta insensible. Elle donna l’impression d’une jeune femme remarquable, dévouée et même un peu solitaire, méritant toute l’affection et le soutien de sa nation.

L’abbaye était enveloppée d’une aura rappelant une toile de grand maître de la Renaissance : la reine dans sa robe cousue d’or, les prélats coiffés de leur mitre et vêtus de leur chape. Les habits de l’archevêque de Canterbury n’étaient pas dans les mêmes tons que ceux de l’archevêque d’York, mais chacune des tenues était très ornementée. Les évêques, en écarlate et blanc, étaient alignés sur un banc du côté nord.

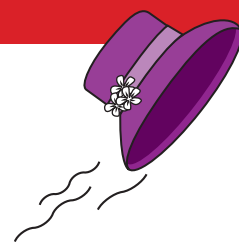
On crut soudain percevoir un bruissement joyeux, qui annonçait l’arrivée imminente de la famille royale. La princesse Mary, fille de George V, entra la première par la grande porte d’entrée de la nef. La duchesse de Gloucester [lady Alice Montagu, tante de la reine] et la duchesse de Kent [Marina de Grèce, cousine du prince Philip] arrivèrent peu après. Elles furent suivies de la reine mère et de la princesse Margaret. L’une après l’autre, chacune accompagnée de leurs demoiselles d’honneur, elles déambulèrent jusqu’à la loge royale, près du chœur. La reine mère portait une toilette magnifique, mais ce fut son sourire qui marqua l’assistance. Peut-on imaginer plus grand compliment pour une femme ? Le tout jeune prince Charles, duc de Cornouailles, fut accompagné discrètement jusqu’à la loge royale.

C’est à 11 h 15 précises que le chœur se fit entendre dans toute sa splendeur. “Je suis dans la joie quand on me dit : allons à la maison de l’Éternel !” Ce psaume mit fin à l’attente. La reine était apparue dans l’immense porte

au bout de la nef et commençait sa lente, si lente marche jusqu’à l’autel, précédée du duc d’Édimbourg, devant lequel se trouvaient les membres du clergé et les notables. “Vivat! Regina Elizabetha”, scandèrent avec ferveur et sincérité les enfants du chœur de Westminster, s’adressant à leur jeune souveraine. Un grand silence suivit. Toute la cérémonie fut ponctuée de ces pauses intenses. Ce profond silence, qui, rappelons-le, régnait dans une assemblée de 8 000 personnes, sembla brièvement donner une dimension céleste à la cérémonie.

— **Harry Boardman**
Publié le 3 juin 1953





14 ← Elle avait des joies simples : elle aimait ses enfants, elle aimait les chevaux et l'hippisme, elle aimait ses corgis, ses retraites à Balmoral, en Écosse. Elle aimait le chocolat et le gin.

Elle a été un monarque modèle. Charles, et après lui William, auront des styles différents – plus populistes, et peut-être plus militants.

La reine était fermement convaincue que la charge dont elle avait hérité ne saurait être une tribune pour affirmer ses conceptions personnelles ou promouvoir une cause politique.

Elle savait que l'avenir de la monarchie et sa popularité reposent sur ce contrat passé avec le peuple britannique qui la finance.

Bien entendu, toutes les dispositions sont prises depuis longtemps pour ses funérailles. Ce seront les obsèques les plus grandioses auxquelles il nous sera donné d'assister, et l'un des plus grands événements de l'histoire de la télévision.

Et même s'il est impossible de restituer pleinement ce que la reine signifiait pour la Grande-Bretagne et le reste du monde, disons ceci en guise de conclusion : elle a fait la fierté de son pays ; son règne est un exemple éclatant pour tous les futurs monarques.

Reposez en paix, majesté. Le *Sun* et ses lecteurs vous aimaient. Nous sommes fiers de vous avoir eue pour reine.

Quant à Charles III... bonne chance! *God Save the King.*—

Publié le 9 septembre



Contexte

CAMILLA, REINE DE CŒUR

Mise au pilori au moment du divorce entre Charles, alors prince de Galles, et lady Diana, la seconde femme du roi a peu à peu conquis le cœur des Britanniques. Au point qu'à l'occasion de son jubilé de platine, en février, Élisabeth II lui a conféré le titre de reine consort, non régnante, lorsque son fils accéderait au trône. *“Les attitudes sociales ont fortement changé depuis qu'elle est sortie de l'ombre de Diana il y a vingt-cinq ans, remarque The Guardian. Et si les mentalités avaient évolué plus tôt, lorsque Charles a courtoisé Camilla pour la première fois, et accepté la possibilité que l'héritier du trône épouse une roturière au lieu d'une membre de l'aristocratie comme l'était Diana, alors les choses auraient pu être beaucoup moins mouvementées pour la famille royale.”*

Les grands travaux du roi Charles III

Avec des opinions très tranchées sur des questions telles que le dérèglement climatique et l'agriculture intensive, le nouveau roi sera un monarque très différent de sa mère. Mais pour imprimer sa marque, il devrait réformer l'image de la monarchie.

—The Guardian Londres

Le roi Charles a l'intention de régner – de servir, dirait-il – comme l'a fait sa mère avant lui. Il a passé toute sa vie dans l'ombre de sa mère, ainsi formé à son rôle de monarque à chaque instant de sa vie. Il est conscient que les Britanniques considèrent le règne d'Élisabeth II comme l'apogée de la monarchie constitutionnelle. Son règne risque cependant d'être moins long, et il ne voudra surtout pas trahir l'héritage de sa mère.

La comparaison entre le roi Charles III et la reine Élisabeth II s'arrête là. Pour une bonne raison. Le travail de monarque est peut-être aujourd'hui très balisé, presque robotisé, mais il est tout de même effectué par des êtres humains.

Charles va sans doute exécuter à la perfection ses obligations royales. Il est rompu à l'exercice ennuyeux des fonctions de représentation, et il partage le talent de sa mère pour agrémenter ces obligations d'une pointe d'humour. Son âge mûr limite également les

risques de frasques sentimentales et de scandales qui ont émaillé sa jeunesse et son premier mariage, malheureux. Mais le fils et la mère ont des personnalités très différentes.

Ce qui risque d'avoir son importance dans les interactions du souverain avec le Premier ministre et le Parlement. Le souverain est tenu à une stricte neutralité sur le plan politique, un devoir de réserve consacré par l'usage, au moins depuis l'arrivée de la maison de Hanovre sur le trône au XVIII^e siècle. L'époque où le monarque pouvait exercer son pouvoir discrétionnaire et “choisir” ou “inviter” le Premier ministre est révolue.

Pour autant, le monarque n'est pas à l'abri des tourmentes. La dernière a eu lieu en 1963, quand le parti conservateur a connu une crise de succession et qu'un grand nombre de candidats se sont présentés pour succéder à Harold MacMillan, alors très malade. En l'occurrence, il se portait suffisamment bien pour recommander lord Home, mais cela n'a pas empêché la reine d'être soupçonnée d'avoir approuvé ce transfert de pouvoir secret.

Les Parlements minoritaires, où aucun parti ne disposait de la majorité absolue, comme en 1974 sous Edward Heath, et en 2010 sous Gordon Brown, peuvent également être sources de tensions. Ces deux incidents ont été résolus grâce à des négociations avec les représentants de Buckingham, selon des conventions régies par l'usage et la pratique.

Une autre crise a éclaté quand Boris Johnson a été accusé d'avoir forcé la main à la reine pour suspendre le Parlement en 2019. À chaque fois, le protocole a protégé la reine de toute controverse. Mais Charles pourrait se sentir en droit de jouer un rôle plus actif.

D'autres problèmes pourraient se poser ailleurs. Nul ne peut nier que Charles est une personnalité publique qui a des opinions très tranchées et n'hésite pas à donner son avis sur pratiquement tous les sujets. Il n'a épargné à personne ses réflexions sur le changement climatique, l'agriculture, les médecines douces, la protection du patrimoine et l'architecture moderne. Comme à son habitude, il disait que ses convictions n'engageaient que lui et non la monarchie. Mais elles n'en demeuraient pas moins de vraies convictions.



Dans sa pièce de 2014 *King Charles III*, Mike Bartlett imagine que Charles refuse, par cas de conscience, de donner la sanction royale à une loi votée au Parlement mettant fin à la liberté de la presse. Ce faisant, il fait valoir ses prérogatives royales, alors que ce pouvoir est habituellement délégué au Premier ministre. Le Premier ministre se retrouve donc confronté à un dilemme : faire passer cette loi illégalement ou demander l'abdication de Charles en faveur de son fils William, plus favorable à cette loi. Dans cette pièce, c'est la seconde solution qui est choisie. Une crise similaire a frappé la Belgique en 1990, quand le roi Baudouin a refusé de signer une loi sur l'avortement et a été autorisé à abdiquer pour une journée. L'intrigue de Bartlett a dû au moins donner à Charles le frisson de la reconnaissance.

[Au Royaume-Uni], le monarque rencontre toutes les semaines son Premier ministre, sous le strict sceau de la confidentialité. Charles va sans doute aborder cet entretien comme l'occasion en or de bombarder la pauvre Première ministre de ses réflexions sur l'actualité. Il ne s'agit peut-être que d'une conversation avec la personne la plus puissante du pays, mais de fait le roi se retrouve en position d'influence.

Faire de ses proches une armée de célébrités au service de la famille royale était une erreur, et Charles ferait bien d'y remédier.

Charles est un homme passionné, le David Attenborough [naturaliste, cinéaste et défenseur de l'environnement] de la famille royale. Les deux hommes considèrent que le pays et la planète tout entière courent droit à la catastrophe, et Charles pourrait considérer que ce problème pressant prime sur les subtilités constitutionnelles.

Le risque de fuites est également hautement probable. Buckingham est constamment assailli d'accusations de lobbying politique et d'interférence. Il y aura toujours un courant d'opinion pour dire que la reine a fait trop de zèle en tenant "à régner jusqu'à la fin" et aurait dû à un moment se retirer avec dignité. Charles n'est plus tout jeune et il n'a pas l'endurance d'Élisabeth. Il sera sensible à l'influence de son fils en coulisses, d'autant plus que ce dernier est très populaire.

Si le nouveau monarque veut imprimer sa marque, ce sera en réformant l'image de la monarchie. Alors qu'Élisabeth était très à cheval sur la tradition, Charles n'a jamais caché qu'il voulait assouplir et rendre moins formelle la Couronne. La rumeur dit qu'il veut quitter Buckingham Palace, pour en faire un bureau et un musée, et garder Clarence House comme résidence principale. S'il veut faire un geste populaire, il pourrait aussi fusionner les immenses jardins privés du palais avec Green Park et ainsi créer un corridor verdoyant allant de Whitehall à Kensington Palace.

Charles serait également bien inspiré de mettre fin à la peopolisation de la famille → 18

→ Dessin d'Osama Hajjaj, Jordanie.



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

UNE DIPLOMATE HORS PAIR

"Nous sommes en 1961, et la jeune reine Élisabeth est au Ghana. L'Empire britannique est en train de s'effondrer [...]. Le Ghana est le premier pays d'Afrique subsaharienne à rejeter l'autorité britannique et son président, Kwame Nkrumah, travaille à la création d'une union d'États non alignés. Si son projet se concrétise, il ne restera pas grand-chose du Commonwealth [...]. Un soir, au cours d'un dîner, Sa Majesté entraîne Kwame Nkrumah sur la piste de danse. [...] Des photos circulent dans le monde entier. [...] Après ce voyage, le Ghana reste finalement dans le Commonwealth, et Kwame Nkrumah assure la reine de l'estime et de l'affection indéfectibles des Ghanéens. Un Premier ministre britannique n'aurait sans doute pas suscité les mêmes sentiments."

Un article de The Daily Telegraph à retrouver en intégralité sur notre site Internet.

← Dessin de Côté paru dans *Le Soleil*, Québec.



CARTOON MOVEMENT

Repères

Vers la fin formelle de l'Empire

●●● Parmi les 14 États qui conservent le monarque britannique comme chef d'État, beaucoup sont tentés de rompre les liens. Le couronnement de Charles III pourrait leur fournir l'occasion de le faire. Gaston Browne, Premier ministre d'Antigua-et-Barbuda, a ainsi réitéré dès le 10 septembre son intention d'organiser, sous trois ans, un référendum pour faire de son pays une république. Il a confié au correspondant de la chaîne britannique **ITV** : "Ce n'est pas un acte d'hostilité. Il s'agit de la dernière étape pour achever notre indépendance afin de faire en sorte que nous devenions véritablement une nation souveraine." Au début de son règne, rappelle **The Economist**, Élisabeth II était le chef d'État de 32 pays, "pour la plupart des colonies". Mais "beaucoup considèrent comme un anachronisme colonial le maintien de liens avec le monarque britannique", relève l'hebdomadaire. À l'image de la Barbade, qui, en 2021, est devenue une république. Jacinda Ardern, Première

ministre néo-zélandaise, a elle aussi indiqué qu'elle s'attendait à voir "de [s]on vivant" son pays devenir une république. L'Australie y songe également depuis des années, et l'arrivée au pouvoir du travailliste Anthony Albanese a ravivé le débat. Avant la Barbade, note **The Economist**, Maurice avait été le dernier pays, en 1992, à rompre ses liens avec la monarchie britannique. Le prochain pourrait être la Jamaïque, prédit **The Times**. Pour le quotidien jamaïcain **The Gleaner**, la mort de la reine marque "la fin d'une époque", qui, selon des universitaires, rendra "plus facile la rupture de la Jamaïque avec la monarchie". Le Canada aussi "pourrait décider de se débarrasser de la monarchie", explique **The Economist**. Mais la procédure légale est extrêmement compliquée. Cité par le magazine, un politologue à l'université de Waterloo note : "L'ironie, c'est que la façon la plus probable pour le Canada d'abolir la monarchie, c'est que le Royaume-Uni le fasse."

Un long chemin vers les funérailles

●●● "London Bridge is down" ("Le pont de Londres est tombé") : tel est le nom de code donné au plan prévu depuis les années 1960 pour les jours suivant la mort de la reine Élisabeth II, en référence à une célèbre comptine. Ce processus "méticuleusement planifié", insiste le **Daily Mail**, s'est enclenché dès le vendredi 9 septembre. Le cerceuil en chêne, "prêt depuis trente ans", a gagné Édimbourg depuis Balmoral par la route le 11 septembre avant de s'envoler vers Londres. Une hérésie pour **The Spectator** : le plan initial prévoyait un dernier voyage en train à travers le pays. Il a été modifié après la crise du Covid-19. Pour le reste, rien de changé : entre le 14 et le 18 septembre, détaille la **BBC**, "la dépouille de la reine repose sur une plate-forme surélevée, appelée

catafalque", à Westminster Hall, où les Britanniques peuvent venir se recueillir. Les funérailles télévisées de la reine sont prévues le 19 septembre, jour qui sera férié pour l'occasion, à l'abbaye de Westminster. Les chefs d'État, les Premiers ministres et les présidents, les membres de la famille royale européenne et les personnalités clés de la vie publique sont invités à se rassembler dans l'enceinte, qui peut accueillir 2 000 personnes. Point final du cycle, le couronnement de Charles III aura lieu dans plusieurs mois, probablement au printemps 2023, "histoire de laisser une période de deuil suffisante". Contrairement aux mariages royaux, "il s'agit d'un événement d'État, explique la radiotélévision britannique. Le gouvernement paie et, in fine, décide de la liste d'invités."

17 ← royale, un héritage du règne de sa mère. Certes, il faut bien qu'il y ait un héritier médiatisé, mais le reste de la famille ne doit pas profiter – ou pâtir le plus souvent – de toute cette publicité, qui a pourtant été épargnée à la plupart des familles royales ailleurs en Europe. Faire de ses descendants et de ses proches une armée de célébrités constamment en représentation au service de la famille royale était une erreur, et Charles ferait bien d'y remédier.

La monarchie britannique est une curiosité de l'histoire. Elle offre à l'État et à son héritage impérial, le Commonwealth, une figure tutélaire d'une remarquable stabilité. Et pour justifier son caractère héréditaire, la monarchie doit rester accessoire et dénuée de tout pouvoir. La monarchie n'est autre que l'incarnation de la cohésion et du respect de l'autorité. Mais elle ne peut garantir cette stabilité et ce respect qu'à la condition d'éviter la controverse. Or le nouveau souverain est un homme qui adore la controverse. Au moins on ne risque pas de s'ennuyer pendant son règne.

— **Simon Jenkins**

Publié le 8 septembre

→ *Dessin de Dario paru dans El Imparcial, Mexico.*

Contexte

LA VALSE DES SYMBOLES

“La reine n'a pas seulement disparu en tant que personne, sa mort va également obliger à modifier des pièces et des billets et des drapeaux”, prévient le journal autrichien **Der Standard**. Pour la monnaie, pas de rappel de prévu. “Il faudra près de deux ans avant que le visage de Charles III ne remplace celui de sa mère sur les quelque 4,5 milliards de billets de banque actuellement en circulation au Royaume-Uni.” Certains drapeaux devront, quant à eux, être remplacés en raison de l'inscription brodée “EIIIR” (“Elizabeth II Regina”). Même problématique pour les célèbres boîtes aux lettres rouges. “Mais il y a peu de chances que celles-ci changent, avance **The Guardian**. Après tout, certaines portent toujours le monogramme de George VI, père de la reine.” Enfin, l'hymne redevient *God Save the King*. Les joueurs anglais de cricket sont devenus, le samedi 10 septembre, la première équipe nationale à l'entonner, “non sans hésitation”, à l'occasion d'une rencontre disputée face à l'Afrique du Sud.



Le moment de remettre en cause la monarchie

Les sentiments de respect pour la reine et de rejet de l'idée de royauté ne sont pas incompatibles, estime ce chroniqueur de renom. Aux Britanniques de saisir cette période de transition pour remettre en question le pouvoir héréditaire.

— **The Observer** Londres

Charles III. Dès qu'un monarque meurt, un autre prend sa place. C'est une transition évidente qui, pour beaucoup, est à la fois nécessaire et rassurante. Elle permet de préserver le mythe monarchique selon lequel les rois et reines dépassent, mais les institutions perdurent. Malgré tout, c'est justement pour cette raison que l'évidence est perturbante.

Dans ces moments-là, les partisans d'un régime républicain font face à un dilemme. “Nous sommes peinés d'apprendre la mort de la reine et nous adressons nos condoléances à la famille royale, a tweeté le groupe de pression Republic. Les occasions d'aborder l'avenir de la royauté seront nombreuses. Pour l'instant, nous devons respecter l'épreuve que traverse la famille et lui permettre, ainsi qu'à d'autres, de faire le deuil d'une mère, grand-mère et arrière-grand-mère.”

Se contenter d'un silence solennel pose problème, notamment car la monarchie elle-même ne se fige pas. Un nouveau roi a déjà été intronisé.

Il faut interroger et explorer ce que symbolisait Élisabeth pour la nation, au lieu de laisser son importance se transformer en mythe.

Les nécrologies ont mis l'accent sur la continuité et la stabilité qu'elle personnifiait à une époque mouvementée. On a souligné que sa présence avait accompagné la transition d'un pays de l'empire au Brexit; de l'époque où la BBC était le seul radiodiffuseur national au règne contemporain des réseaux sociaux; de la déférence incontestée à une période où toute forme d'autorité semble litigieuse.

Valeurs morales. De nombreuses autres nations ont négocié des transitions comparables, parfois mieux, parfois moins bien que le Royaume-Uni, et souvent sans avoir besoin d'un chef d'État héréditaire. Dans tous les hommages, la portée symbolique du monarque en fait une figure qui flotte au-dessus de la mêlée, loin du cynisme et des mensonges politiques, et qui confère à la nation les valeurs morales fondamentales qui lui manqueraient sans elle.

On comprend aisément ce qui plaît dans ce rôle, d'autant plus au vu de la faible estime dont jouissent le monde politique et ses acteurs. C'est pourtant ainsi que les citoyens ordinaires participent à la gouvernance. S'accrocher à la nécessité d'un monarque héréditaire surplombant la



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Le discours d'un roi

●●● Pour son premier discours en tant que roi, Charles III a rendu vendredi 9 septembre un hommage que **The Telegraph** qualifie de “très personnel” et **The Times** d’“émouvant” à la reine Élisabeth II. Le nouveau souverain s'est engagé, à l'image de sa “chère maman”, qui entame son “dernier grand voyage”, à consacrer le reste de sa vie au service des Britanniques. “Comme la reine elle-même l'a fait avec un dévouement inébranlable, je m'engage moi aussi solennellement, pendant le temps qu'il me reste à vivre, à défendre les principes constitutionnels qui sont au cœur de notre nation”, a déclaré Charles III, vêtu d'un costume et d'une cravate noirs, dans cette allocution télévisée enregistrée depuis le palais de Buckingham. Dans un discours “de neuf minutes et demie”, selon le décompte du **Telegraph**, le monarque a annoncé que son fils aîné, William, et son épouse, Kate, anciennement duc et duchesse de Cambridge, sont désormais prince et princesse de Galles.



société, incarnant la continuité et les principes moraux de la nation, revient à contenir ce processus d'évolution démocratique.

La monarchie est peut-être censée être neutre sur le plan politique, mais son existence même est une prise de position politique, qui affirme que le peuple et le processus démocratique sont secondaires et qu'une personne née dans la bonne famille est plus à même de représenter la nation qu'une autre choisie par le peuple.

De réels pouvoirs. Tout cela omet le troisième rôle assumé par le souverain : il est le représentant de la fonction ou de l'institution de la monarchie. Le Royaume-Uni est une monarchie constitutionnelle et non une monarchie absolue. Et c'est une monarchie qui, au cours des années, a été de plus en plus dépouillée de ses pouvoirs. Néanmoins, l'idée qu'Élisabeth ne s'est jamais immiscée dans la vie politique du pays ne tient pas la route.

Il y a également la "prérogative royale", dont l'importance réside moins dans ce que le monarque peut faire (même si lui ou elle garde certains pouvoirs qui lui sont propres) que dans le fait qu'elle permet à l'exécutif de se passer de l'aval du Parlement. Au nom du souverain, un gouvernement peut "déployer des forces armées, faire et défaire des traités internationaux et accorder des distinctions". Ces pouvoirs ces dernières années ont été réduits et sont plus encadrés, néanmoins ils existent. Et aussi constitutionnelle que soit la monarchie, aussi imbriquée soit-elle dans le tissu de la démocratie, c'est une charge héréditaire et en tant que telle elle ne peut être qu'une négation des principes démocratiques.

Certes il est important de respecter aussi bien le deuil de la famille royale que les sentiments des Britanniques à l'égard de la monarchie, mais les questions sur la fonction du roi ne peuvent pas, et ne doivent pas, être évacuées. Au contraire, c'est dans ces moments de transition que ces questions deviennent le plus pertinentes.

Une partie du problème consiste en ce que le débat, ces derniers jours, oscille entre, d'un côté, la haine puérile (comme cette universitaire américaine qui a souhaité à la reine de mourir "dans des souffrances atroces") et, de l'autre, une sorte de servilité exaltée (qui a fait dire à Clive Myrie sur la BBC, dans l'après-midi qui a précédé l'annonce officielle de la mort de la reine, que la politique de Liz Truss pour résoudre la crise de l'énergie était "désormais insignifiante" comparée à la "gravité" de la crise qui s'annonçait pour la monarchie).

Le respect, la bienséance et le débat ne sont pas incompatibles. Nous devons pouvoir reconnaître les circonstances personnelles tragiques, et l'intensité de l'attachement symbolique que l'opinion publique éprouve pour la monarchie, tout en étant prêts à remettre en question certaines de nos traditions, de nos croyances et de nos mythes les plus profondément ancrés. Se poser ces questions n'est pas l'expression d'un sentiment antibritannique. Car il y a plus d'une façon de vouloir le meilleur pour son pays.

— Kenan Malik
Publié le 11 septembre

14%

DES BRITANNIQUES SOUHAITENT LA FIN DE LA MONARCHIE,

selon un sondage de 2021 relayé par

The Sunday Times,

un taux marginal, mais "au plus haut depuis que les statistiques sur le sujet sont compilées".

Certains experts "associent ce rebond aux scandales entourant le prince Andrew, poursuit l'hebdomadaire conservateur. Mais il faut aussi dire que le républicanisme britannique est plus commun qu'on ne peut le penser à travers l'histoire. En 1864,

un courageux manifestant colla par exemple aux grilles de Buckingham

une note enjoignant à la reine Victoria de céder les lieux pour cause d'affaire en déclin. La souveraine n'avait pas repris du service depuis la mort de son époux

trois ans plus tôt, au grand dam de la population, qui organisa des manifestations et écrivit des pamphlets réclamant un droit de regard sur ses finances, sous l'œil inquiet des politiques de l'époque."

→ Dessin de Ramsés, Cuba.

Au Royaume-Uni, le XX^e siècle a pris fin en 2022

La disparition de la souveraine intervient dans une période de crise économique, de doutes sur l'identité de la nation et de réalignement géopolitique post-Brexit.

"La seconde ère élisabéthaine se referme, constate **The Washington Post**. Et laisse place à l'incertitude et aux questions existentielles." La mort du monarque, souligne le journal américain, intervient au moment où "cet État insulaire de 67 millions d'habitants traverse une période sombre et délicate", entre grave crise du coût de la vie et introspection liée au Brexit et aux velléités indépendantistes en Écosse. Sans compter l'instabilité politique, illustrée par le changement de Premier ministre intervenu quarante-huit heures seulement avant sa disparition de la reine. "Élisabeth II aura donc pour sa dernière apparition publique invité Liz Truss à former un gouvernement, et cela en dit long sur l'évolution du Royaume-Uni, raille le célèbre présentateur de la BBC Jeremy Paxman dans les colonnes du **Sunday Times**. Investir une telle incapable avec solennité devait être au-dessus de ses forces."

À quelques exceptions près, la presse britannique conserve une certaine réticence à l'idée d'inscrire la mort de la reine dans un contexte de crise globale. Un temps pour tout. Et les journaux américains, prompts depuis le Brexit à souligner les dysfonctionnements du cousin d'outre-Atlantique, s'en chargent très bien pour eux. Les Britanniques "ne savent plus quoi penser ni de l'identité de leur nation ni de son bien-être économique et social" après la dernière révérence de celle "qui incarnait le Royaume-Uni", assène ainsi **The New York Times**. "Les déclarations orgueilleuses des partisans du Brexit ont dégénéré en batailles juridiques mesquines et en piques sournoises avec les pays voisins, renchérit le **Washington Post**. Le Royaume-Uni enregistre la plus forte hausse des prix de l'énergie de toute l'Europe et un incessant ballet de Premiers ministres qui lui donne presque des airs d'Italie."

Comme un symbole, le chef du gouvernement présentait devant la Chambre des communes un plan de lutte contre la vie chère et un gel des prix de l'énergie au moment où le communiqué de Buckingham sur l'état de santé de la reine lui a été apporté. "Jamais auparavant l'ordre du jour n'avait été perturbé par des nouvelles concernant la santé de la reine", rappelle **The Guardian**. Le signe "que la situation était plus grave que les mots savamment pesés par le palais de Buckingham ne le laissaient entendre".

Les Écossais, quant à eux, "avec la disparition

de cette reine commune et bien-aimée, pourraient juger l'occasion idéale pour faire table rase", poursuit le **Washington Post**. Une préoccupation partagée par **The Herald**, à Édimbourg : "Charles III sauvera-t-il l'Union ou sera-t-il le dernier roi d'Écosse?" titrait ce journal anti-indépendantiste au lendemain de la proclamation du nouveau

roi. En une de son édition du 12 septembre, **The National** semble subtilement répondre à la question de ses confrères : sous une petite photo du cercueil de Sa Majesté, arrivé à Édimbourg la veille, la publication nationaliste consacrait ses gros titres

à la potentielle adhésion d'une Écosse indépendante à l'Union européenne. "La mort de la souveraine au terme d'un règne aussi long laisse un pays qui doute de sa place dans le monde, concède et résume l'hebdomadaire **New Statesman**, à Londres. Sa disparition intervient comme le deuxième acte d'un grand réalignement national, le premier ayant été la sortie de l'Union européenne. Les périodes historiques, on le sait, suivent rarement le calendrier : aussi les historiens feront-ils sans doute finir le xx^e siècle britannique en 2022."

— **Courrier international**



REVUE DE PRESSE



À la une



The New Yorker (États-Unis)



“LE MONDE PLEURE LA REINE”
Bild (Allemagne)



“POUR TOUJOURS LA REINE”
Het Nieuwsblad (Belgique)



Il Foglio (Italie)



“LA FIN D’UNE ÈRE”
El Periódico (Espagne)

Homages appuyés et bilans nuancés

De la Belgique à la Russie, en passant par les Malouines, la presse étrangère, émue, analyse les conséquences de la mort d'une reine “qui n'a jamais rien pu empêcher”.

France. Des liens d'affection tissés par l'histoire

● La France a beau être une république, les Français n'ont cessé de montrer “une affection et une estime sincères” pour la souveraine britannique, relève Adam Sage dans le **Times**, dont il est correspondant à Paris depuis plus de trente ans.

Du président Macron, “qui a prononcé un discours en anglais pour

évoquer le ‘sentiment de vide’ laissé par la mort de la reine”, jusqu’à la factrice du **Times** à Paris, qui a témoigné son admiration “au risque de prendre du retard dans sa tournée”, le journaliste note que le sentiment d'affection “était presque universel” en France le 9 septembre, au lendemain de la mort d'Élisabeth II. Un lien entretenu par cinq visites d'État, et de nombreuses autres moins protocolaires, destinées à assouvir la passion royale pour les chevaux de course.

États-Unis. Fan de la couronne, encore et toujours

● Drapeaux en berne, moment de silence à la Bourse de Wall Street ou à l'US Open de tennis, prière pour la reine au Congrès : aux États-Unis, les réactions à la mort d'Élisabeth II ont été fortes, rapporte le **Financial Times**, et quasi unanimes.

Le président et ses prédécesseurs des deux partis ont tous salué la mémoire

de la reine du Royaume-Uni : Joe Biden a ordonné que les drapeaux soient abaissés à mi-hauteur devant les bâtiments publics fédéraux jusqu'à l'enterrement d'Élisabeth. “Pour une nation née en opposition à la monarchie – et dont le credo fondateur est que tous les hommes sont créés égaux –, les Américains ont montré à maintes reprises combien ils étaient entichés de la famille royale”, note le journal britannique, qui ne semble pourtant pas étonné. Le titre rappelle les très fortes

audiences télévisées pour les mariages royaux, les trottoirs jonchés de fleurs à la mort de la princesse Diana ou encore le succès des séries *The Crown* et *Downton Abbey*. En 2015, Barack Obama avait confié au prince Charles : “Les Américains ont beaucoup d'affection pour la famille royale. Bien plus que pour leurs propres politiciens.” Les raisons : une fascination pour le dévouement de la reine à son peuple et aux traditions de la couronne, mais aussi pour le côté people : “La famille royale est la version ultime et millénaire du soap opera et de la télé-réalité”, indique le **Financial Times**. Le journal cite ainsi Charlotte Clymer, une jeune militante et essayiste à Washington : “En réalité, tout ça n'est qu'un grand spectacle pour les Américains. On a la chance d'assister à tous les rebondissements sans rien payer.”

Belgique. Un fragile château de cartes

● C'est “comme si l'un des derniers paravents du ‘monde d'avant’ avait cessé d'interposer son impassibilité et sa collection de chapeaux et de sacs entre le chaos et les peuples”, réagit **Le Soir**. Bien sûr, “le règne d'Élisabeth II n'a jamais rien pu empêcher”, mais avec sa disparition, c'est tout un décor qui s'efface un peu plus. “Élisabeth II meurt à un moment possible de bascule brutale, elle qui fut l'un des témoins et des symboles de la plus importante période de paix et de prospérité

en Occident.” Jusque-là, c'est un peu “comme si le fait que *the Queen* survivait à tout, toutes et tous, apportait une preuve que le château de cartes du monde pouvait trembler mais jamais s'effondrer”, conclut le quotidien belge.

Inde. Une nation qui a rétréci

● “La Grande-Bretagne a changé au cours des soixante-dix années de règne d'Élisabeth. Élisabeth a vu rétrécir l'empire dont elle avait hérité, tant et si bien que cette année, au sommet du Commonwealth à Kigali, au Rwanda – que les Britanniques n'ont jamais colonisé –, le Royaume-Uni n'était plus que l'ombre de lui-même”, écrit l'écrivain américain d'origine indienne Salil Tripathi dans **Scroll.in**. “Cet incroyable rétrécissement serait pour beaucoup humiliant. Élisabeth l'a pris avec grâce. Jamais élue, elle était admirée et aimée par beaucoup de personnes, respectée par plus encore, même si celles-ci n'ont peut-être pas ressenti d'affection pour sa personnalité. Toujours est-il que jamais nous ne saurons ce qu'elle pensait vraiment des grandes questions de son temps. Le monarque du Royaume-Uni règne, il ne gouverne pas. Celle qui gouverne aujourd'hui partage son prénom, mais dans une version raccourcie, Liz. Comme ce qu'est devenue la nation, dépassée par certaines de ses anciennes colonies, qui a choisi de quitter l'Union européenne. Ce n'est plus tant aujourd'hui une ‘île aux sceptres’ [selon les mots de Shakespeare] qu'un îlot mal assuré au large des côtes européennes.”



Vu d'ailleurs



“NOTRE GRACIEUSE REINE”
The Weekend Australian (Australie)



W Prost (Pologne)



De Standaard (Belgique)



“SUR CE ROC ÉTAIT BÂTIE LA GRANDE-BRETAGNE”
Arab News (Arabie saoudite)



“QU’ADVIENDRA-T-IL DE LA MONARCHIE BRITANNIQUE?” Mail & Guardian (Afrique du Sud)

Russie. Une nouvelle épreuve

● La presse moscovite n’a pas lésiné sur la couverture de la mort d’Élisabeth II, beaucoup plus respectée dans l’ancien Empire russe que les Premiers ministres britanniques, surtout les deux derniers. Comme on peut le sentir dans l’éditorial de Sergueï Strokan dans les pages du quotidien **Kommersant**. “Ce pays [...] vient de se rendre compte, choqué, que sa reine, sa mascotte, son refuge et son repère, celle qui a réuni dans sa silhouette voûtée les identités historique, culturelle et civilisationnelle si singulières du Royaume-Uni, n’est plus à ses côtés”, écrit-il, avant de saluer la détermination de la reine à remplir sa fonction jusqu’au bout : “À la veille de sa mort, elle a eu le temps d’accepter la démission de Boris Johnson et, un pied dans la tombe, de donner sa bénédiction à Liz Truss au poste de Première ministre, à défaut d’autre candidat plus méritant dans le camp conservateur britannique pour diriger le gouvernement.” Pour l’auteur, “la monarchie britannique ne sera plus jamais la même”. Or, sur les plans politique, économique et géopolitique, le Royaume-Uni se dirige tout droit vers la “tempête” (dont a parlé Liz Truss dans son discours du 6 septembre). Après le Brexit, en effet, le Royaume-Uni traverse une nouvelle “épreuve” : “Crise économique, dépréciation de son système institutionnel et perte, voire effondrement, de son leadership politique. Et voilà qu’au moment le plus inopportun de cette partie d’échecs

inachevée, habitué à jouer les blancs, il perd sa reine.” Et l’éditorialiste, en bon joueur d’échecs, de se demander : “Quel pourra être son prochain coup?”

Malouines. Le soutien à l’indépendance

● Trois mois après le quarantième anniversaire de la fin de la guerre des Malouines, la mort d’Élisabeth II a donné lieu à un petit bras de fer médiatique dans l’hémisphère Sud, entre l’archipel et l’Argentine, qui en revendique toujours la souveraineté. Le gouvernement des Falklands a publié un communiqué, repris par le site du seul journal des îles, **Penguin News**, exprimant sa “profonde tristesse”. Mais ce sont les mots de l’un des 11 députés malouins qui ont fait grincer quelques dents à Buenos Aires. Roger Spink a déclaré : “Comme chef du Commonwealth, Sa Majesté a soutenu nos îles lors d’événements majeurs comme l’invasion [par l’Argentine] et la libération qui a suivi.” À Buenos Aires, le gouvernement s’est contenté d’un très bref communiqué de condoléances. En revanche, le grand quotidien **Clarín** s’est gaussé de la réaction des *kelpers*, un terme péjoratif utilisé par les Argentins pour désigner les Falklanders. “Le Penguin News s’est contenté d’un seul texte de 2572 caractères.” La guerre des Malouines avait commencé au mois d’avril 1982 par l’invasion de l’archipel par l’Argentine, alors gouvernée par une dictature militaire. Elle avait fait 900 morts, dont 650 soldats argentins.

Contrepoint

Élisabeth II, symbole de la colonisation

De nombreuses voix issues des anciennes colonies se sont élevées pour dénoncer les hommages unanimes et rappeler que la monarchie britannique a été l’instigatrice de la colonisation.

En Inde, **The Wire** rapporte les réactions mitigées à l’annonce d’une journée de deuil national, le 11 septembre, alors même que le Premier ministre, Narendra Modi, a décidé de renommer une grande artère de Delhi et de changer l’insigne de la marine indienne, qu’il juge être “des symboles de l’esclavage”. Swapnil Narendra, un auteur installé à New Delhi, y voit une “contradiction”. De nombreux Indiens ont par ailleurs rappelé que la reine ne s’est jamais excusée pour le massacre de Jallianwala Bagh en 1919. D’autres relèvent que le Kohinoor, le plus gros diamant du monde pris au maharaja de Lahore en 1849, est la star des bijoux de la Couronne britannique et devrait être restitué au Pakistan. Le **Los Angeles Times** cite ainsi Shashi Tharoor, romancier et ancien ministre indien. Selon lui, “jusqu’à ce qu’il soit restitué au moins comme un geste symbolique d’expiation, [le Kohinoor] restera la preuve du vol, du pillage et du détournement que le colonialisme était vraiment”. La question que pose le deuil actuel est : peut-on séparer la femme de l’œuvre, c’est-à-dire, dans ce cas, la reine de l’héritage colonial britannique ? “La monarchie ne peut pas être

détachée de cette histoire, estime Saiyid Zaheer Husain Jafri, professeur d’histoire médiévale de l’Inde à l’université de Delhi. La domination coloniale a laissé à l’Inde un héritage avec lequel nous luttons toujours. Les Britanniques ont pillé l’Inde durant deux cents ans.” De nombreux Indiens restent malgré tout attachés à la reine. Sans doute grâce à des séries comme *The Crown*, suggère Aseem Chhabra, directeur du New York Indian Film Festival, et au fait que leur pays est devenu indépendant en 1947, cinq ans avant le règne d’Élisabeth II. Mais ce n’est pas le cas des Kényans. Dans **The Conversation**, Matt Fitzpatrick, professeur d’histoire internationale à l’université Flinders, en Australie, rappelle que des dizaines de milliers de Kényans sont morts lors de la lutte pour leur indépendance dans les premiers mois de son règne, également marqué par une violente répression en Malaisie. Partout dans le Commonwealth, la Couronne britannique a été associée à l’impérialisme puis à un refus de réflexion sur le colonialisme. Et si Élisabeth II n’était pas “particulièrement belliqueuse”, elle reste “la cheffe de l’État qui mène ses guerres et (à l’occasion) commet ses crimes – le tout au nom de la Couronne”. “Le rôle de la reine Élisabeth II dans l’histoire du colonialisme britannique continuera d’être débattu bien après sa mort”, conclut donc Matt Fitzpatrick.

— **Courrier international**

d'un
continent
à l'autre.

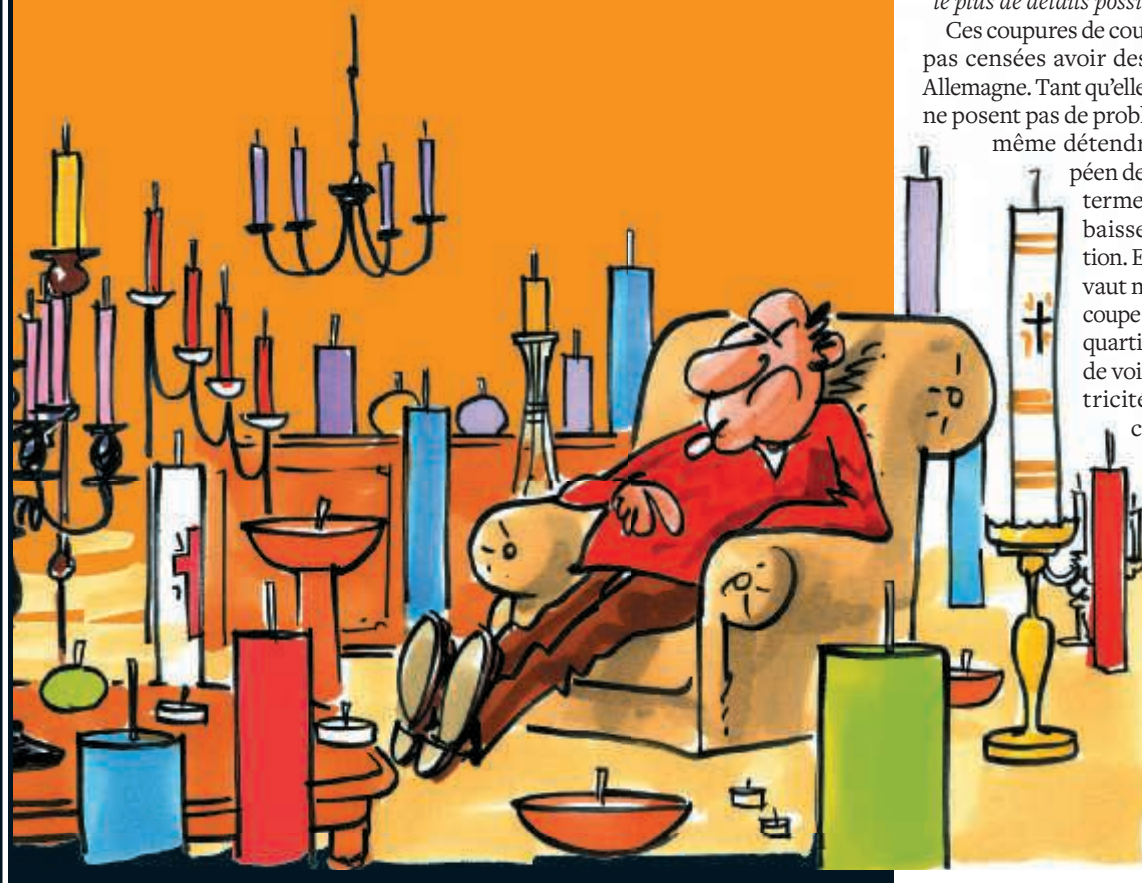
france

Afrique.....	24
Asie.....	26
Amériques.....	28
Europe.....	31
Moyen-Orient...	34



Énergie. Un parc nucléaire en bout de course

L'Hexagone pourrait manquer de courant cet hiver : son parc nucléaire – célébré comme un atout pour le pays – a atteint ses limites de fonctionnement. Un problème au sujet duquel la France s'est jusque-là voilé la face.



— Die Zeit (extraits) Hambourg

C'est une situation sans précédent : le gestionnaire du réseau électrique français, RTE, admet qu'il n'y a jamais eu de coupures de courant planifiées dans l'histoire du pays. Or, ces derniers jours, le gouvernement français a maintes fois averti que le pays ne serait pas en mesure de produire suffisamment d'électricité cet hiver, et que les citoyens devraient donc subir des coupures partielles s'ils ne consommaient pas moins. Ce goulet d'étranglement imminent ne s'expliquerait pas par la guerre en Ukraine, il aurait des origines locales : la France dépend toujours à 70 % de ses propres centrales nucléaires. Lesquelles connaissent une série de problèmes sérieux.

Coupures ponctuelles. Si sérieux que RTE prévoit maintenant dans le détail de couper effectivement l'électricité dans certains quartiers en hiver. Et ce justement au moment où les besoins en énergie sont les plus élevés. Les coupures de courant programmées, assure RTE, ne dureraient "jamais plus de deux heures" dans un foyer, et elles auraient lieu entre 8 heures et 13 heures et entre 17 h 30 et 20 h 30. Les infrastructures importantes, comme les hôpitaux et les commissariats de police, sont exclues de ces interruptions. RTE n'a pas souhaité répondre à d'autres questions – une conférence de presse plus exhaustive serait donnée à la mi-septembre, avec "le plus de détails possible".

Ces coupures de courant locales ne sont pas censées avoir des répercussions en Allemagne. Tant qu'elles sont prévues, elles ne posent pas de problème, et pourraient même détendre le marché euro-

péen de l'électricité à court terme en entraînant une baisse de la consommation. En d'autres termes, il vaut mieux que la France coupe l'électricité dans des quartiers précis plutôt que de voir une panne d'électricité imprévue menacer l'ensemble du réseau électrique européen.

La France est donc devenue l'un des maillons les plus faibles de l'UE. Les hivers précédents, elle a dû acheter de l'électricité pour couvrir ses propres besoins – mais, cette année, la facture portera sur beaucoup plus

de mégawattheures. Le pays importe désormais plus d'électricité toute l'année qu'il ne peut en exporter.

Si la guerre en Ukraine réduit encore l'approvisionnement en énergie, c'est la politique française des dernières décennies qui explique les coupures annoncées. Tous les gouvernements ont investi principalement dans les 56 centrales nucléaires vieillissantes, négligeant les énergies renouvelables. Malgré la pénurie parfaitement identifiée en hiver, rien n'a été fait, aucune loi n'a été votée afin d'inciter les citoyens à freiner leur consommation croissante. Près de la moitié des bâtiments, des maisons aux écoles et aux administrations, sont encore chauffés à l'électricité fournie par les centrales nucléaires.

Aujourd'hui, le parc nucléaire censé répondre à cette forte consommation est en piteux état. Ces derniers mois, près de la moitié seulement des 56 réacteurs français ont été opérationnels presque tous les jours. Douze d'entre eux sont à l'arrêt parce que de la corrosion sous contrainte [l'apparition de microfissures] a été découverte au cœur des systèmes l'hiver dernier. Douze autres sont en cours de maintenance, ce qui peut prendre des mois ou des années pour des réacteurs âgés pour la plupart de plus de 30 ans.

"S'il y a de gros problèmes d'électricité en Europe l'hiver prochain, c'est la politique française qui en sera la cause", déclare Yves Marignac, spécialiste de l'énergie de l'organisation écologiste parisienne négaWatt.

"S'il y a de gros problèmes d'électricité en Europe l'hiver prochain, c'est la politique française qui en sera la cause."

Yves Marignac, DE L'ORGANISATION ÉCOLOGISTE NÉGAWATT

Que la température baisse d'un seul degré, et la production de trois petites centrales nucléaires serait nécessaire. Après tout, environ 50 % des Français se chauffent à l'électricité, et les bâtiments sont si mal isolés que la chaleur se dissipe rapidement. "Dans les mois à venir, les problèmes que nous avons nous-mêmes engendrés vont malheureusement s'accumuler", estime Yves Marignac.

Ces derniers jours, le gouvernement français aussi a régulièrement averti du risque de coupures locales. "Nous ferons tout pour que l'on n'en arrive pas là", a déclaré à la radio, il y a quelques jours, Agnès Pannier-Runacher, la ministre de la Transition énergétique. Dans le même temps, elle a cependant rejeté la responsabilité directement sur l'industrie et la population. Tous devraient réduire leur consommation de 10 % afin de garantir que le réseau électrique reste opérationnel. Le ministère n'a pas voulu répondre à nos questions.

Car la question est politiquement très sensible. Pendant des années, la France a présenté son parc nucléaire comme la “source d’électricité la plus sûre et la moins chère”, et les citoyens ont été encouragés à se fier au chauffage électrique.

Consommation élevée. Et même en cette période de crise, la France ne consomme pas moins d’électricité, au contraire : de nombreux utilisateurs de chauffage au gaz achètent de nouveaux radiateurs en prévision de l’hiver. Entre autres parce que malgré la hausse des prix sur le marché français, le tarif de l’électricité est plafonné par le gouvernement. Des mois avant la guerre en Ukraine, le président Macron avait décidé qu’EDF ne devrait pas augmenter les prix de plus de 4%. L’intervention de l’État sur les tarifs de l’énergie est massive : [sans elle], les prix devraient augmenter de 44%, selon les calculs de la Commission indépendante de régulation de l’énergie. C’est l’État – et donc les contribuables – qui finance l’écart entre les coûts réels et le prix payé.

Parallèlement, le gouvernement français doit dépenser de plus en plus pour amortir l’impact d’un parc nucléaire en difficulté. Il offre aux entreprises énergivores telles que les producteurs d’aluminium ou d’acier une compensation afin qu’ils limitent leur production par temps froid. Il a également lancé un service de prévision de la consommation. Le gestionnaire de réseau RTE y indique si la consommation est “raisonnable”, si elle a “augmenté” ou si elle est tellement élevée que “les coupures de courant seront inévitables” si elle n’est pas réduite immédiatement. Le site dresse la liste de mesures de réduction de la consommation : les foyers ne doivent pas être chauffés à plus de 16 °C quand les occupants sont absents, les caserolos doivent être couvertes...

Ces mesures seront-elles suffisantes pour éviter les coupures? Marignac se montre sceptique. “Beaucoup de choses vont se mettre en place cet hiver – mais à long terme, le parc nucléaire français fonctionnera plutôt moins bien que mieux, dit-il. Jamais auparavant autant de centrales nucléaires n’ont dû être déconnectées du réseau pendant une période aussi longue et pour des problèmes de sécurité aussi graves.” Les problèmes de corrosion sur les douze réacteurs sont loin d’être résolus. Et, plus important pour l’avenir, EDF n’a pas encore passé toutes les centrales nucléaires en revue afin de vérifier qu’elles ne présentaient pas ce défaut de sécurité. Le gouvernement Macron a autorisé le groupe à réaliser les études nécessaires par ultrasons d’ici à la fin de 2025, au plus tard. Les autorités craignent manifestement que d’autres réacteurs doivent être retirés du réseau.

—Annika Joeres
Publié le 5 septembre

Crier au loup, un jeu dangereux

Après ses propos sur la “fin de l’abondance” et le “prix de la liberté”, Emmanuel Macron s’est fait plus rassurant. Peut-être a-t-il senti qu’il était risqué de jouer une nouvelle fois la peur après le Covid-19.

—Le Temps Genève

En France, on a tellement intégré le risque de pénurie d’énergie que l’on risque d’être déçu de ne pas avoir froid cet hiver. François Heisbourg, conseiller à la Fondation pour la recherche stratégique, nous disait il y a quelques jours qu’en tenant son discours alarmiste sur “la fin de l’abondance” Emmanuel Macron s’est “habilement” mis en situation de pouvoir dire à la fin de l’année : “On a bien géré l’affaire et c’est grâce à vos efforts, mes chers compatriotes, que nous avons réussi à surmonter la situation.” Ce faisant, le président s’est cependant peut-être aussi mis en situation qu’on lui dise : “Après avoir crié au loup sur le Covid, vous nous avez fait peur sans raison sur le chauffage et l’électricité.”

Défiance. Depuis l’élection présidentielle et un été sans gestes barrières, à tort ou à raison, l’ambiance est effectivement passée à la circonspection et aux doutes rétrospectifs sur les confinements durs, les couvre-feux et les pass sanitaires. Si, à force de discours pessimistes, la population développait une conviction que les pénuries énergétiques sont inévitables mais que, au bout du compte, la France s’en sort sans coupure de chauffage ou d’électricité, le risque serait que la classe politique y perde encore en crédibilité.



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

La prolongation de deux centrales nucléaires en Allemagne, “une manœuvre” qui ne satisfait personne. La déclaration du ministre de l’Économie et du Climat allemand – qui a annoncé le 6 septembre vouloir revenir sur la fermeture de deux centrales nucléaires – a suscité de vives protestations.

Emmanuel Macron et ses conseillers semblent d’ailleurs s’en être rendu compte : depuis ce week-end, le discours se veut plus rassurant, plus offensif, moins pessimiste. Ce lundi [5 septembre], le président a improvisé une conférence de presse qui se voulait didactique, présentant les différentes étapes et les différents efforts qui doivent permettre d’éviter la catastrophe. Il a par ailleurs mis l’accent sur la solidarité européenne dans ce domaine.

Toujours est-il que, sur le sujet, chaque semaine française semble dominée par un élément de langage. Le gouvernement français, comme de nombreux autres gouvernements européens, semble assurer ses arrières en misant massivement sur les

prises de parole marquantes, ce qui pourrait bien provoquer un effet contraire à celui escompté. Alors qu’il y a trois semaines, on avait l’impression que la France ne parlait jamais de black-out, il y a deux semaines, la situation a soudain tourné au “grand basculement” marquant “la fin de l’insouciance” avec un “prix de notre liberté” qu’il faudra payer très cher cet hiver. Et depuis quelques jours, on tente donc de rassurer.

Peut-être les communicants de l’Élysée se sont-ils rendu compte du risque de crier au loup dans un contexte où l’opinion relativise les dangers du Covid et ce qui a été vécu comme une surréaction du gouvernement dans ce domaine. Peut-être qu’ils ont réalisé le parallèle qui pouvait être fait entre ces deux discours, et que donner l’impression qu’on joue la peur une deuxième fois serait malvenu. Car parler de “fin de l’insouciance” deux ans après avoir annoncé qu’on était “en guerre” contre le Covid, ça ne tient tout simplement pas la route. Peut-être serait-il judicieux de préférer la pédagogie et la transparence à la communication de crise dont le seul but est de s’assurer une survie politique.

—Paul Ackermann
Publié le 6 septembre

LE MONDE SANS FIN

JANCOVICI - BLAIN



Une lecture indispensable pour prendre la mesure des enjeux d’aujourd’hui et de demain.



© JancoVICI - Blain / Dargaud 2021

« Un livre important, d’utilité publique, qu’il faut lire et relire. »
France Inter

« Une BD lumineuse sur les enjeux du changement climatique ! »
C’à vous - France 5

« Intelligent, limpide, non dénué d’humour. »
France Bleu

« Avec cette BD vous comprendrez tout ! »
France Info

DARGAUD AU RAYON BANDE DESSINÉE



afrrique

Maroc. Le Sahara occidental, plaie ouverte

Rabat accuse Tunis d'être sortie de sa neutralité en recevant le chef des indépendantistes du Front Polisario. Pour ce journal tunisien, la question hante désormais tout le Maghreb.



— La Presse Tunis

Comment, du jour au lendemain, les relations diplomatiques entre la Tunisie et le Maroc se sont-elles dégradées? L'incident diplomatique relatif à l'accueil du chef du Polisario [ou Front populaire de libération de la Saguia El-Hamra et du Río de Oro, un mouvement pour l'indépendance du Sahara occidental] à Tunis [le 26 août] en est-il réellement la cause unique et directe? Le Maroc craint-il un rapprochement quasi parfait entre la Tunisie et l'Algérie?

Entre la Tunisie et le Maroc, une crise diplomatique s'est bien installée, au point que les deux pays ont rappelé leurs ambassadeurs. L'incident est simplement dû à l'accueil du chef du Polisario [Brahim Ghali] à Tunis à l'occasion de la Tcad 8 [la Conférence internationale de

Tokyo sur le développement de l'Afrique, qui s'est tenue les 27 et 28 août à Tunis, en l'absence du Maroc, qui l'a boycottée], mais les causes sont bien plus profondes.

La crise actuelle entre les deux pays fait étendre son spectre sur l'Union du Maghreb arabe (UMA) [organisation économique et politique formée par l'Algérie, la Libye, le Maroc, la Tunisie, et la Mauritanie], déjà affaiblie par la tension interminable entre Alger et Rabat sur la question du Sahara occidental.

En annonçant le rappel de son ambassadeur, Tunis a assuré avoir "maintenu sa totale neutralité sur la question du Sahara occidental dans le respect de la légitimité internationale", prônant une "solution pacifique et acceptable par tous".

Mais pour le Maroc, l'accueil de Brahim Ghali à la Tcad est "un acte grave et inédit, qui heurte

profondément les sentiments du peuple marocain". Rabat estime que Tunis a invité "unilatéralement" Brahim Ghali au sommet "contre l'avis du Japon et en violation du processus de préparation".

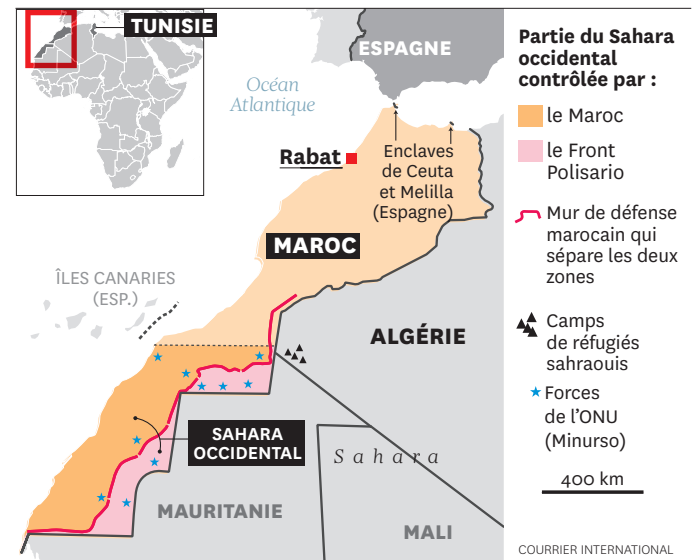
"Nous nous apprêtons à ce que la Tunisie mène la médiation entre Alger et Rabat, et nous voilà surpris par une nouvelle crise", se désespérait pour sa part Taïeb Baccouche, le secrétaire général de l'Union du Maghreb arabe. Ce dernier venait juste de lancer une initiative pour "une retraite" des ministres des Affaires étrangères des cinq pays membres de l'Union dans le but "d'élaborer un plan de paix pour la Libye" et tenir "des réunions bilatérales pour discuter des différences".

Campagne diffamatoire. Au Maroc, cet incident diplomatique a pris de nouvelles formes, et c'est ce qui explique d'une manière ou d'une autre la gravité de la situation et la profondeur de la crise du côté du royaume chérifien. Les médias marocains se sont empressés d'orchestrer une campagne de dénigrement sans précédent, ciblant la Tunisie, ses intérêts et son président.

Une situation qui n'a pas laissé le Syndicat national des journalistes tunisiens (SNJT) muet. Le SNJT a fustigé la "campagne médiatique orchestrée par un certain nombre de médias et de sites Internet marocains contre l'État tunisien, suite à la polémique enclenchée sur fond de la visite du chef du Front Polisario en Tunisie".

Tout en réaffirmant son rejet catégorique des différentes formes de débordement médiatique marocain et des tentatives visant à faire muer le débat politique et diplomatique en campagnes diffamatoires et immorales sciemment orchestrées, dans le but de ternir l'image de la Tunisie et porter atteinte à ses intérêts, le SNJT met en garde, dans un communiqué, contre "l'implication de certains médias marocains et

Au Maroc, on est allé jusqu'à qualifier la Tunisie de régime sous protectorat de l'Algérie.



étrangers dans la manipulation sans équivoque de l'affaire à des fins politiques".

Dans les médias marocains, on est allé jusqu'à qualifier la Tunisie de régime sous protectorat de l'Algérie. Dernièrement, le politologue marocain Mustapha Sehimi a avancé cette hypothèse. Sur le plan économique, plusieurs appels à boycotter les produits tunisiens ont également marqué la scène médiatique marocaine.

En effet, suite à l'incident diplomatique entre la Tunisie et le Maroc, l'Association marocaine de défense du consommateur a appelé les Marocains à boycotter les produits tunisiens. Un appel jugé "injustifié et hostile" par l'Organisation tunisienne de défense du consommateur (ODC).

"Étrange hostilité." L'ODC annonce ainsi l'arrêt de sa coopération avec l'association marocaine "jusqu'à ce qu'elle reprenne ses esprits et s'en tienne aux principes universels pour la protection du consommateur".

Dans son communiqué, l'association tunisienne a rappelé les principes de fraternité entre les peuples qui doivent primer dans ces associations, "censées protéger la santé et l'intégrité du consommateur quelle que soit son origine". L'ODC s'indigne contre cette "étrange hostilité injustifiée et contraire aux pratiques diplomatiques et aux principes qui devraient régir le travail des associations de défense du consommateur".

Cette crise ne profite en rien ni au Maroc ni à la Tunisie, dans

↳ Dessin de Z paru sur son site
Débat Tunisie, Tunis.

une conjoncture internationale et régionale marquée par une crise économique profonde.

Qualifiant la situation d'"incident", Ahmed Ounaies, ancien diplomate et ancien ministre des Affaires étrangères, a appelé les deux parties à la retenue. Selon ses dires, la Tunisie devrait prendre l'initiative et missionner un messenger pour démêler l'affaire – qui ne peut être résolue à coups de communiqués – et ainsi éviter que la situation ne s'envenime davantage et devienne une véritable crise.

— Mohamed Khalil Jelassi
Publié le 5 septembre



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

La colère d'Alger contre Madrid flambe et ne s'éteindra pas

L'Algérie a coupé les ponts avec l'Espagne en suspendant le traité d'amitié qui les liait. En cause, le revirement espagnol sur la question sahraouie, sur fond de tension croissante entre l'Algérie et le Maroc. Pour le quotidien francophone algérien **L'Expression**, cette mesure augure d'autres représailles.

Coup de froid entre Paris et Rabat

La France rechigne à valider le plan d'autonomie marocain pour le Sahara occidental, ce qui n'arrange pas des relations déjà glaciales.

— Le Desk Casablanca

Ce n'est un secret pour personne que la France et le Maroc sont en crise. Mais à quel point ? Sur le fond comme sur la forme, les relations entre les deux pays sont loin d'être au beau fixe. En réalité, elles ne font que se détériorer de semaine en semaine. Le point de non-retour a-t-il – déjà – été atteint ?

Les récents développements de l'affaire de l'imam Hassan Iquioussen, menacé par le ministère de l'Intérieur français d'une expulsion vers le Maroc, en disent long sur l'état des rapports entre Paris et Rabat. Ce dernier a suspendu le laissez-passer consulaire qu'il avait délivré aux autorités françaises et qui devait permettre d'ostraciser Iquioussen, plongeant davantage le gouvernement français dans l'embarras.

En réalité, laissez-passer ou pas, la procédure engagée par Gérald Darmanin est déjà un fiasco d'État : l'imam est en fuite, probablement en Belgique, à en croire l'administration française. Faut-il voir dans la décision marocaine de suspendre son laissez-passer consulaire délivré le 1^{er} août une volonté expresse d'embarrasser le gouvernement français ?

L'annonce est tombée dans un contexte où le Maroc demande plus de clarté à la France sur la question du Sahara occidental. Le 20 août, Mohammed VI s'était adressé aux partenaires du royaume "encore indécis" et qui affichent des positions "ambiguës", pour qu'ils "clarifient et renvoient le fond de leur positionnement, d'une manière qui ne prête à aucune équivoque". Bien qu'il ne soit pas cité textuellement, Paris est de toute évidence dans la ligne de mire du monarque.

C'est que le Maroc n'hésite plus à bomber le torse après ses victoires diplomatiques successives auprès des États-Unis et plus récemment de l'Espagne et de l'Allemagne [Madrid avait estimé en mars que

le plan "d'autonomie" pour le territoire du Sahara occidental est "la base la plus sérieuse, réaliste et crédible pour la résolution du différend". Fin août, Berlin avait à son tour estimé que ce plan était "un effort sérieux et crédible du Maroc" et "une bonne base pour une solution acceptée par les deux parties".

Pour lui, il n'est plus question de marchander sur sa cause nationale. "Les Français ne sont pas contents du rapprochement entre le Maroc, l'Espagne et l'Allemagne, qui s'est produit au détriment de leur rapport spécial avec les Marocains", nous souffle à ce sujet un diplomate européen en poste à Rabat.

Pour ne rien arranger, la visite de "réconciliation" [du 25 au 27 août] d'Emmanuel Macron à Alger, concomitante du déclenchement de la fâcherie maroco-tunisienne sous le regard satisfait de l'Algérie voisine, n'a fait qu'exacerber des tensions entre Rabat et Paris.

Paris, afin de prouver qu'il ne cédera pas sous le coup de la

menace, contrairement à Berlin et à Madrid, a donc estimé opportun d'annoncer "la normalisation, avec effet immédiat, de la délivrance des visas en Tunisie".

La nouvelle, tombée quelques heures à peine après celle de la suspension du laissez-passer consulaire d'Hassan Iquioussen, constitue un véritable pied de nez au Maroc, où l'ambassade de France est sous le feu des critiques en raison du taux de refus "déraisonnablement élevé" des demandes de visas Schengen.

Contrats juteux. Pour rappel, la "crise des visas" a éclaté lorsque la France a annoncé, en septembre 2021, le durcissement de l'octroi des visas à l'égard des citoyens du Maroc et de l'Algérie (réduction de 50 %), ainsi que de ceux de la Tunisie (réduction de 30 %).

Mais pour comprendre le malaise entre la France et le Maroc, il faut remonter plus loin dans le temps. En réalité, Paris et Rabat n'entretiennent plus la relation fusionnelle que les deux capitales ont développée sous les présidences "marocophiles" de Jacques Chirac et de Nicolas Sarkozy.

L'arrivée d'Emmanuel Macron au pouvoir, en 2017, n'a pas pensé les maux du chaos survenu – crise profonde de 2014 – sous la parenthèse de François Hollande [à l'origine de cette crise, trois plaintes déposées à Paris en février

2014 contre le patron du contre-espionnage marocain, Abdellatif Hammouchi, pour "torture" et "complicité de torture". Ce dernier, présent à l'ambassade du Maroc à Paris s'était vu notifier une convocation émanant d'un juge d'instruction. Colère du Maroc et convocation dans la foulée de l'ambassadeur de France à Rabat].

"Cela n'a pas marché avec le roi. En tout cas, il n'y a pas eu de complicité et d'alchimie entre les deux. D'ailleurs, leur couple n'a pas été mis en scène", nous affirmait plus tôt dans l'année Christian Chesnot, grand reporter à Radio France et coauteur du *Déclassement français* [avec Georges Malbrunot, Michel Lafon, 2022], une grande enquête dans les coulisses diplomatiques exposant les raisons de la débandade française au Proche et Moyen-Orient et au Maghreb.

L'affaire [du logiciel espion] Pegasus a marqué un tournant dans les relations bilatérales.

L'éclatement de l'affaire Pegasus – enquête journaliste publiée en juillet 2021 qui a prétendu que le Maroc aurait utilisé un logiciel espion israélien pour surveiller, entre autres, l'élite politico-médiatique de l'Hexagone – a marqué un tournant dans les relations bilatérales. "Les Marocains se sont fait prendre la main dans le sac. Maintenant, il y a une forme de méfiance, ce n'est plus comme avant", interprète Chesnot, assurant que si "les Français n'ont pas voulu transformer cela en brouille diplomatique, [...] les messages sont passés en coulisses".

Depuis, aucun officiel de haut rang français ne s'est déplacé au Maroc, à l'exception de l'ancien ministre du Commerce Franck Riester, qui a effectué une courte visite au mois de novembre 2021.

Une inactivité coupable alors que l'on s'attendait à ce que la France se positionne sur des contrats juteux à hauteur de plusieurs milliards d'euros distribués par le Maroc. Citons par exemple le projet du port de Dakhla Atlantique attribué aux groupes marocains SGTM et Somagac au grand dépit de Paris – le groupe français Eiffage s'était montré intéressé –, ainsi que la future ligne

TGV reliant Casablanca à Agadir par Marrakech, sur laquelle les Chinois continuent de prendre de la vitesse vis-à-vis de leurs rivaux français, auteurs de la première ligne, Casablanca-Tanger.

Projet de déplacement. En définitive, les développements de ces dernières semaines confirment que le Maroc n'est plus disposé à coopérer sur des affaires qui touchent énormément l'opinion publique de la France, et ils laissent entrevoir un retour possible à la situation de gel de la coopération multiforme, y compris sécuritaire, connue pendant la brouille diplomatique de 2014.

Même si, à Paris, on guette encore avec une once d'espoir les réponses homéopathiques des autorités marocaines allant dans le sens d'une délivrance d'un nouveau sauf-conduit à l'imam fugitif, Darmanin ayant assuré maintenir le canal avec l'ambassadeur du Maroc, Mohamed Benchaâboun. Rabat aurait ainsi requis un complément d'informations, signe fragile qu'une issue à ce dossier est encore envisageable...

L'attitude du Maroc lors des crises successives avec l'Allemagne et l'Espagne prouve également qu'il peut faire preuve d'une patience et d'un sens de l'opportunisme remarquables.

Bien qu'Emmanuel Macron ait probablement désiré prévenir tout mécontentement du Maroc en annonçant – de façon totalement informelle – une visite au Maroc en octobre prochain, aucune réaction n'a pour le moment été observée à Rabat.

Pis, un tel projet de déplacement du président français n'apparaît toujours pas sur l'agenda officiel de l'Élysée.

— Kenza Filali

Publié le 2 septembre



SOURCE



LE DESK

Casablanca, Maroc

Quotidien

ledesk.ma

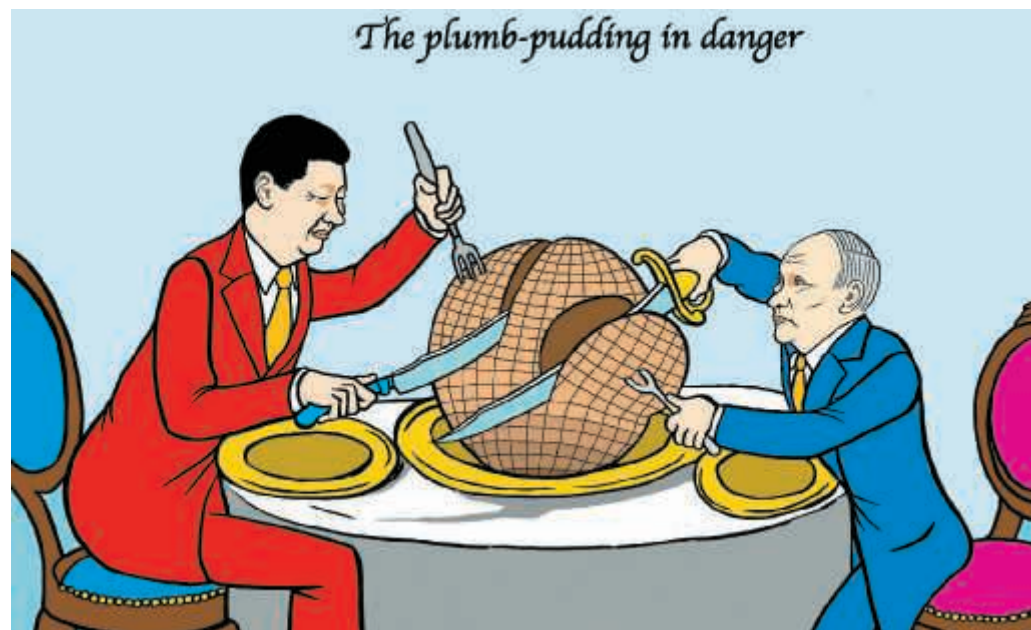
Lancé à l'été 2015, *Le Desk* est un site d'information et d'enquête "indépendant et interactif". Le site insiste sur son indépendance, garantie "par un modèle économique payant mais accessible à la majorité".



asie

Diplomatie. Ce qui se joue à Samarcande

Le sommet de l'Organisation de sécurité de Shanghai se tient à Samarcande, en Ouzbékistan. Xi Jinping et Vladimir Poutine, dont les pays ont des intérêts divergents en Asie centrale, devraient s'y rencontrer.



—South China Morning Post Hong Kong

Depuis leur indépendance, au lendemain de l'effondrement de l'Union soviétique [en 1991], les cinq pays d'Asie centrale se sont rarement retrouvés sous le feu des projecteurs médiatiques. Quand ils font la une des journaux, c'est généralement en raison d'événements qui se déroulent dans leur voisinage immédiat, comme la prise de Kaboul par les talibans l'an dernier.

Mais la région est devenue une poudrière du fait des difficultés économiques et des pressions externes engendrées par le terrorisme transnational et les organisations criminelles. Qu'il s'agisse de la menace d'une guerre civile imminente en Afghanistan, qui aurait des répercussions directes sur le Tadjikistan, le Turkménistan et le Kirghizistan, des émeutes au Kazakhstan [en janvier] et dans l'ouest de l'Ouzbékistan [en juillet], ou d'une

éventuelle confrontation entre Moscou et le pouvoir kazakh, l'incertitude grandit.

Cette volatilité n'est pas passée inaperçue en Chine. Dans un ouvrage récent intitulé *Sinostan*, Raffaello Pantucci, spécialiste des questions de sécurité en Asie centrale, souligne que la Chine redoute que des rebelles ouïgours ne tirent parti de la situation en Afghanistan pour créer de l'instabilité au Xinjiang. À cette inquiétude déjà ancienne [de plus de deux décennies] s'ajoute la crainte croissante que d'autres adversaires de Pékin ne cherchent à utiliser l'Afghanistan comme base pour viser la Chine ou ses intérêts, de l'Asie centrale à l'Asie du Sud. Ces ennemis rassemblent toujours plus de groupes armés dans la région, tels l'État islamique

Dans la région, la Chine applique sa diplomatie du carnet de chèques.

au Khorasan (Afghanistan et Pakistan), le Parti islamique du Turkestan [ouïgour] dans la région de Badakhshan (nord-est de l'Afghanistan) et le mouvement Tehrik-e-Taliban au Pakistan.

Alors que l'Union européenne se concentre sur l'Ukraine et que les États-Unis s'efforcent de jongler entre l'invasion russe et l'Indo-Pacifique, Pékin tente de gérer la crise dans son "étranger proche". Le sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), qui se tient à Samarcande, en Ouzbékistan [les 15 et 16 septembre], montrera bien à quel point l'Asie centrale est devenue une source d'inquiétude pour la Chine, l'Asie et le Moyen-Orient.

Parce qu'ils ont été le théâtre de guerres civiles et que leurs économies ont peiné à décoller depuis l'indépendance, le Kirghizistan et le Tadjikistan ont longtemps été vus comme les maillons les plus faibles de la zone, mais c'est aujourd'hui au tour du Kazakhstan – autrefois considéré comme le bon élève de

la région – de se retrouver sur un terrain glissant. Les troubles qui ont secoué le pays au début de l'année ont entraîné le déploiement de plus de 2 000 parachutistes étrangers, principalement russes, envoyés par l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC, qui regroupe depuis 2002 la Russie et ses alliés dans la région) pour rétablir l'ordre.

L'Asie centrale est un ensemble de pays essentiel pour la Chine, qui partage avec elle près de 1 800 kilomètres de frontières. C'est là que l'initiative des nouvelles routes de la soie, le projet phare de la politique étrangère du président Xi Jinping, a été lancée. Pékin cherche à gérer l'incertitude croissante dans la région en appliquant sa diplomatie du carnet de chèques, censée résoudre les problèmes à coups d'investissements.

Croissance ralentie. Pékin pourrait faire un pas en remettant sur le tapis le projet, vieux de vingt ans, de voie ferrée censée relier le Kirghizistan à l'Ouzbékistan, le long de l'axe de connexion est-ouest entre la Chine et l'Union européenne. Dans le même temps, de nouveaux investissements chinois pourraient accélérer la construction de l'axe nord-sud rattachant cette liaison ferroviaire à l'Iran et au Caucase, ce qui offrirait un accès à des voies maritimes.

Cependant, le temps est compté pour de telles mesures économiques. Dans son rapport de juin 2022 sur les perspectives économiques mondiales, la Banque mondiale explique que l'invasion de l'Ukraine par la Russie a déclenché une crise humanitaire, ralenti la croissance économique

☞ "Le plum-pudding en danger" (référence à un dessin de 1805 mettant en scène le premier ministre britannique William Pitt et Napoléon I^{er} se partageant le monde, ici remplacés par Xi Jinping et Vladimir Poutine). Dessin de Hachfeld, Allemagne.

en Europe et en Asie centrale et au-delà, et aggravé l'instabilité géopolitique de la planète.

La croissance devrait fléchir dans la plupart des pays d'Asie centrale en raison des liens étroits de la région avec l'économie russe – elle devrait diminuer de moitié en 2022 par rapport à 2021, et chuter à 2,4 %. Bien que le rapport indique que la hausse des prix des matières premières serait susceptible d'aider le Kazakhstan et l'Ouzbékistan [producteurs de gaz et de pétrole], ces avantages seront probablement limités.

L'intérêt de Moscou pour l'Asie centrale pourrait entraîner des frictions avec Pékin.

Estimant que ses dépenses faites dans le cadre des nouvelles routes de la soie n'ont pas donné les résultats escomptés [de stabilisation], Pékin devrait doubler ses investissements dans la région pour éviter les troubles locaux. Le pouvoir chinois n'a guère d'autres options. Il n'envisage pas par exemple de muscler son dispositif de sécurité. La Chine a absolument besoin d'une Asie centrale et du Sud stables, pour pouvoir reporter toute son attention sur l'Indo-Pacifique.



Dans le même temps, si le président russe, Vladimir Poutine, se concentre sur l'Ukraine, l'intérêt de Moscou pour l'Asie centrale – que le Kremlin considère comme sa sphère d'influence naturelle – pourrait entraîner des frictions avec Pékin. Poutine a récemment déclaré, à plusieurs reprises, que le Kazakhstan était un pays russophone avec une population de plus de 20 % de Russes de souche – justification qui rappelle celle qu'il a invoquée pour lancer son "opération militaire spéciale" contre Kiev.

Du point de vue de la Chine, la région est au cœur de ses routes énergétiques et commerciales. À l'occasion du sommet de l'OCS, les investissements de la Chine et du Moyen-Orient – les Émirats arabes unis, par exemple, souhaiteraient intégrer l'organisation – pourraient affluer vers l'Asie centrale. De ce fait, la région pourrait renouer avec son ancien rôle de pion géopolitique, avec des conséquences possibles sur le "partenariat sans limites" entre la Chine et la Russie [scellé entre Xi et Poutine en janvier].

Le sommet de Samarcande mérite donc d'être suivi de près : le volume des investissements chinois qui y seront annoncés aura une incidence directe sur l'expansion de l'influence de la Chine – et cela permettra peut-être de déterminer si les intérêts vitaux de Pékin en Asie centrale en matière de sécurité et d'économie risquent d'entrer en conflit avec la vision culturelle et idéologique qu'entretient le Kremlin pour la région. Ce qui pourrait avoir des répercussions potentiellement désastreuses.

—Alessandro Arduino*
Publié le 21 août

* Alessandro Arduino est chercheur au Middle East Institute de l'Université nationale de Singapour et professeur associé au Lau China Institute, du King's College de Londres. Il codirige le Centre international de gestion de la sécurité et des crises à l'Académie des sciences sociales de Shanghai.

Xi Jinping se déconfin

●●● C'est en Asie centrale que Xi Jinping devrait faire ses premiers pas hors de Chine depuis le début de la pandémie, en 2020. Il est prévu que le président chinois se rende le 14 septembre au Kazakhstan pour rencontrer son homologue Kassym-Jomart Tokaev, indique le **South China Morning Post**.

Un déplacement qui marque l'intérêt grandissant de Pékin pour cette région stratégique et cherche, selon un expert, à compenser l'impression de "faiblesse" que la Chine a laissée en janvier : ce sont alors des forces russes qui étaient allées mettre fin à des émeutes contre la hausse des prix de l'énergie qui ont fait au moins 200 morts. Le 15 septembre, Xi Jinping poursuivra sa route vers Samarcande, en Ouzbékistan, pour assister au sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), qui comprend huit pays (Chine, Russie, Inde, Kazakhstan, Kirghizistan, Pakistan, Tadjikistan et Ouzbékistan). Il devrait y rencontrer le président russe, Vladimir Poutine, pour la première fois depuis janvier 2022. Les deux présidents s'étaient alors promis un partenariat "sans limites", trois semaines avant l'invasion russe de l'Ukraine.

PAKISTAN

La crise sanitaire qui vient

Si les inondations ont déjà un terrible bilan humain, celui-ci risque de s'alourdir en raison des épidémies et du manque d'équipement médical.



—Dawn Karachi, Lahore, Islamabad

On commence à mesurer l'ampleur de la tragédie. Un peuple qui, dès le départ, n'avait pas grand-chose, se retrouve confronté à des défis apparemment insurmontables tandis que les inondations continuent à ravager le sud du pays. De vastes régions du Pakistan se sont transformées en un tombeau liquide qui engloutit les récoltes, les maisons et des centaines de milliers de têtes de bétail. Le bilan a dépassé les 1200 morts.

Un chiffre en particulier a des conséquences terribles : 900 établissements de soins ont été endommagés, dont 180 totalement détruits, d'après l'OMS. L'omniprésence des eaux stagnantes empêchant les gens de

respecter les règles d'hygiène les plus élémentaires, il n'est pas étonnant que les maux d'estomac et les infections cutanées se multiplient.

Selon les autorités de la province du Sind [région du sud du Pakistan], rien qu'au mois d'août, 200 000 cas de diarrhée aqueuse et de dysenterie ont été signalés chez des enfants dans



ÉDITO

les régions touchées par le désastre. Sachant qu'il faudra du temps avant que les établissements de santé puissent de nouveau être fonctionnels, nous sommes à la veille d'une catastrophe humanitaire.

Dans bien des centres urbains du Pakistan, l'infrastructure sanitaire n'est déjà pas à la hauteur. Quant aux zones rurales, elles sont en général extrêmement mal équipées. Certaines parties du Sind et du Baloutchistan n'ont pas

bénéficié des investissements nécessaires à la mise en place d'établissements dotés d'un personnel adéquat et accessibles à la population locale.

L'inégalité dans le domaine de la santé devient brutalement évidente dans le cas de graves accidents de la circulation sur les voies express, et nombre de blessés décèdent parce qu'ils n'ont pas pu être pris en charge à temps.

Dans bien des centres urbains, l'infrastructure sanitaire n'est déjà pas à la hauteur.

Par ailleurs, les inégalités de revenus et l'absence de sensibilisation – et parfois les pratiques sociales – ont contribué aux difficultés chroniques que connaît une grande partie de la population dans le domaine médical. Le Pakistan présente l'un des plus forts taux de retards de croissance au monde, 38 % des enfants de moins de 5 ans étant affectés. Dans le Sind, ce chiffre est de presque 50 %. Le pays est aussi le deuxième à être le plus touché par l'hépatite C, qui concerne 8 millions d'habitants. Après une pause de quinze mois, les cas de poliomyélite sont eux aussi de retour, au moins 17 ayant été signalés jusqu'au début du mois de septembre.

Si le Covid-19 n'a pas causé chez nous les dégâts qu'ont subis certains de nos voisins, grâce à des mesures centralisées par le gouvernement et peut-être quelques facteurs pour l'heure inconnus, les inondations sont en train d'engendrer une crise sanitaire certaine, et meurtrière. Nous prendrons conscience de son étendue dans les semaines et les mois qui viennent, quand le nombre de personnes touchées dépassera les ressources dont nous disposons.—

Publié le 5 septembre

LES MOTS DES AUTRES

L'actualité racontée par les langues étrangères. Un podcast de Courrier international.

À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE



amériques

—The New York Times
(extraits) New York

Dans une ville aux mains des rebelles, dans la jungle, Joel s'entraîne aux côtés de ses camarades de lutte, tous en rang d'oignons, en rangers et treillis, le fusil au côté. "À droite, droite!" braille l'instructeur.

Joel, 36 ans, est rompu à l'exercice. Il a passé six ans dans l'armée, en première ligne, à mater la violente insurrection qui a terrorisé la Colombie durant plusieurs décennies. Mais aujourd'hui, il a un nouvel employeur : un groupe armé clandestin composé pour partie des mêmes insurgés qu'il a combattus pendant sa carrière dans l'armée. "Je sais bien que ce n'est pas normal", confesse-t-il, fusil sur les genoux. Mais après avoir quitté l'armée, se justifie-t-il, il avait du mal à joindre les deux bouts. Il est tombé sur une offre d'emploi assortie d'un salaire équivalent à 475 euros par mois, presque deux fois le salaire mensuel minimum en Colombie. Aujourd'hui, ses enfants vivent mieux, se félicite-t-il : "J'arrive à les nourrir."

L'accord de paix colombien, signé en 2016 par le gouvernement et les Forces armées révolutionnaires de Colombie, les Farc, était censé ouvrir une nouvelle ère de paix dans un pays qui avait enduré la guerre pendant plus d'un demi-siècle.

"L'État, c'est la coca." L'accord en question prévoyait que les rebelles déposent les armes, tandis que l'État inonderait d'emplois les régions concernées afin de faire reculer la pauvreté et les inégalités qui étaient à l'origine du conflit.

Des milliers de combattants des Farc ont déposé les armes. Seulement voilà, sur une bonne partie du territoire, l'État ne s'est jamais fait connaître, et des régions entières de la Colombie profonde ont vu le retour des exécutions, des déplacements forcés et des violences, au point que la situation est parfois aussi grave, sinon pire, qu'avant la signature de l'accord.

D'après les Nations unies, les tueries et les exécutions de défenseurs des droits humains se sont multipliées depuis 2016. Et les déplacements de population restent monnaie courante : rien que l'année dernière,



Colombie. La guerre pour la coca fait des ravages en Amazonie

Six ans après l'accord de paix conclu avec les Farc, la violence a muté, avec la reconversion de certains guérilleros dans des groupes armés qui se disputent le contrôle de la drogue. Reportage dans la région du Putumayo, auprès d'une bande baptisée les Comandos de la Frontera.

147 000 personnes ont été obligées de fuir leur domicile, selon les chiffres officiels.

Il ne faut pas voir là un retour des Farc qui auraient repris les armes. Mais le vide laissé sur le terrain par la rébellion, conjugué à l'incapacité du gouvernement à honorer ses promesses de réformes, a engendré un creuset de criminalité, avec la création de nouveaux groupes et la mutation des groupes existants

se disputant une économie souterraine en plein essor.

Si beaucoup de Colombiens appellent ces nouveaux groupes "les dissidents", en référence aux combattants des Farc qui rejettent l'accord de paix, leur composition est plus complexe que cela. Dans certains de ces groupes, d'anciens ennemis – rebelles, soldats ou paramilitaires [d'extrême

droite] – ainsi que de nouvelles recrues et des membres du crime organisé font désormais cause commune contre la promesse d'un salaire. Ces combattants se battent désormais contre leurs anciens alliés pour prendre la main sur un marché de la drogue revigoré, et ce regain de heurts évoque davantage les violences intergangs que le mouvement

↓ Les Comandos de la Frontera à l'entraînement, en février.

Photos Federico Ríos/The New York Times

insurrectionnel qui a fait rage pendant tant d'années.

"On se bat camarade contre camarade, frère contre frère", reconnaît Benjamín Perdomo, l'un des fondateurs des Comandos de la Frontera ["commandos de la frontière"], la milice que Joel a rejointe voilà six mois. D'après les autorités, une trentaine de groupes armés de ce type auraient fleuri en Colombie depuis 2016.

Nous avons passé une semaine en compagnie des Comandos, nous déplaçant en bateau sur le lacis fluvial de la forêt amazonienne. Nous avons visité des villes tombées entre leurs mains, les avons vus déplacer des armes et acheter de la drogue, et avons bivouaqué dans un camp où les guérilleros se sont entraînés notamment au maniement des grenades, à quelques centaines de mètres du Putumayo, une artère fluviale majeure, sans jamais voir de policier ni de soldat.

Les Comandos se battent aujourd'hui contre le Frente Carolina Ramírez, un autre groupe dirigé par d'anciens chefs de la guérilla, pour le contrôle du Putumayo et du Caquetá, deux départements de l'Amazonie



REPORTAGE

colombienne – non loin de la frontière avec l'Équateur et le Pérou – qui jouent un rôle de premier plan dans le narcotraffic. Ensemble, ces territoires disputés représentent environ 10 % du territoire colombien.

Les civils se retrouvent de plus en plus souvent coincés entre ces groupes rivaux et parfois même l'armée, qui tente de les arrêter. Certains experts estiment que, si le gouvernement ne durcit pas la répression à l'encontre de ces

En achetant la coca, les Comandos sont devenus le premier employeur du coin, et sa police officieuse.

milices et n'honore pas ses engagements pris au titre de l'accord de paix, le pays pourrait bientôt ressembler davantage au Mexique – actuellement ravagé par les gangs de narcotrafiquants qui se disputent des territoires – qu'à la Colombie des années 2000.

Un dimanche, les Comandos organisent une descente dans un port fluvial pour y trouver des habitants en plein week-end – c'est jour de match au stade, et la sono résonne à tue-tête. Les combattants, fusil sur l'épaule, prennent position sur un terrain adjacent et s'entraînent pour faire étalage de leur force. Les habitants observent les deux spectacles depuis le bord du terrain, bière ou esquimau à la main.

Pendant des décennies, la cocaïne a financé la lutte sanglante des Farc. Puis l'accord de paix est arrivé, obligeant l'État colombien à investir dans des programmes visant à sevrer la Colombie profonde de la culture de la coca, produit de base de la cocaïne, et à priver ainsi les groupes armés de sources de revenus.

Mais la bourgade, à des heures de route de toutes les grandes agglomérations, ne s'est jamais vu proposer d'options pérennes – et la coca y reste reine. "Le gouvernement n'a pas levé le petit doigt, argumente le président du conseil municipal de la ville aux mains de la milice. Pour nous, l'État, c'est la coca."

Pour beaucoup d'habitants, les Comandos, qui ont vu le jour en 2017, ne sont que la dernière milice en date à occuper la ville. Ils leur achètent leur coca et sont devenus le premier employeur du coin, mais aussi la police officieuse, et même le service de l'équipement.

Congés. Quand les habitants suivent les règles, cette relation peut prendre la forme d'une symbiose crispée. Mais qu'ils opposent de la résistance – où qu'un groupe rival joue des coudes pour devenir le nouvel acheteur de la coca locale –, et le jeu devient mortel.

Sous le régime des Farc, les chefs des guérilleros estimaient que le règne de terreur qu'ils imposaient servait un intérêt supérieur. Benjamín Perdomo, des

↓ De la pâte de cocaïne, payée en argent liquide aux habitants.



COURRIER INTERNATIONAL

Comandos, tient un discours similaire, expliquant que son groupe se bat pour "le développement, le progrès et la justice sociale" au bénéfice des plus démunis.

Mais, après avoir interrogé une vingtaine de Comandos, force est de constater que rares sont ceux qui ont le sentiment de servir un intérêt supérieur. L'une est une mère célibataire qui ne parvient pas à élever ses enfants avec les 85 euros mensuels qu'elle touche en faisant des ménages. Un autre est un ancien combattant des Farc qui a découvert qu'il pouvait gagner deux fois plus en devenant le médecin de l'unité qu'en travaillant à l'hôpital public.

Non seulement les Comandos paient bien mieux que la → 30

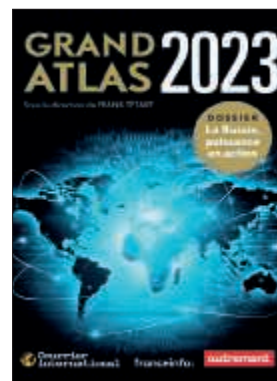


NOTRE SÉLECTION

Pour commander, scannez le code QR



Ou sinon rendez-vous sur notre site : <https://abo.courrierinternational.com/vpc> ou par téléphone : 03 21 13 04 31 (du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures)



19,90€*

Collection dirigée par Frank Tétart Format

Grand Atlas 2023

Le Grand Atlas 2023 fait le point sur l'actualité géopolitique mondiale. Les 50 thèmes abordent les enjeux politiques de l'année, les conflits en cours et les défis de la mondialisation. En plus, un dossier spécial pour fêter les 10 ans.

- Format : 20 x 29,5 cm
- 144 pages

L'agenda 2023

La rédaction de *Courrier international* à imaginé pour vous un agenda original.

- Septembre 2022 à décembre 2023
- Format : 145 mm x 210 mm
- 144 pages
- Une double page par semaine
- Couverture rigide
- Ruban marque-page

9,90€*



Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 31/12/2022 * Frais de port en sus en fonction du produit. Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande. Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet : <https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co>

↓ Dans un camp provisoire des Comandos de la Frontera, en février.



↓ Match de foot dans un village contrôlé par les Comandos, en février.



29 ← plupart des employeurs colombiens, mais ils accordent des congés en prime. C'est ce qui a permis au groupe de séduire des centaines de recrues, reconnaît Benjamín Perdomo. *“Ce n'est pas une guérilla qui se bat pour un idéal, lâche un combattant. C'est juste pour l'argent.”* À travers la Colombie, les affrontements entre groupes armés n'ont jamais été aussi nombreux depuis la signature de l'accord de paix, selon la Juridiction spéciale pour la paix, un tribunal créé au titre de l'accord pour enquêter sur le conflit.

“Ça sent la guerre !” L'année dernière, plus de 13 000 personnes ont été tuées, un record depuis 2014. On dénombre aujourd'hui six conflits distincts dans le pays, selon le Comité international de la Croix-Rouge, et d'anciens groupes des Farc sont impliqués dans trois d'entre eux.

Dans le Putumayo, les Comandos sont accusés d'assassinats, de disparitions forcées, de détentions arbitraires et de *“mobilisation par la terreur”*, révèle le bureau du médiateur de Colombie, chargé de recenser les atteintes aux droits humains. Et le Frente Carolina Ramírez ne serait pas moins violent.

C'est une petite ville blottie dans un méandre du fleuve Putumayo qui a été la dernière victime en date des violences. La bourgade, une grappe de modestes masures en bois, était initialement sous la coupe des Comandos. Mais trois habitants racontent que le

Frente Carolina Ramírez a fait irruption un jour, avant l'aube, et a rassemblé tous les habitants pour leur signifier que c'étaient eux, les nouveaux chefs.

Une femme, dans un désarroi tel qu'elle peine à s'exprimer, raconte que ce jour-là elle a été réveillée par son mari déboulant chez eux pour lui dire qu'il allait mourir. Puis il y a eu des coups de feu, et les combattants ont menacé de faire sauter sa maison si elle ne les laissait pas entrer. *“J'ai ouvert la porte, je me suis mise à genoux et je les ai suppliés de ne pas le tuer”*, poursuit-elle. Les enfants ont vu les hommes traîner leur père à l'extérieur. Quelques semaines plus tard, le Frente Carolina Ramírez a diffusé une vidéo accusant son mari de travailler avec les Comandos – et annonçant qu'il était mort.

La décision de ne pas s'en prendre au gouvernement est également bonne pour les affaires.

Une autre femme, dans une autre ville du Putumayo, raconte que des hommes en armes ont abattu sa mère, une élue locale, et son beau-père, un ancien combattant des Farc, un soir, sous les yeux de la famille. Elle relate son histoire froidement, les yeux rivés au sol : *“Ils ont détruit nos vies en une fraction de seconde.”*

Plusieurs dizaines de membres des Comandos dressent le camp sur les rives du Putumayo, installant leurs couchages entre les

arbres et construisant une cuisine à côté d'une ferme en bois.

Les guérilleros établissent une liaison Internet par satellite au milieu des vaches et des poulets et rapportent des glaces et des *tamales* [plat traditionnel à base de maïs] d'une ville voisine. Ils achètent aux paysans du coin des pains de pâte de coca – pour les revendre à d'autres narcotraquants – et testent les lance-grenades destinés à combattre leurs ennemis du Frente Carolina Ramírez. *“Ça sent la guerre !”* lance quelqu'un pendant qu'une grenade voltige dans un champ voisin.

Si cette nouvelle génération de groupes armés a été dissoute en grande partie, les observateurs les voient se réagglomérer progressivement en deux factions, toutes deux dirigées par des anciens chefs des Farc qui disent vouloir donner un second souffle au mouvement insurrectionnel civil.

Le problème, commente Kyle Johnson, analyste à l'ONG colombienne Conflict Response, c'est que ces alliances pourraient changer la nature des violences, jusque-là limitées à des accrochages entre petits groupes, et provoquer des affrontements entre deux groupes de grande taille risquant d'embraser le pays. Kyle Johnson commente : *“On a du mal à imaginer un scénario pire que l'actuel et pourtant, là, ce serait encore pire.”*

La plus grande différence entre les Farc d'hier et les Comandos d'aujourd'hui, c'est peut-être leur ennemi. Les Farc se battaient

en effet contre l'État. Or les Comandos ne s'attaquent pas au gouvernement et ne le considèrent pas comme leur ennemi, assure Benjamín Perdomo, qui a lui-même passé plus de dix ans dans les rangs des Farc. En réalité, c'est la menace d'un autre ancien groupe des Farc – *“Rejoignez-nous ou mourez”* – qui l'a poussé à former les Comandos, confie-t-il.

Réarmement. Des centaines d'anciens guérilleros des Farc ont été tués depuis la signature de l'accord de paix, dont certains par leurs anciens camarades de lutte, et de nombreuses associations de défense des droits humains estiment que l'incapacité de l'État à protéger les anciens combattants explique en partie le réarmement en cours.

Benjamín Perdomo affirme que son objectif est de protéger les anciens combattants et la population contre les violences du Frente Carolina Ramírez. Son ambition, poursuit-il, est d'éradiquer le groupe rival et de négocier ensuite un accord de paix plus solide avec les autorités de Bogota.

Le narcotrafic, ajoute-t-il, n'est *“qu'un moyen”* d'y parvenir : *“Ce qu'on veut, c'est défendre notre peau. On se fiche de l'argent. La seule chose qui compte vraiment, c'est que la société trouve la paix.”*

Mais la décision des Comandos de ne pas s'en prendre au gouvernement est également bonne pour leurs affaires : s'ils ne s'attaquent pas à l'État, ils ont moins de risques de déclencher ses foudres – même si cela n'a pas

empêché le gouvernement de leur donner la chasse.

Un jour, après le petit déjeuner, certains guérilleros se séparent des autres pour aller se préparer à leurs quinze jours de permission, troquant leurs treillis contre des jeans et des tee-shirts, et retournent à la vie civile, auprès de leurs amis et de leurs familles.

Tandis que le soleil approche du zénith, ils emmaillotent leurs armes dans du plastique et étiquettent leurs bagages, qu'ils laisseront en consigne pendant leur absence. Puis ils prennent place à bord d'un canot à moteur et redescendent le Putumayo pendant des heures, une bière ou un whisky à la main, musique à fond. Les Comandos fredonnent sur un air à la mode : *“Hé, mon pote, t'es prévenu, des comme toi, j'en prends 100 et je les hache menu.”*

—Julie Turkewitz
Publié le 20 avril

SOURCE



THE NEW YORK TIMES
New York, États-Unis
Quotidien
nytimes.com

Avec 1600 journalistes, 35 bureaux à l'étranger et quelque 5 millions d'abonnés au total, *The New York Times* est de loin le premier quotidien du pays. La famille Ochs-Sulzberger, qui, en 1896, a pris le contrôle de ce journal créé en 1851, est toujours à la tête du quotidien de centre gauche.



europe

Grèce. L'été, une saison volée aux Grecs

La massification du tourisme et sa montée en gamme transforment l'été grec, déplore un politologue dans ce quotidien athénien. Avec lui, c'est une part de l'identité du pays qui disparaît.



—I Kathimerini (extraits)
Athènes

Une visite dans les Cyclades suffit pour constater l'augmentation impressionnante du flux touristique. Même Athènes est en train de couler, l'Acropole recevant plus de 16 000 visiteurs par jour. Jamais dans le passé il n'y a eu autant de vols directs depuis les États-Unis.

Après deux ans de pandémie, le record du nombre d'arrivées de 2019 semble sur le point d'être battu : les prévisions pour le mois d'août tablent sur plus de 1 million de visiteurs par semaine. Alors, tout va bien ?

Pas nécessairement. Le retour de la fête s'accompagne de graves problèmes : constructions effrénées, trafic insupportable, problèmes d'approvisionnement en eau et d'évacuation, accumulation des ordures et insuffisance désespérée d'infrastructures. Des pathologies, en somme, liées au phénomène d'hypertourisme.

Ce n'est pas seulement cette charge qui pèse sur les destinations touristiques, c'est aussi l'altération et la dépréciation éventuelle du produit touristique et donc de l'image de marque du pays. Nous avons affaire à un cas classique de tragédie des biens communs, comme on appelle la

surexploitation myope des ressources. Conduisant précisément à l'épuisement des ressources, la surexploitation finit par pénaliser ceux qui vivent de ces dernières.

Je ne sais pas si ces commentaires semblent étranges, mais en réalité ils appartiennent déjà au passé. Parce qu'une transformation beaucoup plus profonde du modèle touristique, un véritable changement de paradigme, s'opère sous nos yeux. Après le tourisme de masse, un nouveau standard émerge : le tourisme VIP.

On le voit en visitant non pas Mykonos mais certaines îles de la mer Égée ayant une réputation complètement différente, comme Naxos, Milos ou Tinos. Les ventes de terrain y connaissent une ascension fulgurante, tout comme les prix. Des milliers de permis de construire sont délivrés, et les villas en construction n'ont rien à voir avec les maisonnettes et les complexes d'un passé récent. Nous parlons de bâtiments impressionnants avec une esthétique minimaliste, de palais troglodytes et d'immenses haciendas.

Les clients appartiennent à la classe des ultrariches de la planète. Le phénomène se répand rapidement dans toute la mer Égée, la mer Ionienne et le Péloponnèse, et il est même apparu dans les régions montagneuses, comme dans la Zagoria, dans le nord du pays.

Inévitablement, les services proposés sont également adaptés. Tout un écosystème est déjà apparu, avec ses gérants de villas, chefs privés, animateurs, moniteurs spéciaux pour enfants, guides... Les tavernes traditionnelles cèdent la place à des restaurants de haute gastronomie : le ceviche remplace la salade grecque. Même la langue change, à mesure que le grec recule.

Inaccessibles. Les dépenses des visiteurs étrangers ont augmenté de 9 % cette année par rapport à naguère. Les hôtels 4 et 5 étoiles et les locations à court terme de maisons de luxe sont en plein essor. En revanche, les hébergements bas de gamme et les destinations moins attractives affichent une stagnation. En d'autres termes, il s'agit d'un changement structurel, l'offre touristique se tournant vers les tranches de revenus les plus élevées. Reconnaisant cette tendance, les grands fonds

d'investissement étrangers achètent des propriétés hôtelières peu recommandables et endettées pour les transformer en hôtels pour visiteurs aisés.

Le plus significatif est peut-être l'augmentation spectaculaire du trafic de jets privés. Le nombre de vols privés à destination et en provenance de l'aéroport d'Athènes, et des 14 aéroports régionaux au cours des sept premiers mois de 2022 a augmenté de 40 % par rapport à la même période en 2019, année qui détenait jusqu'ici le record.

Principale conséquence de ce développement : les destinations les plus prisées deviennent inaccessibles aux touristes à petits ou moyens revenus.

Cette évolution s'est manifestée cette année et n'est pas simplement due à l'inflation. Les destinations les plus populaires sont désormais pour la plupart prohi-

À Naxos, Milos ou Tinos, les ventes de terrain et les prix connaissent une hausse fulgurante.

bitives, car le coût du voyage, de l'hébergement et de la nourriture a explosé. Même le simple bain de mer est devenu un produit de consommation coûteux avec l'expansion de la culture du transat, qui transforme peu à peu le littoral du pays en club-restaurant.

Le contre-argument est évident : c'est notre avantage comparatif, et nous le valorisons tant que la demande est là. Celle pour notre produit touristique est potentiellement énorme. La combinaison de paysages, de mer et de climat que l'on rencontre en Grèce est une denrée rare et hautement désirable sur une planète de plus en plus riche.

Mais il y a un contre-argument à ce contre-argument. D'une part, un lieu ne se limite pas au paysage. Il comprend aussi sa population et sa culture. La conversion d'une grande partie du pays en marchandise et la destruction de l'environnement constituent un désastre. L'été grec n'est pas qu'une marque.

C'est bien plus, comme le rappelle le journaliste Georgios Lialios : "Pour la plupart d'entre nous, qui sommes nés dans ce coin

particulier de la planète, l'été signifie la mer. Alors que les pieds nus s'enfoncent dans le sable chaud, provoquant des frissons qui nous sont familiers à tous, le corps est à nouveau 'enraciné' dans la terre. Nous nous connectons avec ce que nous avons mythifié depuis les étés de notre enfance."

Paradis perdu. L'été est notre identité même, comme l'écrivain Aristos Doxiadis l'a décrit avec justesse en 2013 : "Certaines personnes achètent l'été et certaines personnes le possèdent à juste titre. Les Grecs sont dans la seconde catégorie." Si pour les citoyens des pays occidentaux, ajoute-t-il, les vacances sont une option qui leur est offerte par l'industrie mondiale du tourisme, pour les Grecs, l'été est quelque chose de différent : "Ce n'est pas un service qu'on achète, c'est un retour à soi, une vie parallèle. Enfants, nous apprenons chaque année à retourner au paradis perdu. L'été est une deuxième maison."

Cette description semble aujourd'hui dépassée. Notre relation spéciale avec l'été est déjà en voie de disparition : nous léguons aux générations futures non seulement une énorme dette, mais aussi une Grèce sans été.

Je crains que l'évolution que je décris ne soit irréversible. Que pouvons-nous faire ? La solution n'est pas l'invocation romanesque d'un passé révolu. Cette nouvelle condition nécessite des politiques publiques ciblées et intelligentes, ce qui n'est pas facile mais certainement pas impossible. Mais cela suppose la reconnaissance du changement de paradigme qui se déroule sous nos yeux.

—Stathis Kalyvas
Publié le 22 août

SOURCE



I KATHIMERINI
Athènes, Grèce
Quotidien
kathimerini.gr

Fondé en 1919, "Le Quotidien" est considéré comme l'un des journaux les plus sérieux du pays pour sa couverture de la politique nationale et internationale. Conservateur et de centre droit, il est proche du parti de la Nouvelle Démocratie.

BOSNIE-HERZÉGOVINE

Faux pas dans le tango nationaliste

À l'approche des élections du 2 octobre, le haut représentant international s'est mis à dos les trois principales communautés – croate, serbe et bosniaque – avec un projet de réforme électorale.



—Vreme (extraits) Belgrade

Alors que la Bosnie-Herzégovine n'a toujours pas résolu la crise de l'année dernière, lorsque Milorad Dodik, l'homme fort de la République serbe, menaçait de scission l'Etat central en réponse à la décision du haut représentant international sortant, Valentin Inzko, d'interdire la négation du génocide et des crimes de guerre [perpétrés dans les années 1990], voilà que le pays est de nouveau en proie aux turbulences. Cette fois-ci, c'est la tentative de réforme de la loi électorale, voulue par le nouveau représentant de la communauté internationale en Bosnie-Herzégovine, Christian Schmidt, qui a mis le feu aux poudres. On ressort les armes, on brandit la menace d'une guerre, et les nationalismes, tous bords confondus,

s'exacerbent. Le 2 octobre, le pays va aux urnes.

“Je veux voir l'indépendance de la République serbe de mon vivant. Les processus s'accélèrent, ce qui se passe à Sarajevo montre bien que les revendications politiques des musulmans sont impossibles. Il faut aboutir à une nouvelle structure du pays”, a déclaré Dodik le 27 juillet. La réponse de Bakir Izetbegovic, l'ex-président parangon de la politique ethno-nationale bosniaque et musulmane, n'a pas tardé. Il a prévenu : *“Nous avons fait le compte. Nous savons exactement de combien de chasseurs [hommes armés], de jeunes gens et d'instructeurs de drones nous disposons. Les Bosniaques n'ont attaqué personne, mais ils ont le droit d'être vigilants, le droit de se défendre dans le cadre de la Constitution et de la loi.”*

Au moment où les partis politiques serbes et croates tous

confondus parlent avec mépris de l'idée d'une Bosnie-Herzégovine comme *“État citoyen”*, l'homme fort des Croates bosniens, Dragan Covic, menace de son côté d'une réorganisation territoriale de la Bosnie-Herzégovine, c'est-à-dire de la création d'une entité croate à part. On entend même l'avocat croato-américain Luka Miletic, autrefois attaché au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, évoquer le droit des États voisins, à savoir la Croatie et la Serbie, de lever l'accord de paix de Dayton qui a mis fin à la guerre de 1992-1995, et ce bien qu'ils n'en soient pas garants, mais seulement signataires.

“Dénazification”. L'annonce d'un membre du parti au pouvoir en Serbie, qui a déclaré que Belgrade *“sera obligé d'entreprendre la dénazification des Balkans”*, à l'instar des nombreuses déclarations de responsables politiques en Croatie, à commencer par celles du président, vient confirmer que personne dans la région n'a renoncé à ses aspirations sur la Bosnie-Herzégovine et à son démembrement. Certes, peut-être pas avec des moyens militaires, mais par des actions diplomatiques manifestes.

C'est le haut représentant Christian Schmidt qui se retrouve au cœur de ce nouveau drame. Celui-ci a débuté à la mi-juillet alors que les médias locaux divulguaient, avec l'aide de certains services de renseignement, son projet *“infernal”* de réforme de la loi électorale et de la Constitution de la Fédération. Bien qu'à ce moment-là aucune des décisions du haut représentant n'ait été rendue officielle, une avalanche d'accusations s'est abattue sur lui. De *“gentleman respectable”* lors de sa nomination [en août 2021], Schmidt est passé à *“Boche”* dans la presse et dans la bouche des hommes politiques.

Comment Schmidt a-t-il réussi à se mettre à dos toute la classe politique bosniaque ? Pour l'essentiel, la modification de la loi électorale consisterait à appliquer les décisions de la Cour européenne des droits de l'homme, demandant à mettre fin à la discrimination des Roms, des Juifs et d'autres minorités empêchées par la Constitution actuelle d'être candidats et élus aux postes de membres de la présidence collective du pays, parce que n'étant pas considérés comme *“peuples constitutifs”* [voir encadré].

Découpage depuis les accords de Dayton (1995) :

- Fédération croato-bosniaque*
- République serbe de Bosnie
- District neutre de Brcko



* Officiellement nommée Fédération de Bosnie-et-Herzégovine.

Les autres modifications concernent les élections des délégués à la Chambre des peuples de l'Assemblée parlementaire de la Bosnie-Herzégovine, les élections des représentants de la Fédération et les changements relatifs à la transparence du processus électoral. Les amendements à la Constitution et à la loi électorale

sont l'une des 14 priorités que la Bosnie-Herzégovine doit remplir pour adhérer à l'UE.

Après les fuites dans les médias, un déluge d'insultes – jusqu'ici propres à la communication de la République serbe –, venu cette fois-ci de l'autre camp, celui-là même qui le glorifiait il y a peu, s'est abattu sur le haut représentant, qualifié d'*“homme de main au service des intérêts musulmans”*. Nombre de responsables politiques bosniaques accusent désormais Schmidt *“d'avoir tenté d'imposer des changements discriminatoires et racistes en amendant la loi électorale, venant approfondir ainsi les divisions ethniques et saper la démocratie”*. Et un membre de la présidence collective bosnienne de l'accuser d'*“islamophobie”*.

Il est reproché à Schmidt de vouloir agir en faveur des Croates bosniens, qui bloquaient depuis plusieurs années le processus des réformes, exigeant que leurs représentants dans la présidence collective ne soient pas élus par les voix des Bosniaques, musulmans. Certains analystes lui font grief d'avoir insisté sur les modifications de la loi électorale au beau milieu

Contexte

Un système politique unique au monde

●●● Mis en place par les accords de Dayton (négociés aux États-Unis, mais signés à Paris en décembre 1995) pour arrêter la guerre qui a ravagé la Bosnie-Herzégovine de 1992 à 1995, le système politique de ce pays des Balkans occidentaux est considéré comme le plus compliqué du monde. D'après les accords, la Bosnie-Herzégovine est composée de deux entités : la République serbe (Republika Srpska), fonctionnant comme un État unitaire, et la Fédération de Bosnie-Herzégovine (aussi nommée *“Fédération croato-bosniaque”*) divisée en dix cantons. Le district autonome de Brcko a un statut spécial, appartenant à la fois à la Fédération et à la République serbe. Chaque entité dispose de son

Parlement, il en est de même pour les cantons. Les affaires de l'État central, qui siège à Sarajevo, sont gérées par la présidence collective, composée d'un représentant de chaque peuple constitutif, les Bosniaques (musulmans), les Croates et les Serbes, qui se relaient tous les huit mois, et de l'Assemblée parlementaire formée de la Chambre des représentants et de la Chambre des peuples. La Bosnie-Herzégovine vit toujours sous une sorte de protectorat international géré par le bureau du haut représentant de la communauté internationale (OHR). Instauré initialement pour un an, l'OHR est toujours en place et veille à l'application des aspects civils des accords de Dayton.

✓ Dessin de Medi, Albanie.

du processus électoral et d'ajouter ainsi à la confusion. Finalement, Schmidt a reculé sur la réforme, insistant seulement sur des "modifications techniques".

Les masques tombent. À l'initiative de plusieurs partis bosniaques, les citoyens ont protesté à Sarajevo contre le haut représentant, exigeant sa démission, voire son expulsion. Les citoyens de Bosnie-Herzégovine ne protestent presque jamais : ils ne sont pas descendus dans la rue durant la pandémie de Covid-19, alors que les patients dans les hôpitaux étaient traités avec de l'oxygène industriel à la place d'oxygène médical, ni lorsque les parlementaires ont augmenté leurs salaires de 500 marks bosniens [250 euros], soit l'équivalent du salaire mensuel moyen. Pourtant, ils ont répondu à l'appel des partis pour s'opposer à la modification de la loi électorale.

Pour Ivana Maric, analyste de Sarajevo, les hommes politiques locaux sont les seuls responsables

de la crise actuelle. Le parti bosniaque ne peut plus blâmer les partis croate et serbe pour tous les maux de la Bosnie-Herzégovine. Le tango nationaliste a été mené des années durant à la perfection par ce trio. Ils n'ont eu de cesse de s'alimenter les uns les autres afin de se maintenir au pouvoir.

Les Bosniaques redoutent une alliance des Croates et des Serbes, représentés par Covic et Dodik, et affirment leur soutien à Schmidt lorsque celui-ci menace d'user de son autorité contre Dodik et les autres. Mais lorsque Schmidt incite les Bosniaques à faire des concessions eux aussi, alors il devient l'ennemi public numéro un de la Bosnie-Herzégovine.

Les masques sont tombés. Quiconque croit que les nationalistes de Bosnie-Herzégovine peuvent ou veulent parvenir à un accord se trompe. Cette situation de conflit gelé leur convient parfaitement.

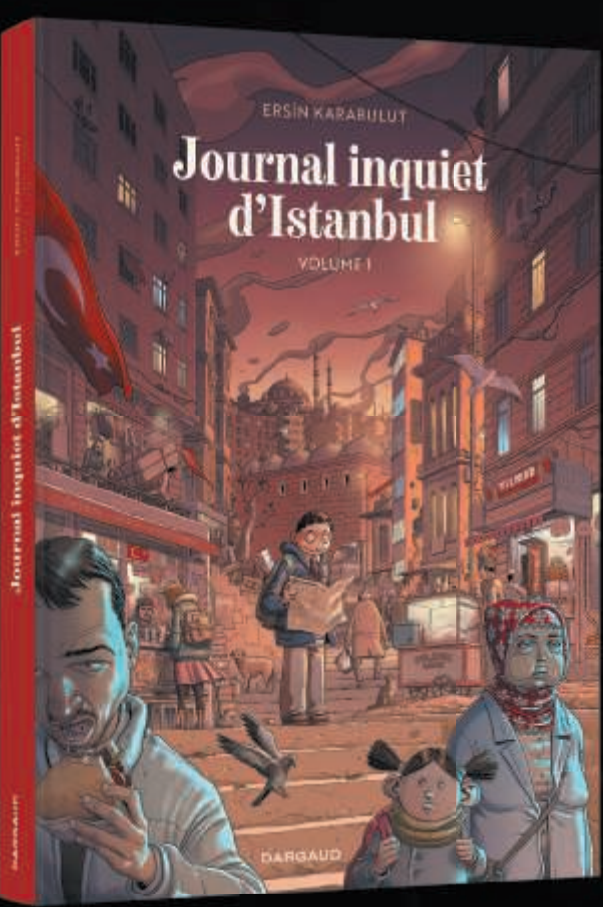
—Tanja Topic
Publié le 3 août

Nouvelles turbulences au Monténégro

●●● Candidat à l'adhésion à l'Union européenne depuis 2008 et membre de l'Otan depuis 2017, le Monténégro est de nouveau secoué par une crise politique. Le 20 août, le Parlement a fait tomber le gouvernement minoritaire du Premier ministre Dritan Abazovic en votant une motion de censure. La signature, début août, d'un accord controversé avec l'Église orthodoxe serbe (SPS) a eu raison du gouvernement, qui n'aura tenu que cent treize jours. L'accord oblige l'État monténégrin à enregistrer toutes les églises orthodoxes comme propriété de la SPS, et à entamer un processus de restitution des biens de l'église nationalisés ou confisqués par les autorités communistes

yougoslaves après la Seconde Guerre mondiale. Les opposants à cet accord, comme le président, Milo Djukanovic, lui reprochent de ne pas assez protéger les intérêts de l'État. La question religieuse, très sensible dans ce pays des Balkans devenu indépendant de la Serbie en 2006, est l'une des principales causes de la chute de deux gouvernements sur trois depuis 2020, souligne **Slobodna Europa**. Selon le recensement de 2011, 72 % des Monténégrins s'identifient comme chrétiens orthodoxes, dont environ 70 % suivent la SPS; les autres suivent l'Église orthodoxe monténégrine, non reconnue par les autres Églises orthodoxes. Environ un tiers des 620 000 Monténégrins

s'identifient comme serbes. Les controverses religieuses et identitaires n'ont fait que renforcer l'extrême polarisation politique, entre le pouvoir issu des élections de 2020 (dont certaines composantes cachent à peine leurs sympathies proserbes et prorusses) et les souverainistes, liés au président Djukanovic, proeuropéen et atlantiste mais soupçonné de corruption et d'enrichissement personnel. Le 2 septembre, la coalition issue des élections de 2020 est parvenue à signer un accord l'engageant à former un nouveau gouvernement "proeuropéen et anticorruption" d'ici au 19 septembre, note le quotidien **Vijesti**.



ERSİN KARABULUT

Journal inquiet d'Istanbul

VOLUME 1



Ersin Karabulut, dessinateur de presse turc, raconte son histoire et celle de son pays. Il entremêle son parcours personnel – né dans une banlieue déshéritée, il se hisse au sommet de l'édition – et les soubresauts politiques et sociétaux de la Turquie – démocratie qui sombre dans un régime autoritaire.

Une fresque drôle et visionnaire, qui alerte sur l'importance de la liberté d'expression et de la presse.

« Portrait désabusé d'un pays à la dérive. »
COURRIER INTERNATIONAL

« Une splendide et touchante BD qui mêle habilement autobiographie et récit politique sur la Turquie. »
FRANCE INTER

DARGAUD
AU RAYON BANDE DESSINÉE



Iran. Les travailleurs afghans privés de pain

Depuis juin, les services bancaires ont été coupés aux étrangers en Iran. Des restrictions qui empêchent des centaines de milliers de ressortissants afghans de se procurer du pain.

—Shargh (extraits) Téhéran

Le gouvernement iranien a une énième fois interrompu les services bancaires aux étrangers en Iran [en juin]. Une décision qui touche particulièrement les immigrés afghans, très nombreux dans le pays. En juillet, le gouvernement a pris une mesure : désormais, l'achat du pain ne sera possible qu'avec une carte bancaire.

Dans le cadre des "réformes économiques", le gouvernement a supprimé la subvention du blé pour l'accorder à la farine fournie aux boulangeries. Ainsi, des lecteurs de cartes spécifiques ont été installés dans les boulangeries, et l'aide gouvernementale sera allouée directement à ces boulangeries en fonction de la quantité de pain vendue. De cette façon, le gouvernement espère contrôler le marché et lutter contre la vente de la farine au marché noir.

Aujourd'hui, des centaines de milliers d'Afghans, qui résident illégalement ou légalement dans le pays, sont dans l'incapacité d'acheter du pain dans les boulangeries. Ils doivent emprunter une carte à un ami, leur employeur ou le propriétaire de leur maison.

Selon des internautes afghans, des restrictions sont imposées depuis plus de deux mois. Ils déplorent que leur carte bancaire ait été bloquée et que les services en ligne aient été restreints. En outre, nombre d'Afghans auraient été convoqués par les banques, qui les auraient obligés à recevoir leur solde en espèces et à fermer leur compte.

La Banque centrale a cependant démenti. D'autres responsables ont déclaré que des restrictions avaient été mises en place pour encadrer la demande des migrants afghans, dont la population a augmenté après la prise de Kaboul par les talibans [en août 2021].

"Les cartes bancaires de mes ouvriers afghans ont été bloquées", raconte un boulanger d'Ispahan (centre). Pour résoudre le problème, nous avons préparé des cartes

Les immigrés touchés par cette décision ne sont pas tous de nouveaux arrivants.

cadeaux bancaires [temporaires]. Nous les rechargeons de temps en temps. C'était le seul moyen pour que ces personnes n'aient pas à supplier les autres tous les jours pour acheter du pain." Mais tout le monde n'a pas cette chance.

Saïd, un Afghan âgé de 30 ans, travaille de manière illégale à Téhéran depuis de nombreuses années. Pour diverses raisons, il pense qu'il n'aura aucune chance de résider un jour légalement en Iran. "Si une boulangerie demande une carte bancaire, je dois l'emprunter à mes amis et ensuite les payer", a-t-il déclaré.

Toutefois, le problème ne se limite pas à l'achat du pain. "Nous

devons transporter beaucoup d'argent avec nous, ce qui est très risqué", ajoute Saïd. En plus, les cartes bancaires de ses amis, qui résident légalement dans le pays, ont également été bloquées. Comme Vahid, un autre travailleur afghan, qui vit légalement en Iran : "Personne ne me donne la raison pour laquelle ma carte a été bloquée. Pendant quelques semaines, j'ai utilisé celle de mon employeur pour acheter du pain, mais son compte a été fermé et j'ai dû emprunter la carte de mon propriétaire."

Comme d'autres compatriotes, il est contraint de faire face au danger en transportant de l'argent liquide. "Partout où nous allons faire nos courses, ils demandent une carte. En plus, nous ne pouvons pas effectuer de paiements en ligne, regrette Vahid. Nous sommes allés nous inscrire pour obtenir une carte, mais la banque nous a dit de revenir en septembre."

Location de cartes. Peyman Haghghat-Talab, de l'association Diaran, qui vient en aide aux immigrés, confie que l'interruption des services bancaires pour ces derniers n'est pas nouvelle. "Ces dernières années, les immigrés ont été confrontés à ce problème à plusieurs reprises, même durant la pandémie de Covid-19", explique-t-il.

En 2016, le gouvernement avait annoncé la fermeture des comptes des réfugiés afghans, les services bancaires étant disponibles uniquement pour les immigrés munis d'un passeport. À l'époque, la mise en œuvre des lois contre le blanchiment d'argent était à l'origine du problème. Les réfugiés, dont la population est aujourd'hui d'environ 800 000 personnes, ne devaient pas bénéficier des services bancaires électroniques.

En octobre 2018, les mesures sur le blanchiment d'argent ont été modifiées et l'État a promis de rédiger un nouveau règlement pour l'attribution de cartes et la fourniture de services électroniques. La Banque centrale, ainsi que les ministères de l'Intérieur et du Renseignement, a été chargée de prendre des mesures exécutives dans les trois mois. Cela

n'a pas été fait. Néanmoins, selon Peyman Haghghat-Talab, des investisseurs afghans ont été exemptés [de ces restrictions] par certaines banques.

Fin 2019, la Banque centrale a publié une circulaire selon laquelle les Afghans disposant d'un statut de réfugié recevront une carte bancaire temporaire avec une limite de retrait quotidienne de 1,5 million de tomans [30 euros]. C'est cette carte qui est bloquée depuis maintenant plus de deux mois.

"Si une boulangerie demande une carte bancaire, je dois l'emprunter à mes amis et les payer."

Saïd, TRAVAILLEUR AFGHAN SANS PAPIERS

"La suspension de leur carte bancaire bouleverse le quotidien des immigrés, les plaçant dans des situations compliquées", indique Haghghat-Talab. La situation ne se limite pas aux immigrés afghans. "On parle beaucoup du problème des Afghans car ils sont plus nombreux", note-t-il.

Même la vie des Français habitant en Iran a été perturbée par la suspension de leurs cartes bancaires. La mesure touche aussi des étudiants étrangers à l'université de Téhéran, résidant dans un dortoir séparé des autres. Compte tenu de leur faible communication avec les Iraniens, ils ne peuvent pas emprunter de carte bancaire. Ils se plaignent de ne même pas pouvoir faire de courses.

Selon Haghghat-Talab, les immigrés afghans touchés par cette décision ne sont pas tous de nouveaux arrivants, certains sont issus de la deuxième et de la troisième génération. Certains ont actuellement des sociétés et même des entreprises en ligne dont les transactions se font uniquement par carte bancaire. Dans cette situation, toute leur activité est perturbée.

La mesure touche également les immigrés légaux, dont la population est estimée à 1,6 ou 1,7 million de personnes.

Entre 2 et 2,5 millions d'Afghans ont participé à un plan de recensement du ministère de l'Intérieur, commencé en juin. Ces derniers n'ont qu'une carte



↳ Dessin de Boligán paru dans *El Universal*, Mexico.

↳ Dessin de Côté paru dans Le Soleil, Québec.

TURQUIE

“Nous sommes un peuple en colère”

Pressions politiques, hyperinflation, explosion de la consommation de psychotropes, radicalisation... Ce journaliste turc raconte l'immense détresse d'une société prête à exploser.

de recensement, dont le seul avantage est d'empêcher l'expulsion. Elle ne garantit aucun autre service. Entre 300 000 et 500 000 Afghans n'ont pas de papiers en Iran.

Peyman Haghighat-Talab fait part d'un nouveau phénomène en Iran : le marché des cartes bancaires de location, très prospère ces derniers mois. Selon lui, certains Iraniens, en particulier dans les quartiers populaires du sud de Téhéran, louent leurs cartes aux Afghans contre une somme d'argent à payer mensuellement. Les transactions sont contrôlées par le titulaire du compte.

“Il y a un risque que le titulaire de la carte vole de grosses sommes d'argent, et le loueur ne peut rien faire”, dénonce Haghighat-Talab. Par la location des cartes, de nombreuses lois sur le blanchiment d'argent, qui explique en partie la suspension des services bancaires, sont contournées.

“En outre, l'État ignore la question de l'exclusion sociale des groupes marginalisés”, déplore Haghighat-Talab. Les personnes sans certificat de naissance, généralement issues de mariages avec des immigrés illégaux, ne sont pas prises en compte dans la plupart des politiques sociales. Elles ne reçoivent aucune aide de la part de l'État car elles ne sont pas reconnues par la loi.

Les pauvres sont livrés à eux-mêmes et, quand cela leur est possible, contraints d'utiliser les services de personnes généreuses ou d'associations caritatives. Une autre souffrance, en plus des problèmes économiques, qui affecte également l'estime de soi des individus marginalisés.

—Zahra Akrami
Publié le 22 août



—Frankfurter Allgemeine Zeitung
(extraits) Francfort

Nous sommes des Méditerranéens, soyez indulgents, c'est de là que vient notre agitation. Nous avons la joie facile, tout comme la peine et la colère. Mais ces dernières années nous sommes encore plus en colère, comme constamment prêts à croiser le fer.

Au travail, en famille, avec des amis, les sacs de course à la main ou au volant de la voiture, nous sommes sans cesse sur le point d'exploser. Ces dix dernières années ont rendu notre société plus tendue, plus malheureuse aussi et plus intolérante.

La polarisation politique nourrie et voulue par Erdoğan nous a dressés les uns contre les autres et le stress créé par la crise économique a achevé la sape de notre santé mentale.

D'après les chiffres officiels du ministère de la Santé, les psychotropes sont désormais la deuxième catégorie de médicaments les plus vendus dans le pays. En 2020, ce

sont 320 millions de boîtes de médicaments traitant “la dépression, la schizophrénie et l'instabilité mentale” qui ont été achetées, dans un pays qui compte 84 millions d'habitants...

D'après une recherche du cabinet d'études américain Gallup, 48% des adultes vivant en Turquie éprouvent de la colère au moins une fois par jour, ce qui fait de nous le pays le plus colérique d'Europe, et le deuxième au niveau mondial, derrière le Liban.

176% d'inflation. Concernant le stress et la tristesse, nous sommes troisièmes au palmarès mondial. Ce n'est donc pas un hasard si la vente de psychotropes a bondi de 70% en dix ans. Nous avons besoin de calmants, ou en tout cas de calme, mais les dernières évolutions risquent de nous pousser à nous rendre davantage à la pharmacie. L'inflation au mois de juillet a atteint 79,6% selon les chiffres officiels, dont nous avons du mal à croire l'exactitude lorsque nous faisons les courses. Les chercheurs indépendants chiffrent quant à eux l'inflation annuelle à 176%.

Si l'on en croit le quatrième gouverneur de la Banque centrale nommé par Erdoğan au cours de ces quatre dernières années, l'inflation devrait commencer à baisser en 2023, année qui coïncide avec l'élection présidentielle. Nous aimerions y croire, mais comment faire confiance à une institution qui, l'année dernière, prévoyait une inflation de 7,8% fin 2022, et a dû finalement réviser ses estimations à 80% (d'ici la fin de l'année)? Une simple tournée dans les allées des marchés et les rayons des grandes surfaces confirme cette impression. La hausse du prix de l'huile a dépassé celle de l'or, les couches pour bébé sont désormais équipées d'alarmes sonores antivol.

Fatwa économique. Le pouvoir politique, responsable de ce bilan honteux, a précipité le pays dans la misère, trouve régulièrement des boucs émissaires à qui faire endosser la responsabilité de la situation. Traditionnellement, il s'en prenait aux “puissances étrangères”, une façon de désigner sans les nommer les pays occidentaux qui voudraient “empêcher la Turquie de se développer”. Cette justification commençant à atteindre sa date de péremption, les pays étrangers ont été remplacés par les grandes enseignes de la distribution, qui se voient infliger des dizaines de millions d'euros d'amendes. Une solution qui ne fait aucunement baisser les prix, pas plus qu'elle ne satisfait l'opinion.

La dernière explication à la mode est la guerre entre l'Ukraine et la Russie : “Regardez, le monde entier connaît une vague d'inflation”, disent-ils. C'est exact, mais alors qu'elle est à 8,5% en Allemagne, ou encore à 21,5% en Ukraine et à 15,9% en Russie, pourquoi est-elle à 80% chez nous?

Les causes de cette dure réalité ne pouvant s'expliquer de manière rationnelle, le régime d'Erdoğan a aussi recours aux forces surnaturelles. La Diyanet, présidence des affaires religieuses relevant de l'État [qui salarie les imams du pays] a ainsi publié cette fatwa [avis religieux] : “C'est sans nul doute Dieu qui fixe les prix, donne l'abondance ou l'indigence.”

L'État nous dit donc que le responsable de la hausse du coût de la vie n'est pas à chercher sur terre.

En affirmant que “la pauvreté est une épreuve”, les conservateurs tentent de dissuader les électeurs de désertier l'AKP. Il faut dire que la Diyanet, contrairement à nous, pauvres créatures mortelles, ne connaît pas la crise...

Comme si la crise économique ne suffisait pas, les rangs des institutions étatiques sont remplis de cadres dont la principale qualification est d'être des fidèles du pouvoir.

Cette situation pousse de plus en plus de citoyens à partir à l'étranger. Ahmet Katiksiz, un fonctionnaire dont Erdoğan, lors d'un discours il y a plusieurs années, avait chanté les louanges, vient ainsi de partager sa décision de quitter le pays : “Plutôt que de me tuer à la tâche sous les ordres de chefs incompetents nommés par nos dirigeants, je refais désormais ma vie en Belgique, ma place est à vous!”

Nous ne vivons pas qu'une crise politique et économique, il s'agit aussi d'une période de bouleversements sociaux et démographiques. Les classes moyennes fuient les grandes villes. Istanbul se transforme en une métropole peuplée uniquement de riches et de pauvres qui les servent. Les jeunes qui ne peuvent plus payer leur loyer retournent vivre dans leur famille. Ceux qui ne peuvent plus se permettre de vivre dans les grandes villes partent s'installer dans les villes d'Anatolie. Et dire que certains fuient leur responsabilité en s'en remettant au ciel ! Comment ne pas devenir fou?

—Bülent Mumay
Publié le 10 août



L'auteur

BÜLENT MUMAY a été rédacteur en chef du quotidien libéral de gauche turc **Radikal** et a dirigé la rédaction en ligne de **Hürriyet**. Après la tentative de coup d'État de l'été 2016, il a été arrêté car soupçonné d'appartenir à l'organisation Gülen, avant d'être relâché cinq jours plus tard. Il est connu dans les pays germanophones pour ses *Lettres d'Istanbul*, qui paraissent dans la **Frankfurter Allgemeine Zeitung**. Ce texte est l'une d'entre elles.

SOURCE



SHARGH
Téhéran, Iran
Quotidien
sharghdaily.ir
Né en 2003, “Orient” a toujours occupé une place privilégiée dans la nouvelle presse réformatrice iranienne, réunissant les meilleures plumes de journaux aujourd'hui interdits. Après plusieurs fermetures par les autorités, ses propos sont devenus plus modérés.

trans-
versales.

économie

Sciences.....37
Signaux41

Seuls au bureau

Emploi. Avec la pandémie, les jeunes de moins de 25 ans sont entrés sur un marché du travail hors norme. Où le télétravail et les visioconférences étaient la règle.

—The Christian Science Monitor
(extraits) Boston

Après dix-huit mois de télétravail totalement insatisfaisant, Isabella a fini par décrocher un poste de chargée de production dans une agence de publicité à New York en présentiel, à la fin de l'année dernière. "J'étais tellement contente!" se souvient-elle. Elle enfle une tenue élégante mais décontractée, prend le métro de Brooklyn à Manhattan pour son tout premier trajet de sa jeune carrière et, arrivée au septième étage, ouvre la porte pour être accueillie par... le silence.

Pas de téléphones qui sonnent, pas de brouhaha de bureau. Une dizaine de personnes au plus occupent un open space qui pourrait en accueillir 80. "J'avais mis des chaussures à talons – quelle idée, il n'y avait personne!" À son passage, les rares présents lèvent le nez de l'écran. "Le sol est en béton, on n'entendait que moi." Le lendemain, Isabella a choisi de revenir en jean et tee-shirt, avec une vieille paire de Nike aux pieds.

Nombre de jeunes Américains entrent sur le marché du travail sans tambour ni trompette – plutôt dans un silence de cathédrale. Bien souvent, leurs employeurs les ont envoyés dans des bureaux vides ou presque, quand ils ne les ont pas invités à travailler depuis chez eux avec des collègues qu'ils n'ont jamais rencontrés en personne. Au lieu d'une personne de l'autre côté du bureau, ils ont Zoom.

Évidemment, tous les salariés n'ont pas un emploi de bureau. Pas plus les moins de 25 ans, connus sous le nom de génération Z (ou Gen Z). Selon une enquête internationale de PwC, 45 % des personnes interrogées [en 2022] occupent un poste exigeant une présence à plein temps sur le lieu de travail. Tous les autres sont entrés dans la "quatrième dimension" du monde du travail. Et ça n'a rien d'anodin pour la génération Z.

Presque aussi nombreuse que celle des milléniaux [qui l'a précédée], cette génération devrait représenter d'ici à 2030 un tiers des actifs. Or cette arrivée hors norme sur le marché du travail pourrait faire du tort à la carrière de ces jeunes gens – à moins qu'elle ne leur ouvre des horizons pour inventer une vie professionnelle plus heureuse et plus équilibrée.

"C'est ce qu'il y a de fascinant avec cette jeune génération : cette entrée dans le monde du travail qui ne

ressemble à aucune autre pourrait entraîner des changements d'attitude profonds face à la vie professionnelle, estime Charlie Warzel, coauteur d'*Out of Office. The Big Problem and Bigger Promise of Working From Home* ["Télétravail. Le grand défi du travail à domicile, et ses encore plus grandes promesses", 2021, non traduit]. Ils ont vu les milléniaux obtenir leurs diplômes avec une mentalité vraiment malsaine vis-à-vis du travail." Et cette génération n'a pas non plus envie de travailler comme l'ont fait leurs parents, ajoute-t-il.

ses jeunes collègues. Grâce à des stages effectués avant la pandémie dans des collectivités locales, il avait rencontré en personne certaines relations de travail qu'il croise aujourd'hui en visioconférence. Sans petite touche personnelle, les réunions tournent court. "Les gens font leur rapport et c'est tout. Il n'y a pas de complicité, pas de relation, constate-t-il. Et pour cause! Ce n'est pas qu'ils n'ont pas envie de nouer ces relations, c'est juste difficile quand on est toujours dans le virtuel."

Ce déficit relationnel pourrait bien nuire aux carrières de la Gen Z, et à deux égards. D'abord, sans échange en personne avec ses supérieurs, il est difficile de se démarquer. Ensuite, c'est encore plus difficile de compter sur ses collègues pour comprendre comment les choses se font dans l'entreprise ou découvrir des astuces pour accomplir son travail. Résultat : "Une période de stagnation, et très peu de partage d'expérience avec ceux qui connaissent le métier, résume Rebecca Croucher, directrice marketing Amérique du Nord pour le cabinet ManpowerGroup. Et a fortiori, pas d'accélération de carrière."

Voilà qui vient sans doute éclairer un paradoxe : cette Gen Z, la plus à l'aise avec les outils technologiques, est aussi celle qui apprécie le moins le télétravail. Ils sont seulement 23 % à en faire un critère important, selon un sondage mené en 2022 par la National Society of High School Scholars [association d'anciens élèves de l'enseignement supérieur]. De même, d'après une enquête de la plateforme de location d'appartements Apartment List, ils ne sont qu'un tiers à juger cette possibilité "extrêmement désirable", contre la moitié des milléniaux et 62 % des baby-boomers.

Il arrive aussi que la vie de bureau ne soit pas aussi belle que la génération Z l'imagine. Son diplôme universitaire en poche, en décembre 2020, Tova Lenchner a décroché un emploi en télétravail dans une start-up de Boston. Elle constate rapidement qu'elle peine à nouer des liens avec ses collègues. "L'entreprise n'était pas très douée pour l'accueil et l'intégration", confie-t-elle.

✓ Sur le panneau : Bureau.
Dessin de Martirena, Cuba.



"Le schéma du lundi au vendredi de 9 heures à 17 heures est désuet, renchérit Edgar Rosales, coordinateur de district au comté de Contra Costa, en Californie. Ça fonctionne, mais ce n'est pas optimal. J'ai besoin d'avoir mon espace où me mettre à l'abri du bruit ambiant, parfois excessif, et prendre un peu de temps pour moi", dit-il. Par exemple en profitant de la pause déjeuner pour courir ou pique-niquer.

Edgar Rosales se considère l'un des plus chanceux parmi

Trois mois plus tard, son employeur demande à ses salariés de revenir au bureau au moins quatre jours par semaine. La jeune femme en est d'abord ravie. Puis elle se sent de plus en plus frustrée, au bord du burn-out. "J'avais du mal à trouver un équilibre", dit-elle. Plus elle se rapproche de ses collègues, plus elle en vient à se dire, au vu de ce que racontent en particulier les plus âgés, qu'elle a tout le temps de penser à sa carrière. "J'ai envie de voir le monde, c'est un de mes grands objectifs." Alors dès que les restrictions liées au Covid-19 se sont allégées, elle a démissionné pour monter dans un avion. Depuis, elle voyage.

"La génération Z est plus réfléchie, bien plus que les boomeurs, note Andrea Vanecko, designeuse associée au cabinet d'architecture NBBJ. Quand ils n'y trouvent pas leur compte, ils partent." Ainsi NBBJ s'efforce de concevoir dans ses projets d'aménagement des espaces de bureaux suffisamment attrayants pour convaincre les employés de quitter leur domicile. "Si c'est moins bien qu'à la maison, ils ne viendront pas, sauf à y être contraints, bien sûr. Or les entreprises veulent éviter la contrainte, elles veulent se montrer souples."

Sans échange en personne avec ses supérieurs, il est difficile de se démarquer.

Chez Wayfair, un site de vente de mobilier en ligne, dans l'Oregon, trois bonbons attendent au fond d'un petit panier posé sur le bureau de Samira Lobby. Il était plein il n'y a pas si longtemps, nous dit-elle sur Zoom, mais des collègues sont passés se servir, et bavarder. Ici, à chaque bureau son bonbon. C'est un bon moyen pour que les gens discutent – un peu idiot, peut-être, mais efficace, assure Samira Lobby.

En 2020, après des études de journalisme durant lesquelles elle a travaillé, elle a décroché un poste en marketing pour une agence de gestion immobilière. Ça n'a pas duré. "Quand le Covid est arrivé, je me suis rendu compte que ce n'étaient pas du tout mes valeurs et que la culture d'entreprise ne me convenait pas." Alors, pour la première fois de son existence, elle a démissionné, par e-mail. Quelques

mois plus tard, elle commençait chez Wayfair, en télétravail. Cela aurait pu être une période de solitude, mais elle a trouvé que cette entreprise faisait beaucoup pour la convivialité et les échanges entre employés.

Deux ans et une promotion plus tard, elle dit s'épanouir ici, entre autres grâce à une culture d'entreprise en ligne très vivante. Samira Lobby participe activement à la plateforme de messagerie Slack du bureau, dans des chaînes allant d'un groupe de réseautage pour les personnes de couleur à un espace pour les fans de l'émission de télé-réalité *The Bachelor*. Par ailleurs, l'entreprise a mis en place Mentor Match, un programme favorisant les partages d'expérience entre jeunes salariés comme elle et employés plus expérimentés.

Pour la génération Z, la recette du bon équilibre entre vie privée et vie professionnelle passe par l'autonomie, la souplesse et le soutien. S'ils sont minoritaires à être attachés au télétravail, ils sont encore moins nombreux (17 %) à vouloir travailler en présentiel à 100 %, selon une récente enquête non publiée de Future Forum, un cabinet spécialisé dans l'avenir du travail.

Le burn-out a été la pire menace associée au travail à distance pour Ellyana Maynard, qui a débuté au service du personnel de l'éditeur de logiciels de bureau Formstack au plus fort de la pandémie. "On peut se sentir très isolé", confie-t-elle dans un entretien réalisé sur Zoom depuis le Vermont. Mais aujourd'hui, elle s'y est faite et ne se voit pas revenir travailler dans un bureau. Via diverses plateformes de communication électronique, son entreprise a su nourrir un sens du collectif, de la collaboration et de la camaraderie. Elle offre aussi à ses salariés une enveloppe "bien-être" de 100 dollars et la possibilité de ne travailler qu'une demi-journée le vendredi. Ces mesures ont amélioré sa qualité de vie. "Mon mari envisage à son tour de passer au télétravail", indique-t-elle.

À l'inverse, Allison Strang ne jure que par la vie de bureau. Elle a commencé sa vie professionnelle trois mois après le début de la pandémie, à Londres, dans une petite entreprise spécialisée dans le bien-être – mais manifestement peu attachée à celui de son employée. En plein Covid,

l'encadrement n'offrait aucune souplesse dans les conditions de travail – pis, Allison Strang n'avait aucun soutien de la part de ses collègues. "Je n'avais personne vers qui me tourner. Je devais tout le temps jouer aux devinettes."

Alors, début 2022, elle a démissionné pour rentrer aux États-Unis et a commencé à travailler à Boston pour une entreprise qui aide les sociétés de location de bureaux et les employeurs à améliorer l'expérience au bureau. Elle a régulièrement des échanges

La vie de bureau n'est pas toujours aussi belle que la génération Z l'imagine.

en tête-à-tête avec ses supérieurs hiérarchiques et raconte que "les entendre me demander 'Qu'est-ce que je peux faire pour toi?' est très étrange, et c'est génial".

"Je pourrais travailler à la maison tous les jours si je voulais, mais je préfère venir au bureau quatre jours par semaine", dit-elle. Les déjeuners et les pots entre collègues font partie de la culture de l'entreprise – récemment il y a eu une fête sur le thème des fier-ties LGBTQI. "On se marre bien. Alors je ne vois pas pourquoi je resterais toute seule à la maison. Les relations humaines ont pris plus d'importance avec tout ce qui s'est passé, et les gens font plus d'efforts pour aller vers les autres, assure-t-elle. Et c'est quand même plus facile en chair et en os."

— Laurent Belsie, Erika Page et Chris Ajuoga
Publié le 11 août

SOURCE



THE CHRISTIAN SCIENCE MONITOR

Boston, États-Unis
Hebdomadaire
csmonitor.com

Cet élégant tabloïd fondé en 1908 à Boston a cessé d'être imprimé quotidiennement en 2009, concentrant ses efforts sur son site Internet. Sa fondatrice, Mary Baker Eddy, ne voulait pas créer un journal religieux, seulement une publication financée par la First Church of Christ, Scientist.

SCIENCES

Covid : deux nouveaux vaccins autorisés

Santé. La Chine et l'Inde ont à leur tour approuvé des vaccins administrés par voie nasale. Mais leur efficacité n'est pas encore connue.

Deux vaccins contre le Covid-19 ont été approuvés par les autorités sanitaires en Chine et en Inde, assure **Nature**. Annoncé [le 4 septembre], le nouveau vaccin chinois se présente sous la forme d'un inhalateur, dont le contenu est absorbé par la bouche et le nez. Le second, annoncé [le 6 septembre] en Inde, est administré sous forme de gouttes dans le nez. "Le vaccin chinois correspond à une dose de rappel, tandis que l'indien a été autorisé comme inoculation primaire à deux doses.

La Chine et l'Inde ne sont cependant pas les premières : en octobre 2021, l'Iran avait approuvé en d'urgence un produit "sans seringue". Depuis, au moins 5 millions de doses ont été livrées au ministère de la Santé, selon Ali Es-haghi, chimiste à l'institut de recherche sur les vaccins et les sérums Razi, qui a développé le vaccin, cité dans un autre article de **Nature**. La Russie aurait également approuvé un vaccin similaire développé localement, mais elle n'a pas publié de données, et les fabricants n'ont pas répondu aux sollicitations de la revue.

En théorie, ce genre de vaccin doit activer les cellules immunitaires dans les fines membranes muqueuses qui tapissent les cavités du nez et de la bouche, voies d'entrée principales du virus. L'idée est de bloquer rapidement le Sars-CoV-2 dans son élan, avant qu'il ne se propage au reste du corps. Une centaine de "vaccins muqueux" contre le Covid-19 sont en cours de développement, dont vingt ont atteint le stade d'essai clinique chez l'humain, selon Airfinity, une société d'analyse de données de santé. Les méthodes incluent des sprays par voie nasale, des aérosols à inhaler, des gouttes et des pilules à avaler.

Les vaccins approuvés en Chine et en Inde ont été développés respectivement par les laboratoires CanSino Biologics (à Tianjin) et Bharat Biotech (à Hyderabad). Aucun des deux n'a publié les résultats complets de ses essais cliniques, mais tous deux les jugent "réussis".

À quel point ces vaccins sont-ils efficaces ? Difficile à dire pour le moment. "Utiliser un vaccin pour empêcher la transmission du virus ou éviter les cas de maladie même peu sévères – c'est-à-dire parvenir à une immunité stérilisante – [comme l'espèrent les laboratoires qui développent ce genre de vaccins] est un objectif très ambitieux", souligne la revue scientifique.

En Europe et aux États-Unis, où des vaccins par voie nasale ou orale sont également en cours de développement, les essais de grande ampleur tardent. "Il n'y a plus le même sentiment d'urgence qu'au début de la pandémie, explique Louise Blair chez Airfinity. Il y a déjà une multitude de vaccins. Pour l'heure, les pays semblent se contenter d'éviter les hospitalisations plutôt que les infections." En outre, relève **Nature**, "il devient plus difficile de constituer des groupes de contrôle avec placebo puisque le nombre de personnes n'ayant pas été contaminées par le virus ne cesse de diminuer. Ces études sont aussi plus compliquées à justifier sur le plan éthique maintenant qu'il existe des vaccins efficaces."

L'idée de vaccins par voie nasale ou orale n'est pas née avec le Covid-19. Il en existe au moins neuf déjà autorisés chez l'humain contre d'autres agents pathogènes, tels que le poliovirus, le virus de la grippe et les bacilles du choléra. —

✓ Sur la pancarte : Zaporijjia.

Dans le nuage : Tchernobyl.

Dessin d'Emanuele Del Rosso, Italie.

Radioactivité : “Il faut fournir des données en temps réel”

Nucléaire. Depuis l'accident de Fukushima, en 2011, un réseau de stations permet de détecter et de suivre d'éventuels nuages radioactifs. Une chercheuse détaille son fonctionnement et revient sur le cas très surveillé de Zaporijjia.



—Nature Londres

Une délégation de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) est arrivée [le 1^{er} septembre] pour inspecter la centrale nucléaire de Zaporijjia, dans le sud de l'Ukraine, où les combats et les bombardements augmentent le risque d'un accident nucléaire [lire ci-contre].

Cette centrale – la plus grande d'Europe – est occupée depuis le mois de mars par les troupes russes qui ont envahi l'Ukraine. La communauté internationale a émis de sérieux avertissements, rappelant que la dégradation de la centrale pourrait provoquer une fusion catastrophique des cœurs de réacteurs, à l'image de ce qui s'est produit à Fukushima, au Japon, en 2011.

Après l'accident, un réseau international de stations – constitué à l'origine pour faire appliquer

un traité interdisant les essais nucléaires – a commencé à surveiller les déplacements du nuage radioactif émis par la centrale endommagée. Ce réseau a été mis en place par l'Organisation du traité d'interdiction complète des essais nucléaires (Otice).

Si un accident se produit à Zaporijjia, Jolanta Kusmierczyk-Michulec pourrait être parmi les premières à

le savoir. Cette chercheuse, spécialiste de l'atmosphère, travaille pour le Centre international de données (CID) de l'Otice. Établie à Vienne, cette organisation est équipée pour réaliser des simulations de trajectoire d'un nuage radioactif, aussi bien par anticipation que rétrospectivement.

NATURE : Que fait le réseau de surveillance de l'Otice ?

JOLANTA KUSMIERCZYK-MICHULEC : Le Système de surveillance international est un réseau de stations

créées et gérées par l'Otice pour assurer la détection de toute explosion nucléaire. Pour cela, nous utilisons des installations spécialisées dans la surveillance de trois types d'ondes – sismiques, hydroacoustiques et infrasonores. Nous utilisons également des technologies de détection des radionucléides. C'est le seul moyen de confirmer qu'une explosion détectée par un autre système est effectivement de nature nucléaire.

En quoi consiste votre travail ?

Si une station détecte une forte concentration de radionucléides, nous faisons une simulation rétrospective [du déplacement des masses d'air] pour en déterminer la possible origine. Dans des cas particuliers, nous faisons aussi des simulations d'anticipation.

Nous utilisons un modèle de transport atmosphérique open source, associé aux données du Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme (ECMWF) ainsi

que des National Centers for Environmental Prediction (NCEP) aux États-Unis. Les chercheurs utilisent également ce type de modèle pour d'autres travaux, comme la surveillance des émissions volcaniques.

Comment l'Otice a-t-elle permis de suivre le nuage radioactif après l'accident nucléaire de Fukushima ?

La centrale de Fukushima Daiichi a relâché de la radioactivité dans l'atmosphère que le Système de surveillance international a pu observer dans l'hémisphère Nord pendant près de trois mois. On a notamment détecté des gaz nobles radioactifs, comme le xénon, et d'autres particules radioactives.

Pendant l'accident, nous avons réalisé des modélisations du déplacement des masses d'air dans l'atmosphère. J'ai rejoint l'Otice en 2012, soit après l'accident, mais j'ai quand même fait de nombreuses simulations en lien avec cet événement. C'est un cas que nous pouvons utiliser pour la recherche.

Comment serions-nous avertis d'une détection de substances radioactives en provenance de la centrale de Zaporijjia ? Votre réseau possède-t-il des stations à proximité ?

La proximité d'une station ne garantit en rien que la station pourra observer quoi que ce soit, car les masses d'air se déplacent selon des trajectoires assez complexes. L'Otice coopère avec l'AIEA dans le cadre du Comité interorganisations des situations d'urgence nucléaire et radiologique [IACRNE, créé en 1986 après l'accident dans la centrale de Tchernobyl et chargé de coordonner les initiatives internationales pour la préparation et l'intervention en cas de catastrophe radiologique].

Pour l'Otice, la priorité en cas de catastrophe nucléaire ou radiologique est de fournir des données en temps réel. Il est fort probable que c'est via l'IACRNE que la communauté internationale apprendrait la survenue d'un accident.

Existe-t-il des courants de circulation spécifiques dans le sud de l'Ukraine qui permettraient de déterminer la trajectoire du nuage ?

La réponse n'est pas si simple. Les masses d'air peuvent voyager sur de longues distances, pendant

longtemps. Au bout de quelques jours seulement, elles peuvent être très éloignées [de leur point d'origine], en fonction de la direction et de la force des vents. Les courants dominants ne constituent pas un indicateur suffisant, surtout dans cette région où les vents changent souvent de direction. Pour apporter une réponse fiable à cette question, il faudrait faire une simulation d'anticipation à partir de modélisations des transports atmosphériques et des relevés climatiques. Mais si l'on faisait la même simulation deux jours plus tard, il est probable que les masses d'air suivraient une trajectoire différente.

Avez-vous réalisé des tests de simulation pour déterminer la possible trajectoire d'un nuage radioactif émanant de la centrale de Zaporijjia ?

Le Centre international de données ne travaille pas spécifiquement sur ce type d'événement, mais j'ai fait quelques simulations avant notre entretien, et je sais que les vents dans la région sont très changeants. Le 29 août, un hypothétique nuage se serait d'abord dirigé vers le sud-est avant de tourner à l'est au bout de quelques jours. Cette simulation est toutefois basée sur des données prévisionnelles, ce qui veut dire qu'en cas d'accident réel il faudrait refaire la rétrotrajectoire sur la base de données analysées, une fois que celles-ci sont disponibles, pour un plus haut degré de fiabilité.

—Propos recueillis par Davide Castelvecchi

Publié le 2 septembre

Contexte

●●● La délégation de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) qui s'est rendue sur le site de Zaporijjia a rendu son rapport le 6 septembre. Il “confirme de manière indépendante, pour la première fois, la présence massive de l'armée russe”, souligne la *Süddeutsche Zeitung*. Les experts jugent la situation “intenable” et appellent à “l'établissement d'une zone de sécurité nucléaire et de protection” pour éviter tout accident. Le 11 septembre, l'Ukraine a annoncé la mise à l'arrêt du sixième et dernier réacteur de la centrale.

LE 16 SEPTEMBRE

À DÉCOUVRIR AVEC **M** LE MAGAZINE DU MONDE



LE GOÛT DE M

LA VIE D'ARTISTE À NEW YORK

VOYAGE — MODE — DESIGN — CUISINE —
L'essence d'un style — Les grands classiques — Sur le pouce

Le Goût du Monde, supplément à M Le magazine du Monde n° 574, supplément au Monde n° 4187/2000 © 2022 SAMEDI, 17 SEPTEMBRE 2022. Ne peut être vendu séparément. Disponible en France métropolitaine, en Belgique et au Luxembourg.



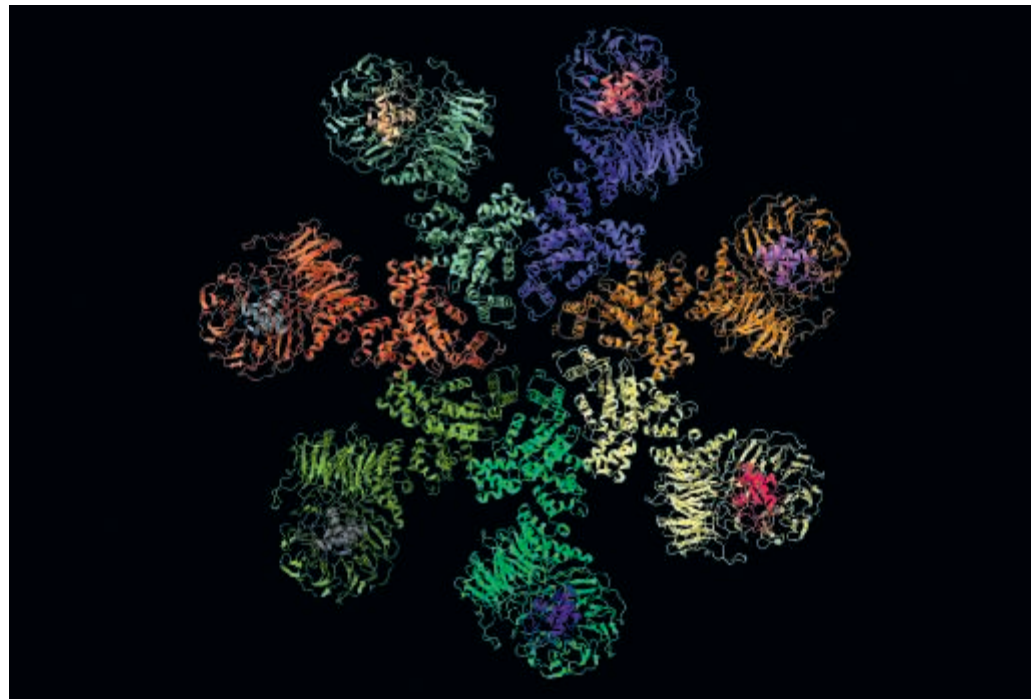
**UN NUMERO SPECIAL
LIFESTYLE
MODE, CUISINE,
DESIGN ET VOYAGE**

RETROUVEZ LE GOÛT DU MONDE SUR LEMONDE.FR
[@M_MAGAZINE](https://www.instagram.com/m_magazine)

**LE
GOÛT
DE M**

Toute la mesure des protéines

Biologie. L'outil d'intelligence artificielle de DeepMind a prédit la structure de presque toutes les protéines connues des scientifiques. Une avancée majeure.



—MIT Technology Review
Cambridge (États-Unis)

DeepMind a annoncé que son outil d'intelligence artificielle (IA), le programme AlphaFold, avait réussi à prédire la structure de presque toutes les protéines connues des scientifiques. Désormais, le laboratoire [britannique] d'IA, qui appartient à Alphabet [maison mère de Google], propose à tous l'accès gratuit à sa base de données de plus de 200 millions de protéines.

Lorsque DeepMind a présenté AlphaFold, en 2020, il a pris la communauté scientifique par surprise. Cela faisait des décennies que les chercheurs tentaient de comprendre comment étaient

structurées les protéines, essentielles à la vie. C'était considéré comme l'un des grands défis de la biologie : connaître la manière dont les protéines sont formées est crucial pour saisir leur fonctionnement.

Accélération. L'an dernier, l'entreprise a rendu public le code source d'AlphaFold et mis à disposition les structures de 1 million de protéines, dont presque toutes les protéines du corps humain, dans sa base de données de structures protéiques élaborée en collaboration avec le Laboratoire européen de biologie moléculaire (l'EMBL), un institut de recherche public international qui hébergeait déjà une importante base de données sur les protéines.

Cette dernière publication de données constitue un énorme coup de pouce. La mise à jour donne en effet la structure de "plantes, de bactéries, d'animaux et de beaucoup, beaucoup d'autres organismes, ce qui ouvre des horizons immenses pour AlphaFold, avec la possibilité d'agir sur les questions importantes que sont notamment la durabilité, l'alimentation en carburant, l'insécurité alimentaire et les maladies orphelines"; a récemment indiqué Demis Hassabis, le fondateur et PDG de DeepMind.

Cette base de données plus étoffée pourrait constituer une ressource importante pour les chercheurs en les aidant à mieux cerner les maladies. Elle devrait permettre aussi d'accélérer

l'innovation dans la mise au point de médicaments et la biologie.

Pour Jian Peng, chercheur en informatique à l'université de l'Illinois Urbana-Champaign [aux États-Unis], spécialisé dans la biologie computationnelle : "AlphaFold est probablement la contribution la plus importante faite par les acteurs de l'IA à la communauté scientifique."

Depuis sa sortie, en 2020, les chercheurs ont déjà utilisé AlphaFold pour comprendre les protéines qui nuisent à la bonne santé des abeilles domestiques et pour mettre au point un vaccin efficace contre le paludisme.

Requête. La base de données permet aux chercheurs de consulter des structures 3D de protéines "presque aussi facilement qu'en effectuant une recherche par mot-clé sur Google", selon Demis Hassabis.

La prédiction de la structure des protéines prend du temps; les chercheurs vont en gagner beaucoup grâce à cet outil qui met facilement à leur disposition 200 millions de structures de protéines, souligne Mohammed AlQuraishi, biologiste des systèmes à l'université Columbia [à New York], qui n'est pas associé aux recherches de DeepMind.

AlphaFold pourrait également aider les scientifiques à mieux comprendre comment les maladies apparaissent, grâce à une relecture des recherches antérieures, ajoute Jian Peng.

Toutefois, pour de nombreuses protéines, "ce qui nous intéresse, c'est de savoir comment leur structure est modifiée par les mutations et l'évolution naturelle de la fréquence allélique [la modification de la fréquence de différentes versions possibles d'un même gène], ce à quoi cette base de données n'apportera pas de réponses", estime Mohammed AlQuraishi, qui ajoute : "Mais il va de soi que ce champ d'étude se développant rapidement, je m'attends à voir bientôt apparaître des outils

Structure de la protéine

Apaf-1. Photo Unnaugan/Alamy/Photo12

permettant de modéliser avec précision des variants de protéines."

Selon Jian Peng, la qualité des prédictions d'AlphaFold pourrait également être moins précise concernant des protéines plus rares pour lesquelles il existe moins d'informations sur leur évolution.

Il s'agit en tout cas de la toute dernière innovation de DeepMind dans le domaine de la "biologie numérique", où "l'IA et les méthodes de calcul peuvent aider à appréhender et à modéliser d'importants processus biologiques", affirme Demis Hassabis, qui dirige également une jeune entreprise, Isomorphic Labs (aussi propriété d'Alphabet), cherchant à mettre à profit l'IA pour la découverte de médicaments.

Selon Pushmeet Kohli, le responsable de l'IA au service de la science chez DeepMind, la société a encore de nombreux défis à relever dans le domaine des sciences de la vie, en particulier pour connaître la façon dont les protéines se comportent et interagissent.

Demis Hassabis avoue rêver de voir l'IA non seulement permettre de comprendre la structure des protéines, mais aussi devenir une "composante importante du processus de découverte de nouveaux médicaments et traitements".

—Melissa Heikkilä

Publié le 28 juillet

SOURCE



MIT TECHNOLOGY REVIEW

Cambridge, États-Unis

Bimestriel

techreview.com

Fondée en 1899, la revue est installée sur le campus du célèbre Massachusetts Institute of Technology (MIT). C'est le magazine des scientifiques et des hommes d'affaires soucieux de s'informer des nouvelles tendances technologiques et des décisions politiques en la matière.



SIX PIEDS SUR TERRE

D'autres voix
pour un monde
durable

UN NOUVEAU PODCAST SIGNÉ



Courrier international

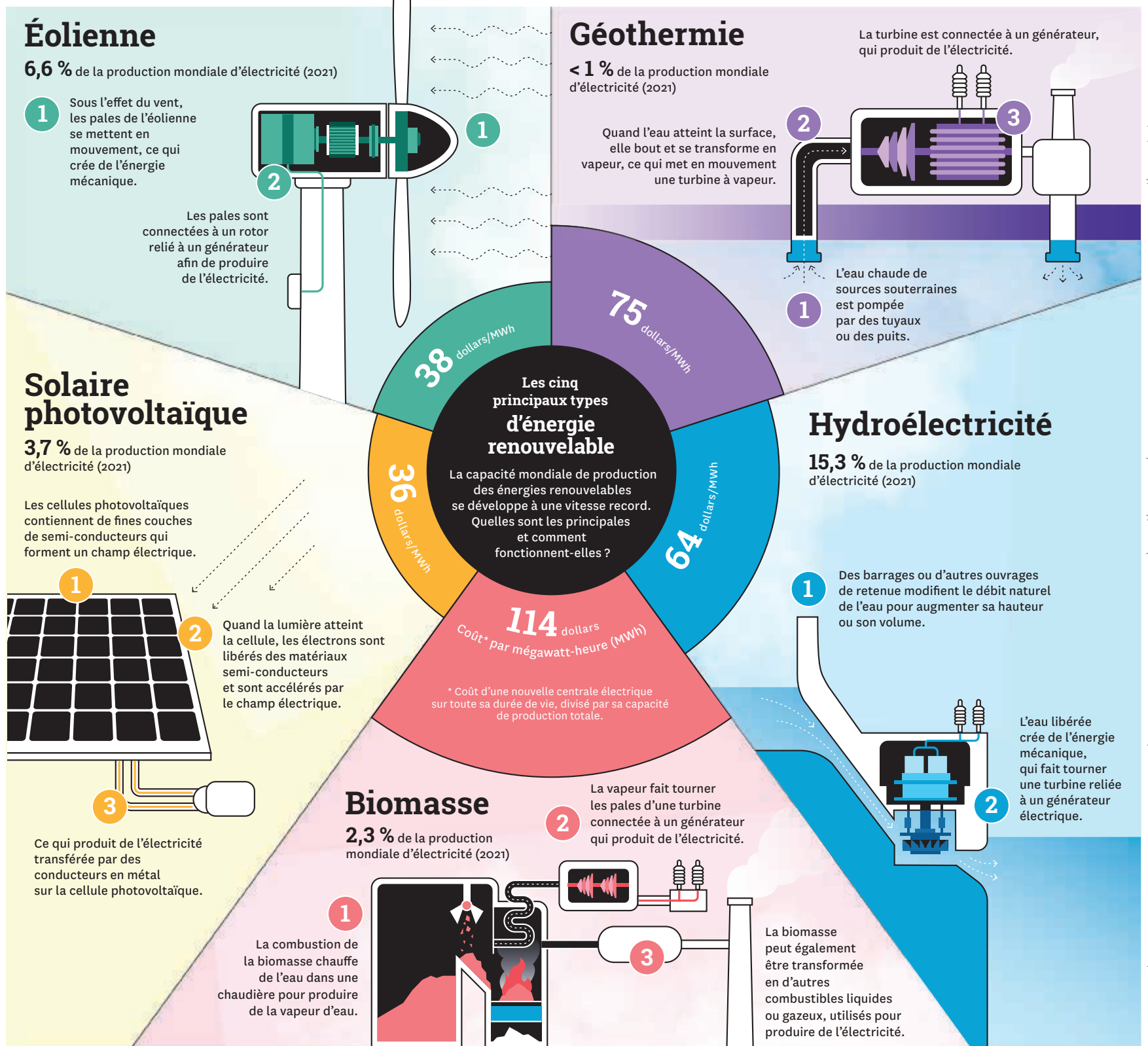
À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE



Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

Bienvenue dans l'ère des renouvelables

L'hydroélectricité, qui représente plus de 15 % de la production d'électricité mondiale, est la principale énergie renouvelable.



Éolienne

6,6 % de la production mondiale d'électricité (2021)

1 Sous l'effet du vent, les pales de l'éolienne se mettent en mouvement, ce qui crée de l'énergie mécanique.

2 Les pales sont connectées à un rotor relié à un générateur afin de produire de l'électricité.

Géothermie

< 1 % de la production mondiale d'électricité (2021)

1 Quand l'eau atteint la surface, elle bout et se transforme en vapeur, ce qui met en mouvement une turbine à vapeur.

2 La turbine est connectée à un générateur, qui produit de l'électricité.

3 L'eau chaude de sources souterraines est pompée par des tuyaux ou des puits.

Solaire photovoltaïque

3,7 % de la production mondiale d'électricité (2021)

1 Les cellules photovoltaïques contiennent de fines couches de semi-conducteurs qui forment un champ électrique.

2 Quand la lumière atteint la cellule, les électrons sont libérés des matériaux semi-conducteurs et sont accélérés par le champ électrique.

Hydroélectricité

15,3 % de la production mondiale d'électricité (2021)

1 Des barrages ou d'autres ouvrages de retenue modifient le débit naturel de l'eau pour augmenter sa hauteur ou son volume.

2 L'eau libérée crée de l'énergie mécanique, qui fait tourner une turbine reliée à un générateur électrique.

Biomasse

2,3 % de la production mondiale d'électricité (2021)

2 La vapeur fait tourner les pales d'une turbine connectée à un générateur qui produit de l'électricité.

1 La combustion de la biomasse chauffe de l'eau dans une chaudière pour produire de la vapeur d'eau.

3 La biomasse peut également être transformée en d'autres combustibles liquides ou gazeux, utilisés pour produire de l'électricité.

Source



VISUAL CAPITALIST. Ce site canadien créé en 2011 propose des infographies sur des sujets variés. Celle-ci, publiée le 9 juin, se concentre sur cinq technologies permettant de produire de l'électricité de manière plus durable que les combustibles fossiles,

générateurs de gaz à effet de serre. Ensemble, ces cinq types d'énergie dite renouvelable représentaient 28 % de l'électricité produite dans le monde en 2021, le solaire et l'éolien réunis franchissant le seuil des 10 % pour la première fois cette année-là.

360



MAGAZINE

Ils ne joueront plus ensemble • Sport	46
Jake et les yakuzas • Série	47
Le pub du bout du monde • Voyage	48
Lalla Fatma N'Soumer, résistante kabyle • Histoire	50

Ainsi créée

Miquel Barceló

En octobre, l'Espagnol exposera à Paris et à Pantin. Puis cet artiste de renommée mondiale retournera à Majorque, son île natale, où il vit et travaille une partie de l'année. Là-bas, dans son antre, tout n'est qu'énergie, chaos et métamorphoses. —El País Semanal Madrid

On est qui on est”, lance le fils de M^{me} Francisca [la peintre amatrice et brodeuse Francisca Artigues, avec qui il a parfois exposé]. Pas besoin d'être Socrate pour comprendre qu'une telle profession de foi continue, des années plus tard, d'influencer ses peintures et ses céramiques, certes, mais aussi ses charcuteries artisanales [confectionnées selon la tradition majorquine, après l'abattage annuel du cochon], sa façon de faire griller les sardines et ses promenades en barque, et ce même maintenant qu'il navigue dans les sphères les plus élitistes de l'art mondial.

Miquel Barceló (né à Felanitx [sur l'île de Majorque], 65 ans) continue d'être l'enfant qui plongeait dans la mer en quête de pieuvres majestueuses, l'adolescent qui lisait sur la vie des peintres dans la bibliothèque de la maison de sa mère et le jeune homme qui est parti

s'éclater à Barcelone. Il est toujours l'artiste qui s'est installé à Paris puis s'est fait connaître à São Paulo et à Cassel, la star internationale bénie du marchand suisse Bruno Bischofberger, dont la toile *Faena de Muleta* a été adjugée pour 4,4 millions d'euros lors d'une vente chez Christie's en 2011.

Pas besoin d'être Socrate pour comprendre l'identité majorquine pérenne et furieuse qui habite Barceló, un artiste qui se déplace constamment entre Tokyo et Paris, Londres et Madrid, le Kenya et l'Himalaya, mais qui finit toujours par revenir ici, sur son île.

Nous sommes venus à Majorque pour constater tout cela. À peine arrivés à la *teulera* (“tuilerie”) de Sa Rabassa, l'atelier de céramique de Miquel Barceló à Vilafranca de Bonany, dans le centre de l'île, on commence à comprendre comment les choses se passent ici. On sonne à plusieurs reprises, mais l'artiste n'est pas chez lui. Après avoir passé du temps dans le village, on l'appelle : “Ah, je pensais que vous arriveriez plus tard. je viens tout de suite !”

Disons qu'un après-midi de semaine dans la campagne majorquine n'est pas tout à fait comme un après-midi de semaine en ville. Et que le chaos convient au mode de vie de notre homme, même s'il s'agit d'un

chaos organisé. Miquel Barceló, distrait, était parti rendre visite à un cousin à moitié ermite qui vit loin du monde et avec qui il partage de temps en temps de nombreuses questions et de rares réponses. On peut supposer que l'exercice est beaucoup plus enrichissant que de répondre aux questions des amis journalistes. Mais il est en route pour nous rejoindre.

Sa Rabassa est un énorme entrepôt industriel que Barceló utilise depuis une dizaine d'années comme atelier de poterie. Tamar, la copine de l'artiste, une Australienne charmante qu'on croirait directement sortie d'un film de Rohmer, joue avec un border collie femelle magnifique et enjôleur, Uma, qui serpente habilement entre les vases, les tables et les sculptures géantes.

Il continue d'être l'enfant qui plongeait dans la mer en quête de pieuvres majestueuses.

“Regardez, ça, c'est pour un jardin à Chaumont-sur-Loire, en France. On va faire une sorte de chapelle, une grotte dans laquelle on pourra pénétrer et admirer des peintures.” L'artiste avance en direction de l'un des coins de l'entrepôt et, l'air fier, il entre dans une structure circulaire faite de briques géantes, blanchâtres et tordues, comme si un colosse avait voulu les déformer. “Ça ne te fait pas penser aux talayots ? demande-t-il, enthousiaste, faisant référence aux tumulus préhistoriques caractéristiques de Majorque. Mais c'est vrai qu'il y a aussi des éléments qui rappellent les cultures aztèque, maya et dogon.”

Barceló ne cache pas sa fierté quand il parle du concept derrière cette œuvre. C'est une œuvre évolutive, dont le présent est bien là, devant nous, mais dont l'avenir est presque impossible à deviner. “Certains jours, j'ajoute ou j'enlève des trucs, ou je change la forme de la structure, je modifie tout, raconte-t-il. La forme actuelle ne me plaît pas trop, je préférerais qu'elle soit beaucoup plus ouverte... Je suppose qu'un jour je l'installerai quelque part de façon définitive.”

Nul besoin d'éliminer ou d'exclure, car une fois de plus s'enclenche l'un des mécanismes favoris dans la démarche artistique typique de la maison. L'idée, c'est qu'une œuvre peut n'être rien de plus que le germe d'une autre œuvre. On a l'impression que les questions, les matériaux, les outils de travail, les idées et les façons dont elles se concrétisent s'entassent et se superposent dans la tête de Miquel Barceló. Après quarante ans d'une activité frénétique, ce dernier semble toujours animé du même élan créatif.

Grimaçant de fierté, il nous montre du doigt une sorte de bassin sombre et rectangulaire rempli de morceaux d'argile, une espèce de réservoir terreux → 44



→ Miquel Barceló dans son studio
majorquin de Farrutx, où ont
été prises toutes les photos
qui accompagnent cet article.
Photos Jean-Marie del Moral/El País



42 ← d'où l'artiste tire une matière informe qu'il transformera en poteries émaillées, peintes ou bosselées, ou tout à la fois, en vases avec des bouches de poisson d'où semblent s'échapper des cris, en coupoles aux couleurs criardes et en grottes ornées de stalactites et de stalagmites. Ce bassin, où il dépose les excédents de matériau qui pourraient un jour permettre de créer d'autres œuvres, représente en fin de compte les allers-retours exténuants entre les éléments mis au rebut et le matériau qui lui servira à façonner de nouvelles sculptures.

Miquel Barceló considère cette fosse obscure comme le point névralgique de l'atelier. *"J'y mets ce qui ne me plaît pas et, peu à peu, je vois comment ça finit par disparaître. C'est ici que tout aboutit, mais aussi, souvent, que tout commence, car il m'arrive de venir y chercher un point de départ. Parfois je vois des bouts d'argile et je me dis : 'Tiens ! Ce serait pas mal si je mettais cette pièce telle quelle dans le four !' Il n'est pas rare que je trouve un intérêt à des trucs qui me semblaient horribles il y a quelques années. Et en plus, regardez : les oiseaux viennent faire leurs besoins ici. Parfois, leur merde ajoute une patine particulière à la céramique cuite."*

La démarche rappelle celle par laquelle l'artiste a donné à dévorer ses œuvres en papier aux termites africains du Mali ou du Kenya. Et lui se réjouissait du résultat. En donnant un potentiel créatif aux mâchoires des termites et aux crottes d'oiseaux, Miquel Barceló pratique l'animalisme artistique à l'état pur.

Le sol de Sa Rabassa n'est pas à niveau. C'est l'un de ces planchers irréguliers sur lesquels une bille qu'on laisse tomber roule jusqu'à percuter un mur. Aussi incroyable que cela puisse paraître, c'est ce qu'il y a de mieux selon la philosophie de l'artiste. Miquel Barceló est convaincu que les espaces dont le plancher est en pente sont réactifs et dynamiques, tandis que ceux dont le plancher est à niveau sont statiques. *"On n'a pas la même attitude quand on est sur un plan incliné. Ça nous incite à être toujours en action."*

À cette heure du jour, tout est baigné d'une lumière tamisée dont la couleur oscille entre l'orangé et l'ocre : le plancher décline et poussiéreux, les murs de l'entrepôt industriel, le bassin d'argile et les centaines d'amphores, de poteries et de vases, achevés ou non, qui peuplent cet espace énorme. La lumière en question vient des rayons du soleil qui traversent l'énorme verrière latérale que Barceló a badigeonnée d'argile pour diminuer la luminosité ambiante.

Le point névralgique de son atelier est un bassin rempli de morceaux d'argile. Ici, tout commence et finit.

Il a employé la même technique quelques années plus tard, en 2016, lorsqu'il a réalisé *Le Grand Verre de terre*, une fresque de près de 200 mètres de longueur, sur la verrière de la Bibliothèque nationale de France, à Paris. L'œuvre, faite avec de l'argile et une brosse à poil dur, représentait un fond marin colossal peuplé de poissons, de pieuvres, de requins et de crustacés. C'est une arche de Noé éphémère qui a fini par être effacée, même si la pétition lancée pour réclamer sa conservation a réuni 20 000 signatures. La verrière de Vilafranca de Bonany avait servi d'essai pour celle de Paris.

Uma, joueuse, nous entraîne en se dandinant à travers un grand portail ouvert, vers un terrain couvert d'herbes hautes et un édifice de briques nues. C'est là

que se trouve la célèbre *Calavera con Ruedas*, une des premières sculptures de Miquel Barceló, faite à l'occasion de l'un de ses séjours au Mali. Grâce à une patine spéciale de chaux, le bronze a l'apparence de la pierre. C'est une technique que les Romains employaient déjà. Malgré son aspect préhistorique, la sculpture pourrait apparaître dans un film de science-fiction dans le style de *Mad Max*.

Dans le studio, l'artiste nous montre avec fierté sa dernière commande : l'affiche annonçant le retour dans l'arène du matador José Tomás [qui a eu lieu à Jaén, en Andalousie, le 12 juin]. *"J'aime les taureaux, et je n'ai pas à me justifier. Je suis animaliste, et j'ai des animaux chez moi. J'éleve des vaches, des bœufs, des veaux, des porcs, des brebis... Il m'arrive de manger des bêtes parce qu'il me semble que cela justifie le fait de les élever. Si je ne mangerais pas parfois les bêtes que j'éleve, je ne pourrais pas les garder. C'est une façon d'entretenir un cycle. C'est symbolique. Pour protéger les animaux, comme je l'ai fait toute ma vie, il faut être capable d'en tuer de temps en temps."* Sauf les pieuvres.

A une époque, Miquel Barceló plongeait au fond de la mer et chassait les pieuvres au harpon pour les manger ou les utiliser comme modèle pour ses peintures. Il suffit d'examiner une partie de son œuvre, et en particulier le paysage marin qu'il a créé dans la chapelle de Sant Pere, abritée dans la cathédrale de Palma, pour les voir, tentaculaires, omniprésentes. La pieuvre était son animal fétiche, et elle représentait aussi une sorte de connexion symbolique avec la mer majorquine. Mais cette époque est révolue. *"Je sors encore en mer dans ma barque. Je pêche des thons et des mérours, mais cela fait vingt ans que je ne tue plus d'animaux sous l'eau."*

Que les pieuvres y figurent ou non, l'œuvre de Miquel Barceló est une revendication pure de l'improvisation et de l'erreur. Assis dans le studio, il nous explique sa vision des choses : *"Ce sont généralement les matériaux qui m'amènent à l'œuvre, mais l'œuvre elle-même n'est jamais un projet froid, étudié ou purement intellectuel : elle est plutôt le produit d'une pulsion. Je ne sais pas... les choses apparaissent souvent sans qu'on les prévoie. On a une ombre, une algue, une couleur... et puis soudain, on a autre chose. Ce que je fais est presque toujours le produit d'un accident, d'une improvisation ou d'une erreur. Pour moi, l'erreur est ce qu'il y a de plus important. L'histoire de la peinture est une série d'erreurs. Il suffit de penser aux regrets que l'on a parfois. Ou encore à Velázquez ou Picasso. Le don, c'est l'erreur, pas ce que l'on a appris... C'est pour ça que, pour moi, c'était bien de ne pas passer trop de temps aux Beaux-Arts. Une fois que je sais faire quelque chose, je n'aime pas le faire une deuxième fois, car j'ai l'impression que ça enlève toute vie à l'œuvre."*

Cet après-midi, comme on l'a dit, Miquel Barceló était parti rendre visite à un cousin ermite qui vit dans un monastère abandonné dans la montagne. Il dit que c'est précisément ce dont il aurait besoin, lui qui vient tout juste de rentrer d'une épuisante tournée au Japon, puis à Séville et Gérone, avec les excès gastronomiques que cela suppose.

Son compatriote Ramon Llull [parfois appelé en français Raymond Lulle], qui, au XIII^e siècle, rêvait lui aussi de mysticisme et d'ascétisme, les a trouvés dans une grotte de la petite localité de Randa, dans les montagnes situées dans le sud de l'île. Ce poète mystique, philosophe et théologien majorquin, auteur d'œuvres comme *Le Livre de l'ami et de l'aimé* [traduit en français



aux éditions Bartillat] et *Árbol de la Ciencia* ["L'Arbre de la science", inédit], est un modèle immuable pour Barceló. Il a laissé derrière lui sa vie de troubadour et de pique-assiette à la cour des rois de Majorque pour se retirer dans une grotte. Par moments, l'artiste dit songer à faire de même. On suppose qu'il plaisante.

"Avant, je faisais ça au Mali, où j'ai séjourné à plusieurs reprises entre 1987 et 2014. J'allais passer trois mois là-bas. C'était une façon de me purifier le corps et l'esprit, de me débarrasser des conneries, des mauvaises choses. C'était parfait, parce que le pays dogon est ce qu'on peut trouver de plus extrême. Mais j'ai dû arrêter de y aller quand les islamistes ont commencé à liquider des gens." Et comme l'artiste ne pouvait se passer de son Afrique adorée, il a troqué le Mali pour le Kenya. C'est là, à Kiwayu, isolé dans une cabane au bord d'un lac, qu'il a réalisé les aquarelles qui ont récemment été exposées à la galerie Elvira González, à Madrid. *"C'était génial. Je peignais et j'allais nager tous les matins, même si j'avais un peu peur qu'un Zodiac avec des Somaliens à son bord apparaisse un jour, et qu'ils me séquestrent."*

Mais revenons à Majorque. Miquel Barceló nous assure que sa vie sur l'île est plutôt routinière. Il aime néanmoins pouvoir décider chaque jour de ce qu'il va faire. *"C'est moi qui détermine mon programme de la journée : c'est l'avantage d'être peintre. Je peux choisir de peindre ou de dessiner à mon studio de Farrutx [dans le nord de l'île], ou encore de venir ici, à l'atelier de céramique. Je peux passer toute la journée à lire ou à plonger, ou décider d'aller rendre visite à ma mère, qui fait toujours de la broderie, imaginez-vous donc..."*

En règle générale, toutefois, ses journées se ressemblent : le matin, Barceló prend la voiture et se rend à Vilafranca, où il travaille pendant plusieurs heures. Ensuite, l'après-midi, il peint, puis sort courir ou piquer une tête dans la mer. Après l'été, il devra abandonner de nouveau la quiétude majorquine pour retourner à Paris, où il participera simultanément à deux expositions. Tout d'abord, une exposition collective au Louvre intitulée "Les Choses" [du 12 octobre au 23 janvier]. Une histoire de la nature morte depuis la préhistoire, dans le cadre de laquelle il présentera une énorme nature morte, une composition de poissons, de fruits et de



“Ce que je fais est presque toujours le produit d’un accident, d’une improvisation ou d’une erreur.”

Miquel Barceló

têtes d’animaux dans des tons de bleu. Ensuite, une exposition individuelle à la galerie Thaddaeus Ropac, à Pantin [“Grisailles”, du 8 octobre au 7 janvier]. “Paris, c’est très bien, évidemment..., mais il m’est de plus en plus difficile de quitter Majorque”, murmure Barceló en nous servant des sardines accompagnées d’un vin rosé.

La route régionale qui mène de Vilafranca de Bonany à Farrutx serpente entre les troupeaux de brebis et les champs d’oliviers et d’amandiers. Puis, on a la mer et, en toile de fond, le massif de la Tramontane. C’est le paysage que l’artiste contemple pratiquement tous les jours.

On laisse derrière nous les villages médiévaux de Petra et de Santa Margalida et, à la fin d’un virage en épingle, à droite, se trouve l’entrée de Sa Devesa, la propriété de Miquel Barceló à Farrutx. Il s’agit d’un ancien pavillon de chasse qui, au XIII^e siècle, appartenait aux rois de Majorque. C’est aujourd’hui le quartier général de l’artiste sur l’île. Un domaine de rêve dont il a fait l’acquisition alors qu’il avait à peine 27 ans mais qu’il était déjà une star.

←← La mer est une importante source d’inspiration pour l’artiste.

← Miquel Barceló contemple l’œuvre qu’il exposera bientôt au Louvre, à partir d’octobre.

Depuis cette éminence naturelle, gigantesque, on a une vue imprenable, presque aérienne, sur la côte nord de l’île de Majorque. À Sa Devesa, les sculptures du maître de la maison cohabitent avec les chèvres, les vaches, les poules et les cochons. L’artiste, qui nous reçoit vêtu d’un bleu de travail taché de peinture, parle en majorquin avec les gardiens

des lieux. Il nous dit accorder autant d’importance à la cueillette des pois et au séchage des *sobrasadas* (il nous montre fièrement la pièce où sont vieilles ses charcuteries) qu’aux peintures et aux sculptures sur lesquelles il travaille.

Il nous entraîne vers l’atelier, installé dans une ancienne étable maintenant équipée de baies vitrées qui donnent sur les champs. L’endroit abrite une quantité impressionnante de rouleaux et de pots contenant des pigments, de la peinture, du dissolvant ou de l’eau de Javel. Il y a aussi des chevalets, d’énormes toiles appuyées contre les murs, des squelettes, des têtes de poisson... C’est ici ou dans son atelier du Marais, à Paris, que l’artiste, infatigable, œuvre à la transmutation et à la métamorphose de la matière et des thèmes, car c’est précisément ce en quoi consiste l’art de Barceló.

Les discussions se déroulent sous un totem de pierre en forme de tour médiévale circulaire. Derrière surgit la masse imposante de la montagne de Farrutx. Sur une chaise est posé l’habit de lumière vert et or que portait son ami [le matador sévillan] Curro Romero lorsqu’il lui a dédié un taureau à Nîmes. “On a fait la bringue dans cette tour pendant des années. Vous savez, à l’époque où il y avait des fêtes tous les soirs et que circulaient toutes sortes de choses... Curro Romero, [les chanteurs] Camarón et Rancapino, et tous les chanteurs et musiciens flamencos sont passés ici...”

À Farrutx, Miquel Barceló visite régulièrement une grotte sombre et profonde qui se trouve près de chez lui. Il se fraie un chemin dans les ronces et gravit le sentier jonché de crottes de chèvre qui mène à la cavité naturelle dont le nom, En Xoroi, veut dire “le Murmure”. Nous l’avons accompagné là-bas aujourd’hui.

Le silence et ses bastions ont fait l’objet de moult discussions, mais, ici, il a une qualité différente. Nous sommes assis sur la pierre, l’élastique de la lampe frontale bien ajusté sur la tête. Il n’y a pas un seul bruit. Le silence a quelque chose de cosmique. De temps en temps, on entend l’écho d’une goutte qui tombe sur la pierre et on imagine le processus ininterrompu par lequel se forment les stalactites et les stalagmites.

C’est un lieu hautement symbolique pour l’artiste-spéléologue. Miquel Barceló a toujours revendiqué comme l’une de ses principales sources d’inspiration les grottes préhistoriques et les peintures rupestres qu’y ont réalisées ses homologues il y a trente ou quarante millénaires. Ce n’est pas pour rien qu’il visite régulièrement la grotte Chauvet, véritable temple artistique du paléolithique supérieur, découverte en Ardèche en 1994. Le livre d’artiste intitulé *Barceló. Chauvet. Cuaderno de Felinos* [“Cahier de félins”, non traduit] témoigne d’ailleurs de la fascination qu’exercent sur lui les peintures qu’on y retrouve.

Mais, plus important encore, En Xoroi, cette grotte en forme de chapelle, a été le laboratoire d’où a émergé l’une de ses œuvres majeures. C’est l’inspiration derrière la représentation qu’il a faite du miracle de la multiplication des pains et des poissons raconté dans les Évangiles. L’œuvre en question, faite de murs craquelés et de peintures monumentales, a été réalisée entre 2001 et 2006 dans la chapelle du Saint-Sacrement [la chapelle de Sant Pere dont il a été question précédemment, son ancien nom] de la cathédrale de Palma. “*Tout est venu d’ici*”, murmure-t-il, le regard perdu dans le vague, les yeux levés vers la voûte de pierre, à laquelle il attribue des propriétés curatives : “*Je viens souvent passer une demi-heure ici à écouter le silence. C’est une forme de méditation dont on sort revigoré.*”

Neuf siècles plus tard, Ramon Llull revit dans la peau de Miquel Barceló. La faute à Majorque.

— Borja Hermoso

Publié le 24 juillet

SOURCE



EL PAÍS SEMANAL

Madrid, Espagne

Hebdomadaire

elpais.com/eps/

Inclus dans la livraison dominicale d’*El País* depuis la création du quotidien en 1976, le magazine est réputé pour ses signatures et la diversité de ses reportages au long cours. Ce supplément hebdomadaire au style épuré s’intéresse aussi à une diversité de sujets publie des interviews intimistes, le tout illustré avec soin.

↓ Entraînement de base-ball dans un collège de Tokyo, en avril 2021.
Photo Noriko Hayashi/The New York Times



—Mainichi Shimbun Tokyo

Une fin d'après-midi en banlieue, à l'heure où chacun s'apprête à rentrer chez soi. Sur le terrain de sport de l'école locale, magnifiquement équipé d'un filet de 10 mètres de haut et d'un enclos de relèvements, seuls deux élèves s'entraînent. Ils jouent silencieusement de la batte dans un coin du terrain, accompagnés du professeur qui les entraîne, un gant à la main.

Au collège public Yakata, dans l'arrondissement d'Izumi, à Sendai [à 300 kilomètres au nord-est de Tokyo], depuis le tournoi de juin 2021, synonyme d'adieu aux huit élèves de troisième et dernière année, seuls deux élèves de première et deuxième années participent en semaine aux entraînements du club de base-ball. Puisqu'ils ne peuvent pas organiser de matchs, ils se concentrent sur les bases, à savoir l'entraînement physique et le lancer.

Redimensionnement. Jusqu'à mars dernier [qui marque la fin de l'année scolaire au Japon], ils participaient aux compétitions officielles en formant une équipe commune avec les huit membres d'un autre collège de l'arrondissement. Mais, cette année, si l'école partenaire arrive à réunir neuf élèves, nouveaux arrivants y

Ils ne joueront plus ensemble

Dans les collèges japonais, il devient de plus en plus difficile de former des équipes de base-ball ou de softball. En cause : la forte baisse de la natalité dans l'archipel.

compris, le collège Yakata devra chercher ailleurs pour former une équipe.

“C'est triste, mais nous tenons à continuer le base-ball, nous aimons ça, témoigne Yuri Tanaka* (13 ans), en deuxième année. Nous n'arrêtons pas de réfléchir aux moyens de faire venir des première année.” “Dans l'impossibilité d'organiser des matchs, les entraînements manquent de sel, admet leur professeur, Shikô Chiba (31 ans). Le base-ball a moins la cote et il y a moins

d'enfants [qui veulent pratiquer ce sport], cela devient difficile de former une équipe.”

Le collège Yakata, situé à une dizaine de kilomètres au nord-ouest du centre de Sendai, a ouvert en 1996, à l'époque où cette banlieue nouvelle voyait sa population augmenter, tout comme le nombre d'élèves : ils étaient 450 en 2000. Mais, depuis, leur nombre n'a cessé de baisser, et aujourd'hui l'établissement compte moitié moins d'élèves, autour de 210 (mars 2022).

Le nombre de professeurs diminue aussi. Un redimensionnement des activités des clubs pour coller à la taille actuelle du collège a été annoncé aux parents des nouveaux élèves.

On dénombre sept clubs au collège Yakata. Mais ceux qui, l'année prochaine, compteront trop peu de membres pour former une équipe et participer à des tournois devront cesser leur activité après les adieux aux troisième année. Le club de base-ball est le premier concerné. Des voix s'élèvent dans le voisinage pour demander son maintien, afin que “la flamme du base-ball ne s'éteigne pas”.

“Dans l'impossibilité d'organiser des matchs, les entraînements manquent de sel.”

Shikô Chiba,
PROF DE BASEBALL

La disparition des clubs scolaires faute de membres engendre une crise qui ne concerne pas seulement les zones rurales dépeuplées, elle s'étend également aux zones urbaines.

De son côté, le club de softball masculin du collège n° 6 de Koriyama, dans la préfecture de Fukushima, a été dissous juste après sa dernière participation au championnat national intercollèges, l'été dernier. Il n'y avait plus que deux clubs de softball dans la préfecture ; la disparition de l'autre club, celui du collège n° 7 de Koriyama, avait été actée un mois plus tôt.

Au collège n° 6, le départ des quatre élèves de troisième année, à l'été 2021, n'a pas laissé de quoi former une équipe – seulement six membres. Pour l'établissement, “avec une seule équipe dans toute la préfecture, les possibilités étaient limitées”. Les membres, qui ont appris soudain la dissolution de la bouche de leur professeur, ont fondu en larmes. Ils ont eu beau lutter, trouvant la décision incompréhensible, aucun retour en arrière n'a été possible.

Le nombre d'élèves est passé de plus d'un millier il y a trente ans à moins de 600 aujourd'hui, et celui des enseignants aussi a baissé. L'année dernière, les 34 professeurs ont dirigé 20 clubs. L'établissement aurait voulu affecter plusieurs enseignants à chaque club, afin d'alléger leur charge de travail, mais cela n'a pas été possible. Le principal, Toshiyuki Haga (59 ans), explique que “compte tenu des limites matérielles il n'y avait d'autre solution que de supprimer un club”.

Les collégiens ont trouvé le salut grâce à l'association sportive locale. Atsushi Murakami (57 ans), qui a entraîné nombre de ces jeunes lorsqu'ils étaient encore écoliers, leur a offert, avec ses collègues,

un environnement où continuer leur pratique sportive. Avec la participation d'élèves d'autres établissements, ils ont pris un nouveau départ au mois d'avril [dernier] au sein d'un nouveau club baptisé Fukushima Ultimate. Hiiro Takazaki (13 ans), en deuxième année de collège, a les yeux qui brillent quand il confie que "tout ce qu'[il] souhaite, c'est jouer au softball".

Mais, à la différence des clubs scolaires, trouver un lieu où s'entraîner n'a rien de simple. La location de salles et les frais liés aux déplacements pour les matchs ne sont pas négligeables. M. Murakami fait de son mieux pour s'adapter à la situation : "C'est aux adultes de fournir le bon environnement. Nous ne pouvions pas laisser les enfants en rade. Mais, comme cela n'a jamais été fait, nous ne savons pas trop comment nous y prendre."

Statistique frappante : en 2048, dans les collèges du pays entier, les clubs de softball masculins devraient compter en moyenne 3,5 membres, contre 4,3 pour les clubs féminins. Même dans cette discipline reine, les clubs scolaires n'arriveront plus à réunir neuf personnes, le minimum pour former une équipe. Cette statistique, qui signe l'arrêt de mort des clubs, a fait pâlir les responsables de l'Agence du sport.

Équipes conjointes. La situation est déjà tendue. D'après la Fédération sportive des collèges japonais, entre 2001 et 2021, le nombre de pratiquants a diminué d'environ 780 000, soit une baisse de 30 % en vingt ans, pour s'établir à 1,84 million. Parmi les six disciplines comptant le plus grand nombre d'adhérents masculins et féminins, cinq sont des sports collectifs de ballon, comme le basket-ball, la sixième étant le soft tennis féminin.

Faute du nombre nécessaire de membres pour constituer une équipe et participer aux tournois, la formation d'équipes conjointes est de plus en plus fréquente. Pour l'année scolaire 2021, on en comptait plus de 1 700 dans les 47 préfectures du pays, soit six fois plus qu'il y a vingt ans. "Même dans les grandes villes, les équipes conjointes ne sont plus rares, relève Takeshi Shinguryô, directeur de la fédération [rassemblant les principales disciplines sportives]. En province, la seule solution est de former des équipes intermunicipales, ce qui complique les déplacements pour les entraînements."

On note également une tendance intéressante : en vingt ans, tandis que le

nombre de collégiens s'inscrivant à un club scolaire diminuait de 30 %, le nombre de clubs, lui, n'a baissé que de 10 %. Chaque collège a fait en sorte de ne pas supprimer les activités des clubs, stimulantes pour les enfants. Il sera néanmoins difficile, dans un avenir proche, d'échapper à leur disparition progressive, y compris pour cause de difficulté à maintenir des équipes conjointes.

Déplacer le centre de gravité des clubs des établissements scolaires aux municipalités ne résout ni les problèmes de natalité ni ceux de dépopulation. Le responsable d'un club sportif local de Kyûshû rappelle que, "à la campagne, les sports d'équipe reposent entièrement sur l'accompagnement assuré par les parents. Au bout du compte, le choix se trouvera restreint à celui d'une discipline individuelle".

Alors pourquoi, malgré tout, les municipalités prennent-elles en charge l'organisation des activités de club? Hidenori Tomozoe (65 ans), président de la Fédération japonaise d'étude de l'éducation physique à l'école, également président de la commission ad hoc à l'Agence du sport, souligne "l'importance d'avoir une vision globale de l'avenir du sport japonais dans son ensemble, et pas seulement dans les clubs scolaires. Le sport peut apporter du dynamisme à des régions épuisées par la baisse de la population. Jusqu'à présent, il était difficile pour la population de s'impliquer, car les activités se déroulaient dans les collèges, mais aujourd'hui on peut tisser librement des liens entre la communauté et le sport. C'est une dernière chance, tant pour les localités que pour les clubs."

—**Tadashi Murakami et Yuta Kobayashi**
Publié le 14 avril

* Les prénom et nom de cet élève ont été changés dans la version française, à la demande du *Mainichi Shimbun*.

SOURCE



MAINICHI SHIMBUN

Tokyo, Japon
Quotidien, 1 950 000 ex.
(matin) et 622 000 ex. (soir)
mainichi.jp
Fondé en 1872, le "Journal de tous les jours" est le plus ancien quotidien japonais. De ligne éditoriale centriste, il a bénéficié, au début du xx^e siècle, de la collaboration de prestigieux écrivains, tels qu'Ogai Mori ou Ryunosuke Akutagawa. Mais depuis plusieurs années, il connaît une crise financière dont il a du mal à sortir.

Les projections sur 2048 pour le softball sont catastrophiques. Elles signent l'arrêt de mort des clubs scolaires.

plein écran.



Jake et les yakuzas

La série Tokyo Vice débarque sur Canal+ ce 15 septembre. Elle s'inspire des aventures au Japon du journaliste américain Jake Adelstein, un personnage intrigant.

Cette série est "inspirée d'une histoire vraie", assure la bande-annonce. *Tokyo Vice*, diffusée au printemps dernier sur HBO Max, aux États-Unis, explore le parcours nippon de Jake Adelstein. En 1993, quand il avait 24 ans, ce natif du Missouri a été "le premier journaliste non japonais à intégrer la rédaction du principal journal de l'archipel", rappelle de **Los Angeles Times**. Une prouesse, quand on mesure le niveau de connaissance de la langue et de la société japonaises que cela suppose.

Plus surprenant encore : durant ses douze années au service police-justice du *Yomiuri Shimbun*, Jake Adelstein a exploré le monde des mafieux japonais, les yakuzas. Et découvert que Tadamasu Goto, alors chef d'un redoutable clan de yakuzas, avait vendu ses affidés au FBI en échange d'une greffe de foie aux États-Unis. Un scoop qui a valu au reporter des menaces de la pègre et qu'il n'a publié qu'en 2009, après avoir quitté le *Yomiuri Shimbun*, dans l'ouvrage *Tokyo Vice* (disponible en français aux éditions Points).

Forcément, l'adaptation à l'écran de ce travail d'investigation suscitait de vives curiosités. D'autant que *Tokyo Vice* a été coproduit par Michael Mann,

qui en a réalisé le premier épisode. Le cinéaste américain, connu pour ses polars urbains aux splendides atmosphères nocturnes (*Le Solitaire*, *Collateral*, *Miami Vice...*), donne à la série son rythme et son style. Il utilise "la profondeur de champ, des diagonales très visuelles et des gros plans intenses, souvent cadrés à hauteur du visage de son sujet ou par-dessus son épaule droite", relève le site **The Daily Beast**, conquis.

Le résultat reflète-t-il la réalité? Difficile de trancher, selon **The Hollywood Reporter**, qui assure que le rapport de Jake Adelstein à la vérité est aussi trouble que le monde des yakuzas sur lequel il enquêtait. "Parmi ceux qui l'ont connu et qui ont travaillé avec lui, certains avancent que ses aventures les plus rocambolesques relèvent certes parfois d'une réalité haute en couleur, mais aussi de l'exagération, quand il ne s'agit pas tout simplement de la fiction."

The New York Times souligne pour sa part que *Tokyo Vice* est "très librement" adapté des Mémoires de Jake Adelstein. Et que la série n'est pas exempte de clichés empruntés aux films de gangsters. Surtout, elle "use et abuse des fantasmes occidentaux sur le Japon branché et sur Tokyo, censé être la capitale incontestée, et très esthétique, de la perdition. Des bars à hôtesses et à hôtes aux love hotels, en passant par des ruelles pittoresques à deux pas d'un océan de néons aux couleurs flashy : c'est toujours la même chose."

Avec Michael Mann en chef d'orchestre, cela suffit toutefois à composer une série plaisante à regarder, juge la presse américaine.

—**Courrier international**

↓ **Ansel Elgort (Jake Adelstein) et Hideaki Itô (le policier Jin Miyamoto), dans la série Tokyo Vice.**
Photo Eros Hoagland/HBO Max/Canal+



☞ Le village écossais d’Inverie, niché dans un paysage aussi intimidant que galvanisant.

Photo Andy Buchanan/AFP



Rendez-vous au pub du bout du monde

L’Old Forge d’Inverie, en Écosse, n’est accessible que par mer ou à pied, au bout de deux jours de marche. Un journaliste britannique raconte son périple.

—The Guardian Londres

Pour boire une pinte à l’Old Forge, il faut vraiment le vouloir. “C’est une randonnée de deux jours depuis le dernier aérodrome”, me prévient Finlay Greig, garde forestier du Knoydart, au téléphone. Il y a de quoi désespérer. Et pas seulement à cause de la soif.

Par-delà ces hautes montagnes, ces vallées profondes et ces cascades bouillonnantes, un village survit, et il vient même de racheter son unique pub, envers et contre tous, une fois de plus. Ce n’est que la dernière escarmouche en date d’une lutte sans merci qui dure depuis des siècles pour éviter que ce hameau qui, littéralement, subsiste entre le ciel et l’enfer, ne soit contraint de mettre la clé sous la porte.

Même pour trouver le début de la randonnée, à Kinloch Hourn, il faut accomplir [depuis Invergarry] un effort herculéen et remonter la voie sans issue la plus longue du Royaume-Uni, près de 35 kilomètres à partir de ce qui est déjà le milieu de nulle part. Les toponymes locaux sont intimidants : le Knoydart est une péninsule de quelque 22 000 hectares coincée entre les lacs de Nevis (“le ciel”), selon certaines traductions du gaélique) et de Hourn (“l’enfer”).

Un ami me dépose et, alors que le moteur s’arrête, les hauteurs se dressent, tout aussi

menaçantes que les eaux si proches, d’un bleu acier, et que de lugubres nuages traversent le ciel. Sans autre échappatoire que la piste sinueuse, j’éprouve ce sentiment d’effroi que je ressens toujours dans les Highlands. Je suis certes stupéfait par le panorama, mais la perspective de la nature sauvage dans laquelle je vais m’enfoncer me noue l’estomac, et je peine en outre à croire que l’homme ait pu s’obstiner à vivre ici pendant des milliers d’années.

Si vous avez un faible pour les paysages d’une beauté à couper le souffle et qu’ils vous galvanisent, alors cette péninsule, à l’ombre d’un trio de munros [selon le nom donné en Écosse aux sommets de plus de 914 mètres], est faite pour vous. Je m’engage sur l’ancien chemin des vachers, qui longe le loch Hourn – dont on peut affirmer qu’il est le plus beau du pays, et assurément le plus étroit. Je m’oriente vers l’ouest, parmi des coteaux ponctués de bosquets, vestiges de l’antique forêt calédonienne et d’une forêt pluviale tempérée tout aussi rare. Je suis seul, si l’on fait abstraction d’une loutre qui plonge à mon approche et du cerf que je surprends.

Je me dis que je pourrais marcher comme ça dans ce paysage toute la journée quand, soudain, mes genoux, harassés par la déclivité, ploient, et les forces me manquent. Fort heureusement, au bout de cinq heures,

je trouve de quoi dormir à Barrisdale Bothy, où il est aussi possible de camper.

C’est encore plus dur pour moi le lendemain matin, mais la douleur dans mes genoux n’est plus qu’un détail alors que je me détourne de la surface scintillante du loch pour avancer dans les hauteurs voilées de brume. Je lutte contre le col de Mam Barrisdale, une véritable soufflerie de 450 mètres hantée par un couple d’aigles royaux, puis j’entame la descente.

À la fin de l’après-midi, je me trouve sur la dernière partie du parcours, dans un terrain plus marécageux, à serpenter sur la rive droite de la rivière Inverie en direction de la principale bourgade du Knoydart, également baptisée Inverie. La présence humaine a imprimé sa marque douloureuse à ce monde. Le paysage recèle des preuves montrant à quel point le nord-ouest de l’Écosse est effectivement une terre sauvage, mais faite de la main de l’homme.

À son apogée, plus de 2000 personnes y vivaient. Puis vint la terrible bataille de Culloden, en 1746 – où furent écrasés les jacobites qui, soutenus par les Highlanders, tentaient de renverser la monarchie des Hanovre [au pouvoir à Londres]. Cette défaite a entraîné la destruction du système des clans. Le *dùthchas*, le droit inaliénable des clans sur les terres, a disparu. Et avec lui la population locale, qui n’a laissé derrière elle que des ruines spectrales. De nos jours, le Knoydart est peut-être en pleine renaissance, mais on n’y recense que 120 âmes environ.

La faune et le paysage ont beau être fascinants, c’est tout juste si on ne finit pas par les oublier. Ces montagnes abritaient l’unique mine de mica de Grande-Bretagne, qui servait à fabriquer les pare-brise des Spitfire pendant la Seconde Guerre mondiale.

Me frayant un chemin parmi un troupeau de vaches des Highlands, j’entre dans le village, où je suis accueilli par un symbole de révolte : un humble mémorial dédié aux

“sept hommes de Knoydart” qui, en 1948, ont lancé un raid audacieux pour revendiquer des terres appartenant à lord Brocket, propriétaire à la réputation douteuse [pour ses sympathies envers les nazis]. Si la justice ne leur a pas donné raison, Brocket est mort quelques années plus tard.

Isla et Rhona Miller, deux sœurs dont les visages rayonnants illuminent le Knoydart Pottery and Tearoom, une des entreprises locales [mi-salon de thé, mi-poterie] qui prospèrent depuis le rachat des terres de la commune en 1999, entretiennent cette tradition. “Le rachat par la commune a été synonyme d’espoir, il nous a permis de reprendre

Je peine à croire que l’homme ait pu s’obstiner à vivre ici pendant des milliers d’années.

en main nos existences, de travailler ensemble afin d’améliorer les choses par nous-mêmes plutôt que d’être gérés par un propriétaire foncier qui vit souvent loin, dit Isla. Cette année, le nombre d’écoliers a doublé, et nous voyons revenir des gens qui étaient partis.”

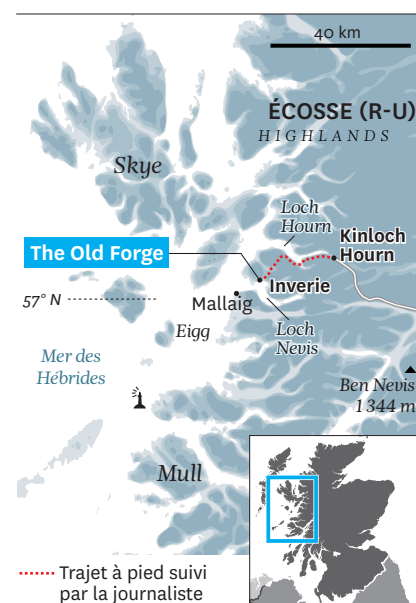
Je croise d’autres signes de cette reprise dans le magasin local, la nouvelle salle communautaire et l’enceinte de The Table, la *sitooterie* du coin [mot écossais définissant un lieu commun où se réunir et éventuellement boire et manger], ouverte au lendemain d’un autre bras de fer avec l’ancien propriétaire de l’Old Forge, avec qui les relations s’étaient détériorées. Isla Miller me parle d’une nouvelle initiative, Scoto (Scottish Community Tourism, “tourisme communautaire écossais”), qui associe des communautés comme le Knoydart et accueille les touristes en tant qu’“autochtones temporaires”. Rien à voir avec un coup de pub d’office de tourisme. Les visiteurs se sentent vraiment les bienvenus ici.

Enfin, je commande ma pinte à l’Old Forge. C’est une IPA – “Inverie pale ale” – produite par la nouvelle brasserie un peu plus haut sur la route. Je trinque avec Davie Newton, qui préside à la résurrection de l’Old Forge et dirige la Fondation du Knoydart, une communauté qui défend des projets hydroélectriques, forestiers et de réensauvagement.

M’indiquant le paysage intimidant qui nous entoure, Newton plisse les yeux et déclare : “Autrefois, vous ne pouviez pas faire un kilomètre dans le Knoydart sans être accueilli chez quelqu’un. Puis sont venus les jours sombres. Maintenant, nous sommes de retour, et la bagarre pour racheter le pub en fait partie. Nous avons été soutenus par des gens du monde entier. Peut-être que d’autres communautés dans les Highlands et ailleurs pourront s’en inspirer.”

Voilà à quoi je vais lever mon verre.

—Robin McKelvie
Paru le 19 août





La stratège du Djurdjura

xix^e siècle — Algérie.

Au cours de sa courte existence, la Kabyle Fatma N'Soumer, qui refusait de se plier aux règles du patriarcat, a réussi à s'imposer comme chef de guerre. Et a mis en déroute l'armée française.

— **L'Orient-Le Jour** (extraits) Beyrouth

Il paraît qu'aucun homme n'aura eu véritablement de pouvoir sur son corps ou son esprit. Si l'histoire de lalla Fatma N'Soumer a pu être romancée, voire mythifiée, par ceux qui voyaient en elle le prolongement de Kahina, reine guerrière berbère qui a combattu l'invasion arabe au Maghreb au VII^e siècle, Fatma N'Soumer est avant tout la figure de la femme kabyle qui défia l'armée coloniale française en Algérie, menant au combat des villages entiers et cassant les codes sociopolitiques de son temps.

Fatma N'Soumer, née Fatma sid Ahmad Ou Méziane, a grandi dans les plus hautes montagnes de la Kabylie, région historique peuplée de tribus guerrières dans le nord du pays, à l'est d'Alger, au cœur du massif du Djurdjura, dans le village d'Ouerdja. Coïncidence, malédiction ou ironie du sort, la France avait lancé,

sur ordre du roi Charles X, sa vaste conquête de l'Algérie l'année exacte où est née celle qui défiera son occupation en 1830. L'Algérie restera une colonie française jusqu'à la déclaration de son indépendance, en juillet 1962, qui mit fin à huit années de guerre civile.

Les quelques récits racontant son histoire sont unanimes : Fatma N'Soumer, chef de guerre et guide spirituelle, a marqué les esprits de tous ceux qui ont croisé sa route, ennemis comme partisans. [Elle était] petite mais robuste, et sa beauté et son élégance étaient chantées dans des poésies populaires berbères. Dans *Récits de Kabylie. Campagne de 1857*, l'explorateur et homme politique Emile Carrey la décrit drapée de foulards colorés, ornée de bijoux et couverte de henné alors qu'elle menait au combat les *imseblen*, volontaires de la mort.

Féministe avant l'heure, elle a refusé la consommation d'un mariage qui lui a été imposé à la mort de son père, brisant à 20 ans un maillon patriarcal sacré dans une société au cadre social extrêmement conservateur. La jeune femme ne deviendra jamais mère et sera encore moins tenue à l'écart de la vie publique. Elle s'y imposera non seulement en tant que combattante, mais aussi et surtout comme chef guerrière et stratège, s'immisçant dans des sphères de réflexion alors strictement réservées aux hommes. Un tempérament qui lui a valu à l'époque le nom en kabyle de "Fatma N'Ouerdja", "Celle qui refuse de se plier aux coutumes".

Sa première victoire est peut-être d'avoir réussi à être scolarisée dans la zaouïa de son père à une époque où aucune fille ne l'était. Cette école coranique de la confrérie musulmane soufie Rahmaniyya a permis à Fatma d'affiner son don de l'éloquence, d'aiguiser son sens de l'analyse, mais surtout de nourrir son esprit dans la religion. Passant des journées et des nuits entières à prier et à méditer, Fatma N'Soumer était considérée comme une prophétesse. Et c'est son incroyable aura qui lui permettra plus tard de galvaniser la résistance contre la colonisation.

Les prévisions stratégiques, fruits de fines analyses, de cette femme dotée d'une rare intelligence s'avéraient très souvent justes. Aux yeux

des tribus qui la suivaient, ces prédictions devenaient des prémonitions divines. Si sa force de caractère et d'esprit lui a permis de s'émanciper du rôle domestique qui lui était prédestiné, elle a aussi bénéficié de la légitimité sociale que lui conférait sa lignée : les Aït-Sidi Ahmad. Descendante de ces puissants marabouts lettrés, Fatma N'Soumer se voit attribuer le titre honorifique de "lalla" en marque de respect.

Après s'être enfuie de sa prison conjugale, Fatma N'Soumer rejoint son frère sidi Tahar dans le village de Soumer, devenu son village d'adoption et [dont le nom est devenu] son patronyme, pour la résistance qu'elle y mènera. Investie par l'autorité politique du lieu, elle s'allie en 1850 au soulèvement de Chérif Boubaghla, proche de l'émir Abdelkader et initiateur d'un vaste mouvement de révolte populaire kabyle lorsque les Français pénétrèrent la région du Djurdjura.

L'Algérie devient constitutionnellement française en 1848, mais le pays résiste à l'occupation. Seules les plaines de la région d'Alger, de Constantine et d'Oran sont aux mains de l'ennemi. La Kabylie, montagneuse et difficile d'accès, n'est dans un premier temps pas la cible prioritaire. La poche de résistance kabyle en profite pour se consolider et mettre en danger les colonies occupées. Pour les troupes françaises, la soumission des Kabyles devient alors

Aux yeux des tribus qui la suivaient, ses prévisions stratégiques, très souvent justes, devenaient des prémonitions divines.

primordiale. C'est au début de cette campagne française en Kabylie et à la suite de la mort de Boubaghla en 1854 que Fatma N'Soumer prend la tête de la résistance.

Sous le commandement de cette fine stratège et combattante féroce, les Français ont été mis à mal. Parmi ses victoires, une semble intacte dans les mémoires. Celle de la bataille du Haut-Sebaou, à Tazrouk, en juin 1854. En deux mois, Fatma N'Soumer, à la tête de 5 000 moudjahidin munis de simples sabres et poignards, et jouant de l'avantage que leur conféraient les hauteurs des monts, ont défait avec une extraordinaire violence, de par leur ténacité et leur rage, les 8 000 baïonnettes françaises du commandant Charles Wolff. Les soldats aguerris sont forcés de battre en retraite face à des tribus berbères dirigées par une femme : l'humiliation est énorme.

Malgré les prophéties et sa réputation, lalla Fatma N'Soumer fut rattrapée par la réalité du terrain : face aux Français, les combattants kabyles étaient en infériorité numérique. Déterminé à tuer une résistance qui avait déjà infligé trop de dégâts, le gouverneur Randon ordonne en 1857 l'envoi de 35 000 soldats français en renfort face aux Kabyles. Fatma N'Soumer est capturée et emprisonnée cette même année, ce qui porte le coup de grâce à la résistance.

— **Emma Delajoux**
Publié le 22 août

➤ **Portraits présumés de Chérif Boubaghla et de lalla Fatma N'Soumer conduisant l'armée révolutionnaire (Félix Philippoteaux, 1866).**

Photo Painters/Alamy/Photo12

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE



**Courrier
international**
Hors-série Septembre-octobre 2022

Atlas

des énergies



*Comment sortir
des énergies fossiles?
Peut-on se passer
du nucléaire?
À quand la transition
énergétique?
Réponses en cartes
et en infographies.*

En partenariat
avec



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

 **Courrier
international**



mgen*

GRUPE vyv

MÉTIER S DE
L'ÉDUCATION
NATIONALE

MGEN SANTÉ PRÉVOYANCE

UNE MUTUELLE QUI
CONNAÎT BIEN
VOTRE MÉTIER

C'EST
UN VRAI
PLUS !

MGEN PROTÈGE VOTRE SANTÉ ET VOTRE AVENIR

Des couvertures complètes qui s'adaptent parfaitement à votre vie et à votre profession.

- **Complémentaire santé** : vos frais de santé remboursés avec la garantie d'un reste à charge réduit chez le médecin, à l'hôpital, en dentaire, optique, médecines douces...
- **MesDocteurs** : une plateforme de téléconsultation pour consulter sans rendez-vous 7J/7, 24h/24.
- **Prévoyance intégrée** : des allocations pour sécuriser vos revenus en cas d'arrêt de travail.
- **Actions sociales et solidaires*** : des aides financières pour faire face aux coups durs ou à un retard de salaire.

MGEN SOUTIEN VOTRE PARCOURS DANS L'ENSEIGNEMENT

Des outils pédagogiques innovants pour vous aider tout au long de votre carrière :

- **ÊtreProf** : la plateforme communautaire animée par des profs pour les profs pour réussir votre rentrée.
- **Vocal'iz** : l'application de coaching vocal pour préserver votre outil de travail n°1, la voix.

POUR EN SAVOIR PLUS :



Contactez-nous au

3676

Service gratuit
+ prix appel

Dites « RDV Rentrée »

* Ces allocations sont prises sur une dotation déterminée annuellement par l'Assemblée générale en fonction des ressources de la mutuelle. Elles sont accordées sur une étude de votre dossier et sous conditions de ressources.